

Le Rôle Social et Économique

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

Étude expérimentale

*sur le Rôle Social et Économique de l'Inspection du travail
dans la 3^e section d'inspection*

(Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine), de 1900 à 1911.

THÈSE pour le DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Décembre 1911

PAR

PIERRE MONNIER

EXAMINATEURS : MM. Hitier, Deschamps et Capitant



Imprimerie Rennaise

L. CAILLOT ET FILS

5, Rue Bourbon, Rennes

1611

Le Rôle Social et Économique

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

Le Rôle Social et Économique

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

*Étude expérimentale
sur le Rôle Social et Économique de l'Inspection du travail
dans la 3^e section d'inspection
(Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine), de 1900 à 1911.*

THÈSE pour le DOCTORAT

Présentée et soutenue le 18 Décembre 1911

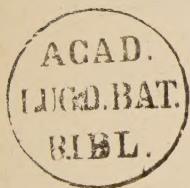
PAR

PIERRE MONNIER

EXAMINATEURS : MM. Hitier, Deschamps et Capitant



✻ Imprimerie Rennaise
L. CAILLOT ET FILS ✻
5, Rue Bourbon, Rennes



*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

A MA MÈRE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Il est assez généralement admis aujourd'hui dans tous les pays industriels — et le développement continu de la législation ouvrière en Europe, en Amérique, en Australie, en est une preuve — que l'État, que la société a le droit, nous disons même plus, a le devoir strict, impérieux d'intervenir dans les questions du travail pour régler les rapports entre producteurs (employeurs et employés) toutes les fois que les conditions sociales, morales, économiques, hygiéniques de l'exercice d'une profession déterminée, ou d'un groupement de professions peuvent mettre en péril soit l'ouvrier lui-même, le bien-être, la vie de sa famille, soit encore le développement normal de l'enfance, l'avenir de la race (1).

Ce furent les scandales de l'exploitation industrielle

(1). Bien qu'admise généralement, cette idée de l'intervention de l'État dans les questions du travail est actuellement encore controversée et il serait particulièrement intéressant, de préciser qu'elle est l'attitude de chacune des écoles économiques en face de cette question. Malheureusement cette étude que nous avons commencée, nous aurait entraîné fort au-delà du cadre que nous nous étions tracé primitivement,

au XIX^e siècle qui décidèrent l'intervention de l'Etat dans les questions du travail (1).

Poussé par la concurrence qui croît en même temps que l'industrie se développe, qui croît au fur et à mesure que de régional d'abord, national ensuite, le marché du travail devient de plus en plus un marché mondial, l'industriel cherche à réduire à la plus extrême limite ses frais d'exploitation. La première pensée qui lui vient à l'esprit est la réduction des salaires. Il est certain qu'une réduction brutale du salaire des ouvriers serait dans la majorité des cas impossible, mais quoi de plus simple pour réduire indirectement les salaires, que de remplacer aux machines productrices et progressivement les ouvriers adultes par des femmes et par des enfants. Les enfants et les femmes se contentant d'une rémunération plus faible, ils présentent dans la lutte sociale bien moins de défense que les adultes, enfin la diminution de leur salaire, entraîne inévitablement une diminution du salaire des hommes. On a remarqué que dans toutes les industries où les femmes et les enfants concurrencent les hommes les salaires des adultes ont baissé.

La seconde idée qui vient ensuite à l'esprit est de pousser la production à ses plus extrêmes limites par l'organisation du travail de nuit. On conçoit que les frais d'amortissement de l'outillage sont réduits de

(1). Il est assez remarquable qu'à la même époque la plupart des Gouvernements aient reconnu la nécessité de réglementer le travail des enfants ; c'est une nouvelle preuve après tant d'autres de la généralisation de ces pratiques de l'exploitation de l'enfance ouvrière (Angleterre, bills de 1820, 1819, 1825, 1833 ; Prusse, loi du 9 mars 1839 ; Autriche, loi du 16 juillet 1839 ; Duché de Bade, loi du 4 mars 1840 ; Bavière, loi du 15 janvier 1840 ; France, loi du 22 mars 1841.)

moitié si la production journalière est doublée par la marche de l'usine pendant vingt-quatre heures chaque journée. Il sera possible aussi d'obtenir une diminution des salaires en augmentant la durée de la journée de travail dans les industries mécaniques, l'expérience ayant démontré que le salaire n'est pas du tout proportionnel à la durée du travail, mais qu'au contraire, les salaires sont proportionnellement plus bas, là où la durée du travail est la plus longue. Enfin l'industriel considérera comme des dépenses somptuaires toutes les dépenses qui auraient pour unique résultat d'améliorer l'hygiène ou d'augmenter la sécurité du travail.

Tel fut l'état d'esprit général du monde industriel à partir du développement de la grande industrie. Il faut ne pas connaître la situation de l'ouvrier, du travailleur salarié, pour trouver qu'il eut pu exercer une influence notable pour l'amélioration des conditions du travail.

Est-ce que dans un grand établissement industriel l'un quelconque des ouvriers est libre quand il signe son contrat de travail ? Est-ce qu'il peut discuter avec le patron les clauses relatives au salaire, au travail de nuit, à la durée du travail, à l'emploi exagéré des femmes et des enfants. Est-ce qu'il peut enfin exiger et obtenir une amélioration de l'hygiène et une protection complète des machines ? Ce sont des questions qui ne se posent même pas. L'ouvrier sans travail qui vient s'embaucher accepte tout sans discuter, aussi bien le salaire que les autres conditions plus ou moins draconiennes.

Privé du droit d'association, le travailleur ne pouvait faire qu'une chose, s'incliner devant les condi-

tions effroyables du travail industriel déterminées par une concurrence sans frein. Les industriels eux-mêmes gémissaient de cet état de choses. Mais que faire ? Les dures nécessités économiques étaient là qui les obligeaient à se désintéresser de l'organe essentiel de l'industrie : l'ouvrier.

La nation française comme toutes les nations industrielles allait à la ruine. Dans les centres industriels de Normandie, en 1840, sur 266 conscrits, 166 étaient reconnus impropres au service. Ce n'est donc pas une sentimentalité larmoyante qui a provoqué l'intervention législative, c'est la nécessité de sauvegarder l'avenir de la race française compromise par des durées de travail exagérées, par le travail de nuit, par l'emploi sans limite des enfants et des femmes, par une méconnaissance absolue des plus élémentaires obligations de l'hygiène du travail et de la protection des machines.

C'est sous l'empire de ces préoccupations que furent votés en France, après la loi du 22 mars 1841, le décret-loi fixant à 12 heures par jour la durée moyenne du travail dans les usines et manufactures (1), la loi du 28 février 1851 réglementant l'apprentissage, la loi du 19 mai 1874 et la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants et des femmes, les lois du 12 juin 1895-11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sé-

(1). Il faut entendre par usines et manufactures les établissements industriels occupant plus de 20 ouvriers réunis en atelier, les usines à feu continu, et celles dans lesquelles il est fait usage d'une force motrice autre que celle de l'homme ou des animaux. — Le décret du 2 mars 1848 avait précédemment fixé à 10 heures (Paris) et 11 heures (la province), la durée du travail des ouvriers.

curité des travailleurs dans les établissements industriels et commerciaux, la loi du 9 avril 1898 sur les responsabilités des accidents du travail, loi modifiée à plusieurs reprises depuis cette époque, la loi du 7 décembre 1874 relative aux enfants employés dans les professions ambulantes, la loi du 2 novembre 1900 fixant les conditions du travail des femmes dans les établissements commerciaux, la loi du 20 juillet 1909 sur l'emploi de la céruse, la loi du 30 avril 1909 relative aux travaux interdits aux femmes, la loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire, en faveur des ouvriers et employés, la loi du 29 juin 1905 relative à la durée du travail dans les mines, enfin la loi du 25 mars 1910 interdisant les économats.

De nombreux décrets et arrêtés ministériels ont précisé les conditions d'application de ces lois sociales, formant ainsi un code du travail dont on ne saurait nier l'importance.

En même temps, la loi du 21 avril 1884, établissait la liberté d'association pour tous les groupements économiques, industriels, commerciaux et agricoles, syndicats professionnels, la loi du 1^{er} avril 1898 instituait pour les sociétés de secours mutuels le même régime que pour les syndicats, enfin la loi du 1^{er} juillet 1901, établissait d'une façon générale la liberté d'association pour tous les Français, liberté limitée jusqu'à cette époque aux groupements professionnels (1884, syndicats) ou sociaux (1898 secours mutuels).

Et à cet instant une question se pose. Comment peut-on expliquer que l'intervention de l'Etat dans les questions du travail, intervention nécessaire à une époque où les ouvriers privés du droit d'association

n'avaient aucun moyen d'obtenir du patronat des conditions de travail plus humaines, des salaires suffisants et de meilleures conditions d'hygiène, comment peut-on expliquer que cette intervention non seulement se soit fait sentir, mais encore ait atteint son plus haut point de développement précisément à une époque où la classe ouvrière jouit de la plus grande somme de liberté.

Il faut en rechercher la raison dans les conditions mêmes du travail, dans la difficulté éprouvée par la classe ouvrière en l'absence de toute réglementation pour discuter librement les conditions du travail, enfin dans les dangers pour les ouvriers et pour leur descendance du travail industriel.

Et tout d'abord que l'on examine actuellement ce qui se passe pour les questions de salaires.

Si l'ouvrier est organisé (1) — ce qui est le cas favorable — et s'il y a abondance de travail, une entente peut survenir entre le syndicat ouvrier et la collectivité des patrons, grâce à des concessions réciproques. La convention collective de travail ainsi établie, fixera les salaires minimum ou, s'il s'agit de travail aux pièces, le prix unitaire, et cette fixation faite pour une période déterminée, un an, trois ans, etc., s'appliquera à la fois aux ouvriers syndiqués et aux ouvriers indépendants. Mais ensuite, s'il survient une diminution dans le travail, c'est le chômage pour une partie de la corporation ouvrière, et la conséquence

(1). S'il n'existe pas d'organisation ouvrière, la grève seule peut provoquer une augmentation des salaires. Mais alors, dans la majorité des cas, bien que déclarée à la plus extrême limite, elle est vouée à un échec certain.

du chômage, c'est le fléchissement, la réduction des salaires de tout l'ensemble des ouvriers.

Les ouvriers indépendants sans travail, comme aussi les ouvriers syndiqués accepteront un salaire réduit, provoquant ainsi inconsciemment une diminution générale des salaires de la profession, et cet état de choses se continuera jusqu'à ce que une nouvelle période d'activité industrielle vienne engager la collectivité ouvrière à réclamer des salaires normaux.

Les phénomènes antérieurs se produiront : discussions entre patrons et ouvriers, grève et, si les circonstances sont favorables (pénurie d'ouvriers, travaux urgents), augmentation générale des salaires soit par accord direct entre chaque patron et ses ouvriers, soit par une convention collective du travail. C'est ainsi qu'à Rennes même, après les trois augmentations de salaires des ouvriers du bâtiment en 1900 (convention collective de travail), 1902, 1903 et 1904 suivant les professions (accords directs), enfin en 1910 (conventions collectives de travail), les salaires ne sont pas supérieurs à ce qu'ils étaient il y a vingt ans, lors de la période des grands travaux.

Les salaires sont donc réglés par l'activité dans la production, ils fléchissent automatiquement quand le travail baisse, mais pour les faire remonter au niveau antérieur dans les périodes d'activité industrielle, l'automatisme de leur variation qui ne s'exerce que pour les réduire, ne suffit pas, il faut une action syndicale intensive ou la grève.

Si l'augmentation des salaires a une cause originelle d'essence purement économique, la cause immédiate de cette augmentation c'est l'action personnelle de l'ensemble des ouvriers sur le patronat, ac-

tion personnelle et directe facilitée et déterminée par le jeu des forces économiques qui régissent la production industrielle (abondance du travail, exode antérieur de la main-d'œuvre dans d'autres régions, diminution de la valeur de l'argent, d'où augmentation du coût de la vie, etc.).

Nous voyons donc dans cette action l'application de la doctrine syndicaliste, c'est-à-dire l'action directe et personnelle de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires.

Et c'est contre les conséquences économiques de cette action directe (grèves, lock-outs), et leur répercussion sur la vie économique du pays que s'élèvent toutes les écoles économiques si l'on en excepte l'école libérale (1) et l'école syndicaliste. Pour ces écoles économiques comme pour nous mêmes, l'intervention de l'Etat dans les questions de salaire, par la fixation par région d'un salaire minimum pour chaque profession, par l'organisation rationnelle de la conciliation et de l'arbitrage, etc., nous apparaît comme le seul moyen d'éviter les guerres continuelles entre employeurs et employés. Grève et lock-out nous paraissent donc la conséquence directe, au point de vue des salaires de l'application de la doctrine du « laisser-faire, laissez-passer. »

Au point de vue de l'augmentation des salaires,

(1). L'Ecole libérale déplore la grève, mais en s'opposant à l'intervention de l'État dans les questions de salaire, elle s'interdit par cela même la recherche des moyens propres à atténuer et même à supprimer les conflits, on ne peut en effet conseiller comme un de ces moyens l'interdiction de l'association pour les travailleurs, c'est-à-dire en fait la suppression de la liberté économique pour les ouvriers.

donc, l'intervention de l'Etat n'est pas déterminée par des considérations de principe, en un mot, elle ne s'impose pas puisqu'en fait, une amélioration des salaires peut être obtenue directement par l'association syndicale.

Mais nous avons vu aussi que cette augmentation de salaire ne peut s'obtenir dans la grande majorité des cas, que par une lutte violente entre patrons et ouvriers, par la grève avec toutes ses répercussions économiques : pertes de toute nature, détournement de trafics, ruines patronales et ouvrières, etc.; nous savons également que la grève a pour autre résultat d'augmenter l'hostilité entre ouvriers et industriels, et qu'un tel état d'esprit est néfaste à la production.

Or, si, sans limiter en aucune façon les droits du syndicat en ce qui concerne la recherche et l'amélioration des salaires, on veut réduire, limiter les pertes que cause à une ville, à un port, à une région, au pays tout entier, la cessation du travail (grève ou lock-out) l'arrêt des transports, il est nécessaire de recourir à l'intervention de l'Etat et de rechercher dans quelle mesure et sous quelle forme il est possible de concilier les droits des parties en conflit et les droits à la collectivité.

L'intervention de l'Etat dans les conflits du travail qui ne peut être établie par des considérations de principe, se justifie complètement par des considérations de fait ; et si la fixation d'un salaire minimum ne rallie pas encore l'unanimité des suffrages, l'arbitrage au contraire ne soulève pas d'objections sérieuses. En fait les syndicalistes les plus intransigeants ont eu recours à l'arbitrage dans toutes les circonstances graves.

Si l'on examine à présent les conditions physiques du travail (hygiène, sécurité, durée du travail, etc.), l'idée de l'intervention de l'Etat se justifie avec bien plus de force qu'elle ne se justifie dans les conditions économiques du travail (salaires, etc.).

Tous ceux qui ont quelque connaissance de la vie ouvrière ont pu se rendre compte du peu d'importance de l'action individuelle de l'ouvrier, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité du travail, l'hygiène du couchage, et cette action n'est pas beaucoup plus importante pour la réduction de la durée du travail et l'application du repos hebdomadaire.

Pour ce qui est de la sécurité et de l'hygiène on explique fort bien que l'action ouvrière individuelle soit à peu près nulle, dans les conditions économiques actuelles.

L'ouvrier qui s'embauche accepte le salaire qui lui est offert par le patron, mais, en général, surtout dans les établissements de quelque importance, il ne le discute pas. Ce salaire correspond en effet, à de faibles différences près, au salaire normal de la région. Si donc, l'ouvrier ne discute pas le chiffre de son salaire, à plus forte raison ne lui viendra-t-il pas à la pensée d'imposer à l'industriel comme clause supplémentaire de son contrat de travail une modification quelconque à l'installation de l'usine, de l'atelier ou du chantier.

Par le seul fait de l'acceptation du contrat, il accepte tacitement toutes les conditions d'hygiène et de sécurité du travail industriel, conditions qui ont été acceptées de la même manière — et sans même que la

question ait été posée — par les ouvriers précédemment embauchés.

Admettons qu'un ouvrier refuse le travail et mette comme condition à l'exécution du contrat et à son entrée dans l'atelier une modification des installations de l'usine ou des appareils mécaniques ; il sera instantanément remercié.

Entre le renvoi de cet ouvrier, et la dépense qu'imposeraient des modifications à l'outillage ou à l'installation, le chef d'établissement n'hésitera pas un seul instant. Il hésitera d'autant moins que son usine est installée dans les mêmes conditions que celles de ses concurrents, qu'il l'a reçue ainsi de son père, et que, par suite, toute modification sans influence directe sur la production lui paraît une dépense somptuaire.

En fait, la question ne s'est jamais posée.

Elle ne s'est pas posée aussi à cause de l'incompétence de l'ouvrier en matière d'hygiène et de sécurité du travail. Son éducation professionnelle, comme celle du patron d'ailleurs, a été limitée à ce qui intéresse directement la production industrielle, à la pratique du métier, parfois aussi à la technique de la profession. On a voulu en faire un ouvrier habile, un des rouages indispensables de la manufacture ou de l'usine, mais on n'a pas cru nécessaire de lui enseigner même les premiers éléments d'hygiène industrielle (1).

(1). Il en est de même du patron. Soucieux avant tout de développer ses affaires, stimulé par la concurrence, il s'ingénie à réduire ses frais généraux, et en général, l'amélioration de l'hygiène du travail et l'augmentation de la sécurité ne doivent pas être comptées parmi ses habituelles préoccupations.

Il est donc incapable de reconnaître les inconvénients d'une installation. Et c'est tellement vrai qu'en maintes circonstances les Inspecteurs du travail ont eu et ont encore à lutter contre l'apathie, l'hostilité même des ouvriers, en ce qui concerne leur sécurité personnelle.

Le fait suivant nous a été rapporté et il n'est pas, paraît-il, une exception. A Rennes, un ouvrier scieur a quitté l'usine où il était employé après l'installation d'un protecteur de scie circulaire. Et pourtant l'on sait combien sont dus de mains estropiées, de moignons informes, à cet instrument dangereux entre tous.

A cela il faut ajouter l'insouciance du danger, l'accoutumance de l'ouvrier aux conditions défectueuses du travail.

C'est par exemple l'ouvrier maçon ou plâtrier qui néglige de placer un garde-corps à un échafaudage, sous le prétexte que le travail à exécuter sera de courte durée, c'est l'ouvrier tourneur qui néglige de remplacer ou de refermer le protecteur du tour après avoir modifié la disposition des engrenages, l'ouvrier meunier qui oublie de refermer les portes du monte-sacs, le burineur qui ne met pas ses lunettes à cause de la gêne légère qu'elles lui occasionnent, et tant d'autres qui comptent avant tout sur leur habileté professionnelle pour éviter les accidents. Comment tous ces ouvriers réclameraient-ils des modifications à l'installation des ateliers, lorsqu'ils n'utilisent pas les protecteurs existants ?

S'il s'agit de l'hygiène du travail elle-même ; l'action individuelle de l'ouvrier est encore moins efficace. A première vue on peut reconnaître le danger

d'une scie circulaire ou d'une paire d'engrenages et si l'on est persuadé que l'habileté de l'ouvrier rend inutile toute protection, on admettra néanmoins que tel appareil mécanique soit dangereux. Pour l'hygiène, il n'en est pas ainsi. La constatation de mauvaises conditions hygiéniques de travail n'est pas une question simple dont la solution s'impose immédiatement à l'esprit, très souvent des analyses d'air, d'eau, de poussières diverses sont indispensables, mais en outre, le caractère nocif d'une installation étant reconnu, il faut trouver une solution pratique, applicable, qui permette de faire disparaître le danger sans nuire à l'industrie. Or ce n'est ni l'ouvrier, ni le patron qui peuvent trouver eux-mêmes la solution applicable à chaque cas particulier. L'indication de cette solution nécessite des connaissances techniques que ni le patron ni l'ouvrier n'ont pu acquérir. En outre, il ne suffit pas, dans la majeure partie des cas, d'indiquer la méthode générale dont l'application permettra l'amélioration des conditions d'hygiène, il est nécessaire de mettre l'industriel à même de réaliser pratiquement l'amélioration demandée. Il n'est donc pas étonnant que l'action individuelle de l'ouvrier soit nulle en ce qui concerne l'hygiène du travail.

Nous arriverions à des conclusions identiques si nous examinions les diverses questions de durée du travail, repos hebdomadaire, travail de nuit, protection des enfants, etc.

Si l'action individuelle est nulle pour toutes ces questions de protection ouvrière, l'action syndicale n'a pas été jusqu'à ce jour beaucoup plus active. Pourtant au point de vue de la limitation de la durée du travail, il nous faut enregistrer en 1907 l'obtention

par la Fédération du Livre de la journée de 9 heures pour une notable partie des imprimeries françaises. Mais ici, il y a lieu d'expliquer dans quelles conditions cette nouvelle durée du travail a été obtenue. La Fédération du Livre comprend la presque totalité des ouvriers français. Les avantages qu'elle fait à ses adhérents sont assez importants (viaticum, placement, secours de chômage et de grève) pour qu'elle ait finalement triomphé de l'esprit individualiste qui anime encore beaucoup d'ouvriers. Il était donc difficile aux industriels de ne pas donner satisfaction à la demande de la Fédération. De plus cette journée de 9 heures est déjà considérée par les typographes et par la plupart des économistes sociaux, comme une longue journée et il est probable qu'une diminution nouvelle n'amènerait pas de réduction sensible dans la production (1). Enfin cette journée de 9 heures est plutôt considérée par les ouvriers eux-mêmes comme une augmentation de salaire que comme une diminution de la durée du travail. Ils reçoivent pour neuf heures le même salaire que pour 10 heures, mais ils ne s'interdisent pas d'effectuer une et même plusieurs heures supplémentaires dans la limite fixée par la loi (13 heures de travail journalier maximum).

Mais en dehors de cette puissante association, les quelques associations qui ont pu obtenir des réductions de la durée de travail sont l'infime minorité. On

(1). D'expériences faites à Rennes en 1900, il résulte qu'un typographe qui travaille 10 heures produira un peu plus que s'il ne travaille que 8 heures, mais les coquilles seront beaucoup plus nombreuses. Les longues journées habituelles sont donc sans intérêt pour l'industriel.

n'a pas oublié au surplus, l'échec retentissant de la campagne organisée en 1908 par la Confédération Générale du Travail pour l'obtention de la journée de 8 heures. Dans la plupart des villes de province, la campagne se réduisit à des placards et à une conférence le 1^{er} mai.

Les syndicats toutefois ont actuellement une compréhension très nette de l'importance des prescriptions de sécurité et d'hygiène. Sous l'influence du corps des Inspecteurs du travail, dont la plupart ont joué un grand rôle dans l'éducation ouvrière par des conférences et par leur action personnelle, les syndicats ouvriers ont été amenés à étudier de près l'hygiène et la sécurité du travail et à se tenir au courant des progrès de l'hygiène industrielle.

Mais il ne semble pas que leur action puisse aller beaucoup plus loin. Comment le syndicat pourra-t-il connaître les établissements où l'hygiène du travail est mauvaise, même avec la collaboration des syndiqués. Nous en avons une preuve dans ce fait qu'actuellement la collaboration des syndicats à l'Inspection du travail est nulle pour toute l'hygiène et la sécurité industrielles.

Et, en admettant même que le syndicat ait une connaissance précise pour chaque atelier, pour chaque usine, des conditions hygiéniques du travail, comment se produira son intervention. Si cette intervention se produit sous une forme pacifique, conciliante, ce sera la copie de l'intervention de l'Etat, mais avec l'autorité et les connaissances techniques en moins. Peut-être se produira-t-elle sous une forme violente. Est-il possible au syndicat de provoquer un conflit jusqu'à ce que les conditions d'hygiène de l'usine soient amé-

liorées. Nous ne le croyons pas. La multiplicité, la dissémination des établissements industriels et commerciaux rendant impossible tout conflit, on conçoit mal une grève intéressant les deux ouvriers d'un atelier, puis les cinquante ouvriers d'une usine voisine. Ces grèves par établissement, en dehors des grandes usines (greves, lock-out) sont impossibles en fait.

Seraient-elles possibles qu'il faudrait dans l'intérêt des ouvriers comme dans l'intérêt de l'industriel, rechercher les moyens à employer pour les éviter ; on serait amené ainsi à adopter le principe de l'intervention de l'Etat dans ces questions.

L'incompétence technique des syndicats en matière d'hygiène industrielle empêche aussi de compter sur l'efficacité de leur action. Il est fort douteux que dans un avenir peu éloigné les syndicats ou plutôt les conseils d'administration des syndicats soumis à la réélection annuelle puissent acquérir en général une compétence indiscutable dans les questions d'hygiène et de sécurité des ateliers. Et si cette compétence existait, ce ne pourrait être que celle de fonctionnaires syndicaux ayant fait une étude spéciale des questions techniques que soulève l'organisation industrielle. En repoussant l'intervention de l'Etat, on serait donc amené à la remplacer par l'intervention d'une collectivité plus réduite, le syndicat, dépourvu d'une autorité nécessaire, et ne présentant pas les mêmes garanties d'impartialité.

Nous allons même plus loin. La forme actuelle de l'intervention de l'Etat dans les questions d'hygiène et de sécurité, est l'Inspection du travail dans l'industrie. Admettons que l'organisation sociale se transforme ; que par exemple, le travail soit organisé col-

lectivement dans la nation, ce qui correspondrait à la disparition du patronat, à la socialisation des moyens de production et d'échange, n'est-il pas vrai néanmoins qu'alors même l'utilité d'un service technique d'hygiène industrielle se ferait encore sentir, et que ce service technique ne pourrait être organisé que par la collectivité elle-même, que par la nation. L'Inspection du travail deviendrait alors exclusivement une Inspection technique chargée de faire exécuter les mesures de prévention reconnues nécessaires.

La conclusion de cette étude c'est que l'intervention de l'Etat dans les questions du travail, qui s'est manifestée de diverses manières dans la suite des siècles, répond aujourd'hui, telle qu'elle est conçue et appliquée à une nécessité inéluctable et que, pour certaines formes de son action, en particulier par l'amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité du travail, il est impossible à l'heure actuelle de concevoir — quelles que soient les modifications qui puissent être apportées dans l'organisation de la société — que cette intervention puisse cesser de se manifester. L'Inspection technique du travail, corrolaire indispensable des perfectionnements de la technique industrielle paraît donc être une institution durable, qui ne peut que se développer, même au travers des transformations sociales.

Avant de passer à l'étude pratique et expérimentale des formes de l'intervention de l'Etat dans les divers domaines économiques où cette intervention peut efficacement se produire — étude pratique expérimentale qui seule est la raison d'être de ce travail — il nous reste à établir pour compléter et clore l'introduction de cette étude comment cette intervention

peut et doit actuellement se produire pour donner avec la moindre gêne, avec le minimum de sacrifices de la part de la collectivité, le maximum de résultats.

Pour cela, il nous faut brièvement indiquer dans quels domaines cette intervention de l'Etat est désirable, comment elle peut se manifester, et quelles seront l'institution ou les institutions officielles auxquelles sera dévolue la mission de réaliser pratiquement cette intervention.

Deux points sont donc à examiner conjointement : les domaines et la forme de l'intervention de l'Etat, le ou les services d'Etat chargés d'assurer la continuité et l'efficacité de cette intervention là où il aura été décidé de l'exercer, et les divers modes de leur activité.

Une étude attentive et minutieuse de la législation ouvrière et industrielle permet de déclarer qu'actuellement, l'intervention de l'Etat, telle qu'elle découle des considérations précédentes et de l'historique que nous avons fait dans la première partie de cette introduction, s'est produite dans tous les domaines où, aujourd'hui, il paraît désirable de la voir s'exercer.

Cette intervention s'est produite pour chaque point particulier, ou plutôt aurait dû se produire pour chaque point particulier, dans les conditions suivantes :

1° Tout d'abord une intervention législative fixant minutieusement le rôle de l'Etat, soit qu'il s'agisse d'édictier de nouvelles prescriptions de sécurité et d'hygiène, qu'il s'agisse de promulguer une loi sur les accidents du travail, l'assistance aux vieillards, soit qu'il paraisse urgent d'assurer à la femme, à l'enfant, une protection plus efficace, soit enfin, — puisqu'il faut nous arrêter dans cette énumération, — qu'il semble opportun d'établir un ensemble de prescrip-

tions réglant l'arbitrage et la conciliation dans les conflits du travail.

2° Puis, la même intervention législative, établissant un service d'Etat chargé de veiller à l'application des lois nouvelles de façon à leur faire produire leur maximum d'effet.

Or, nous sommes obligés de constater :

1° Que l'Etat — soit par crainte de paraître restreindre dans de trop grandes proportions la liberté économique, soit, plutôt, parce que son intervention s'est produite non d'après un plan d'ensemble minutieusement élaboré, mais au fur et à mesure des nécessités du moment, au fur et à mesure des réclamations des intéressés, suivant ainsi de plus ou moins loin l'évolution sociale au lieu de la guider — n'a pas usé jusqu'au bout de son droit, nous disons même mieux, de son devoir d'intervention dans les questions du travail :

2° Que là où il est intervenu, il l'a fait trop longtemps sous une forme presque exclusivement platonique (lois de 1848 et 1898), négligeant par exemple d'assurer l'efficacité de son intervention en créant un service spécial d'application et de contrôle de ces lois sociales : qu'actuellement encore, à une époque où néanmoins le contrôle des lois ouvrières de réglementation, d'hygiène, de sécurité est assuré dans des conditions telles qu'il peut supporter la comparaison avec les organisations analogues des pays étrangers, il est pourtant des lois sociales ou économiques qui ne donnent pas les résultats qu'on serait en droit d'attendre de leur application méthodique, parce que, pour les unes, le législateur a commis l'erreur d'en confier l'application (loi du 27 décembre 1892 sur la concilia-

tion et l'arbitrage) à des fonctionnaires qui n'étaient préparés à cette tâche ni par leurs connaissances techniques, ni par leur éducation professionnelle, ni par leurs occupations journalières, que pour d'autres, (lois de réglementation du travail, de sécurité et d'hygiène), le législateur a bien créé un corps technique d'Inspecteurs chargés du contrôle de l'application de ces lois ouvrières, mais qu'il n'a pas cru devoir faire appel pour leur application à l'élément patronal, dont la collaboration est pourtant indispensable, si l'on veut qu'elles soient appliquées dans leur lettre et dans leur esprit (éducation patronale pour l'application de la journée de 10 heures, sans réduction de salaire, par exemple) ; que pour une troisième catégorie, enfin, (loi de 1898, etc.) le législateur a cru qu'il était suffisant de laisser aux intéressés eux-mêmes (ouvriers victimes d'accidents), le soin d'en assurer le fonctionnement.

Actuellement, tous les partisans de l'intervention de l'Etat dans les questions du travail sont convaincus qu'en ce qui concerne les lois de sécurité, d'hygiène et de réglementation, la nécessité d'un service d'Etat chargé de leur application est indispensable : l'expérience de la loi de 1841 et de la loi de 1848 qui pendant trente-cinq ans sont restées lettre morte est là pour nous le rappeler ; mais pour les autres lois sociales, en particulier pour celles qui apportent aux intéressés des avantages immédiats, cette opinion que l'Etat n'a pas rempli complètement sa tâche en les promulguant n'est pas généralement adoptée ; bien plus, ils sont nombreux encore parmi les économistes sociaux, ceux pour lesquels la question ne s'est pas encore posée.

Or, une expérience de plus de trente années nous montre qu'aucune des lois sociales ne peut jouer d'une façon convenable, ainsi que l'a désiré le législateur, si des services spéciaux ne sont chargés d'en assurer ou d'en faciliter l'application.

Hier encore, le Comité technique du Conseil supérieur de la petite propriété rurale donnait son approbation à une notice destinée à faire connaître les détails d'application de la loi sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, notice que le Ministre de l'Agriculture se propose, dans un but de vulgarisation, de faire parvenir aux associations agricoles, aux professeurs d'agriculture, aux préfets, aux juges de paix, aux notaires, etc. C'est reconnaître le peu de résultats obtenus jusqu'ici par l'application de cette loi d'une importance sociale incontestable.

Et pourtant, il ne s'agit pas là de mesures de coercition. Il s'agit, tout au contraire, nous ne disons pas d'une faveur, le mot serait un peu gros, mais d'une facilité donnée aux travailleurs des champs d'améliorer dans des conditions notables leur condition matérielle.

Il semble donc que le peu de résultats obtenus est dû à une lacune de notre législation, qui n'a pas créé pour l'application de la loi sur le bien de famille insaisissable, l'organe de consultation chargé de la vulgariser, d'en faire connaître les conditions d'application et les avantages dans les milieux paysans.

Et ces constatations s'appliquent à toutes les lois sociales. La loi même la mieux connue ne donnera pas tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre si à côté il n'est créé un organe permettant d'en assurer l'application.

Nous nous rendrons mieux compte de ces faits lorsque dans la partie expérimentale de cette étude nous montrerons pour chacun des groupes de lois dont l'ensemble forme la législation ouvrière et sociale élaborée par la troisième République, les conséquences de cet oubli du législateur, et que nous indiquerons comment en Bretagne cet oubli a pu être réparé. Nous constaterons en même temps dans cette partie expérimentale les conséquences regrettables de la non intervention ou de l'intervention trop timide de l'Etat dans certains domaines économiques.

Si nous groupons toutes les lois sociales selon leurs affinités, si nous les classons de façon à réunir sous un même titre toutes celles d'entre elles dont le champ d'application présente de grandes analogies, si nous faisons une opération analogue pour toutes les questions sociales dans lesquelles il paraît d'une façon générale éminemment désirable que se produise une intervention de l'Etat, nous sommes amené à constituer six groupes principaux de lois ou de questions sociales pour chacun desquels il est indispensable de prévoir un mode distinct de l'intervention administrative de l'Etat. Ces groupes sont les suivants :

1° Groupe des lois (loi du 9 avril 1898, retraites ouvrières, assistance aux vieillards, etc.) qui assurent aux travailleurs des avantages positifs et immédiats ;

2° Groupe des lois réglementant le travail industriel et commercial (contrôle de la durée du travail, du repos hebdomadaire, etc.) ;

3° Conciliation et arbitrage dans les conflits du travail (loi du 27 décembre 1892) ;

4° Action administrative pour le développement économique de la région (enquêtes sur le mouvement

économique, création d'associations industrielles, enquête sur la situation matérielle et morale des salariés, etc.) ;

5° Action administrative pour la formation professionnelle des ouvriers, des employés, des agriculteurs ;

6° Groupe des lois de sécurité et d'hygiène (loi du 2 novembre 1892, lois des 12 juin 1873, 11 juillet 1903 et règlements d'administration publique pris pour leur exécution) ;

Dans chacun de ces groupes nous trouvons place à côté de l'action législative proprement dite qui a codifié les aspirations des travailleurs, les desiderata des économistes sociaux, pour une seconde forme de l'intervention de l'Etat — intervention administrative cette fois — dans l'intérêt d'une application équitable et générale des lois.

Et c'est surtout cette deuxième forme de l'intervention de l'Etat, se manifestant selon les circonstances soit par la création d'un service de consultations juridiques et de vulgarisation des lois sociales (groupe I), soit par l'institution d'un corps de fonctionnaires techniques assurant en même temps le contrôle des prescriptions réglementaires (groupe II et VI) ;

Soit par l'établissement d'un organisme de conciliation et d'arbitrage (groupe III) d'un service d'enquêtes économiques industrielles et professionnelles (groupe IV) ;

Soit enfin par l'organisation rationnelle de l'œuvre d'éducation sociale des industriels et des ouvriers (groupes I et II) et de l'œuvre de formation technique des apprentis (groupe V) qu'il peut paraître intéres-

sant d'étudier et surtout d'étudier d'une façon expérimentale.

*
* *

Actuellement l'intervention administrative pour l'application des prescriptions législatives et réglementaires est organisée d'une façon méthodique dans la plupart des pays industriels en ce qui concerne le contrôle des conditions du travail et l'application des mesures de sécurité et d'hygiène. Les modalités en sont peut-être un peu différentes selon la mentalité des divers peuples, mais d'une façon générale il est permis d'affirmer que l'intervention officielle de l'inspection du travail est sensiblement la même dans les divers états. C'est pourquoi il nous a paru inutile dans les recherches qui ont abouti à cette étude expérimentale, d'examiner l'action administrative officielle de l'inspection, telle qu'elle résulte de législations française et étrangères.

Cette intervention administrative est un fait, elle est définie par des textes précis dont les fonctionnaires de l'inspection doivent toujours tenir compte dans leur action. Or une étude de cette intervention, sans présenter un grand intérêt social au point de vue qui nous occupe, ne serait pas sans inconvénients. Il est toujours délicat d'analyser le rôle officiel d'un fonctionnaire ou d'un groupe de fonctionnaires et de le suivre pas à pas dans son action, surtout si l'on se place au point de vue strictement expérimental (1).

(1) Il n'en serait pas de même d'une étude théorique sur le rôle de l'inspection du travail qui constituerait un examen critique des fonctions officielles des inspecteurs.

Les résultats pratiques qu'ils obtiennent dans leur action officielle donnent la mesure de l'activité des inspecteurs du travail. La constatation, la mise en valeur de ces résultats, qui est du ressort exclusif de l'Administration supérieure nous a donc paru sortir du cadre d'une étude d'économie sociale.

Et c'est pourquoi nous avons laissé complètement de côté et le groupe VI (lois de sécurité et d'hygiène) et une partie du groupe II (lois réglementant le travail), c'est-à-dire toute la partie correspondant à l'action officielle des Inspecteurs.

Au contraire, dans les autres groupes, ou bien l'intervention administrative, corollaire indispensable de l'action législative ainsi que nous l'avons montré précédemment ne s'est pas produite, ou bien elle s'est produite d'une façon telle qu'elle n'a pas donné de résultats sensibles.

C'est donc cette action administrative que nous nous sommes proposé d'étudier au point de vue expérimental.

Pour cela, nous avons recherché ce qu'avaient pu produire les initiatives privées.

Sur ce terrain spécial, nous avons eu la satisfaction de nous rencontrer avec un fonctionnaire du service de l'Inspection du travail qui depuis plusieurs années est arrivé par des considérations analogues aux mêmes conclusions. Frappé des lacunes de l'intervention administrative de l'Etat en ce qui concerne l'application de la législation ouvrière et sociale, il a, depuis une dizaine d'années essayé d'y remédier dans la mesure de ses forces en exerçant à côté de son action officielle une action officieuse qui lui était d'ailleurs grandement facilitée par ses fonctions.

Et c'est pourquoi l'étude expérimentale que nous avons entreprise depuis plusieurs années s'est trouvée ramenée par suite de cette coïncidence à l'étude du rôle social et économique exercé depuis dix années par l'Inspecteur du travail de la section de Rennes ; nous aurions voulu pouvoir étendre cette étude à d'autres sections, l'Inspecteur de Rennes nous a affirmé, en effet, que la plupart des Inspecteurs avaient ainsi que lui doublé leur action officielle d'une action officieuse et ainsi considérablement augmenté l'intérêt et l'efficacité de leur action.

Mais une étude d'ensemble, quel qu'eût été son intérêt documentaire, quel qu'eût été également son intérêt pour les conclusions que nous tirerons de l'étude expérimentale présentait pour nous des difficultés insurmontables. Nous nous excusons d'avoir réduit notre tâche à cette modeste contribution. Puisse-t-elle susciter des initiatives et préparer la voie à une étude expérimentale complète sur la question de l'intervention administrative pour l'application des lois sociales, l'éducation sociale du monde industriel, la solution des conflits économiques, la formation professionnelle des apprentis et le développement économique du pays.

CHAPITRE PREMIER

GROUPE DES LOIS APPORTANT UN AVANTAGE CERTAIN AUX OUVRIERS (Loi de 1908. — Loi sur les retraites ouvrières et paysannes).

Méthode employée dans la troisième Section d'Inspection du Travail (7^e Circonscription), pour en permettre l'application régulière et méthodique. — Création et fonctionnement de l'Office régional du Travail de Rennes (1901-1911).

ETUDE CRITIQUE

Parmi les différentes lois votées au cours de ces vingt-cinq dernières années, il en est une notamment que nous pouvons ranger dans la catégorie des lois qui apportent une amélioration certaine, palpable, matérielle, à la conditions des travailleurs. Nous voulons parler de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents

du travail. En cas d'accident, l'ouvrier a droit au paiement intégral des frais médicaux et pharmaceutiques, et des frais d'hospitalisation ; à une indemnité journalière de demi-salaire pour chaque journée d'incapacité temporaire (1), à une rente viagère calculée sur le montant de la réduction que l'accident a fait subir au salaire en cas d'incapacité permanente, partielle ou totale ; en cas de mort les ayant-droits de la victime (femme, enfants, ou à leur défaut, ascendants ou descendants à la charge) reçoivent une rente viagère, calculée d'après le montant du salaire de la victime.

Le Législateur ne s'en est pas tenu là. Ayant supprimé, en fait, l'enquête sur les causes de l'accident, il a chargé le juge de paix et les tribunaux, en cas d'incapacité permanente ou de décès, de faire jouer d'office, dans l'intérêt de la victime, l'organisation judiciaire (enquête du juge de paix, procédure de conciliation et de jugement devant le tribunal de première instance, instance judiciaire de droit, etc.). Il semblerait donc, que pour l'application de cette loi, toutes les précautions aient été prises, afin que, dans tous les cas, la situation de la victime ou de ses ayants-droit, soit réglée très rapidement et d'une façon équitable.

Malheureusement, après douze ans d'application, on ne peut pas encore dire qu'il en soit généralement ainsi. Tantôt, c'est un ouvrier employé à la campagne par un patron non assuré qui néglige de faire fixer

(1). A condition que l'incapacité ait duré plus de 10 jours ; si l'incapacité n'est que de dix jours au plus, aucune indemnité n'est accordée pour les quatre premiers jours.

par le tribunal le chiffre de sa rente viagère pour incapacité permanente, parce qu'il croit, à tort, que la non assurance de son patron, lui enlève tout droit à réparation ; tantôt, c'est un ouvrier municipal qui a cru ne rien devoir réclamer parce que la ville qui l'emploie, pense-t-il, n'est pas assujettie à la loi sur les accidents ; tantôt c'est un accidenté qui, titulaire d'une pension, ne peut rien toucher en présence de la mauvaise volonté de l'employeur ou de la Compagnie d'assurances, tantôt enfin, c'est un blessé, atteint d'incapacité permanente auquel on propose en conciliation une rente dérisoire, en se basant sur une réduction de salaire insignifiante, et tant d'autres circonstances dans lesquelles l'ouvrier, victime d'un accident du travail, ne sait quelle décision prendre pour obtenir les légitimes indemnités auxquelles il a droit.

Cette situation s'explique naturellement.

L'Etat n'ayant pas cru devoir assurer lui-même le paiement de toutes les indemnités aux victimes d'accidents du travail, en décrétant l'assurance obligatoire par l'Etat lui-même, chaque fois qu'un accident se produit, on se trouve en présence de la situation suivante : d'un côté l'assureur représentant le patron, déjà très au courant lui-même des questions d'accidents et l'avocat de l'assureur ; de l'autre, l'ouvrier assisté judiciairement. Dans la majeure partie des cas, sa situation est celle d'un mineur. En présence d'une offre de pension par la Compagnie d'assurances, il est hors d'état de répondre par une demande de pension indiquant une réduction de salaire déterminée, puisqu'il ignore la jurisprudence, et les réductions fixées par les autres tribunaux pour des accidents de même nature.

Il manque donc à l'ouvrier un conseil, qui lui apporte gratuitement son aide pour lui permettre d'exercer en pleine connaissance de cause les droits que lui confère notre législation sur les accidents du travail.

Dans les grandes villes, le syndicat pourrait peut-être assurer cette tâche par l'intermédiaire d'un secrétaire permanent instruit ou d'un juriste autorisé, mais ce secrétaire permanent, capable de suivre toutes les affaires d'accidents du travail sera fort difficile à trouver, d'autant plus que ce ne seront jamais ses connaissances juridiques qui l'auront fait choisir comme chef du syndicat ; en outre, il ne donnera ses conseils qu'aux syndiqués, laissant ainsi de côté une foule d'ouvriers intéressants. Quant au juriste, sa situation serait tellement délicate, qu'il pourrait être assuré de n'avoir jamais d'autre clientèle que celle des accidentés du travail ; il deviendrait donc, par la force même des choses, un simple fonctionnaire d'un syndicat ou d'une Bourse du Travail. En fait, à l'exception de Paris et de quelques grandes villes, il est impossible de citer une région où une telle organisation de consultations juridiques ait été organisée par les syndicats. C'est indiquer suffisamment les difficultés d'une pareille création.

Dans les petites villes et dans les campagnes, la situation ne comporte à l'heure actuelle aucune solution. Les affaires d'accidents du travail sont tranchées sans que l'accidenté — à de rares exceptions près — puisse exercer une action de quelque importance.

Et ceci nous indique quelle devrait être l'organisation complémentaire chargée d'assurer d'une façon équitable l'application de la loi accidents.

Puisqu'il est établi, qu'en règle générale, l'ouvrier

n'est pas capable de diriger lui-même, dans les circonstances un peu délicates, l'action en réparation ; puisqu'il en est ainsi même pour les ouvriers syndiqués, qui ne peuvent trouver toujours au siège du syndicat les indications certaines correspondant à chaque cas particulier, il paraît utile de *créer de toutes pièces un service d'Etat de consultations juridiques en faveur des accidentés du travail*, ou bien, ce qui paraît préférable, de charger du soin d'assurer ce service de consultations l'un des organismes d'Etat déjà existants.

Et ici, nous sommes amené à proposer de charger de ce *service de consultations*, les services d'Inspection du Travail déjà existants (Inspecteurs du Travail dans l'Industrie, Ingénieurs et contrôleurs des Mines) (1).

Assurément, il pourrait y avoir intérêt à confier plutôt aux juges de paix chargés déjà de l'enquête d'accident, le soin de guider les accidentés. Mais cela est impossible par suite de la compétence en ce qui concerne le paiement des indemnités journalières, des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation le juge de paix deviendrait ainsi juge et conseiller de l'une des parties. D'autre part, la rareté, dans les cantons ruraux, des accidents graves fait que le juge de paix ne serait peut-être pas suffisamment qualifié pour remplir le rôle de conseiller de l'ouvrier blessé.

(1). En ce qui concerne les Inscrits maritimes, la réparation des accidents du travail est assurée par l'État lui-même grâce à l'institution de la Caisse des Invalides et de la Caisse de Prévoyance.

Nous sommes donc amené à faire appel à des fonctionnaires ayant une connaissance approfondie de l'industrie, des causes et des conséquences des divers accidents ainsi que de la jurisprudence. Ces conditions nous paraissent devoir être remplies chez les Inspecteurs du Travail et les Ingénieurs des Mines. Dans tous les cas, si l'absolu ne peut être atteint, c'est là tout au moins, que nous risquons de rencontrer de la façon la plus générale, la compétence et l'impartialité.

Cet organisme rendrait aux industriels eux-mêmes — tout au moins aux petits et aux moyens assujettis — les plus grands services. Ils pourraient en effet, en cas de conflit avec leurs assureurs, — conflits plus fréquents qu'on ne le suppose — obtenir gratuitement tous renseignements utiles et en cas de procès la documentation la plus sérieuse.

La seule objection qu'on puisse nous opposer est la suivante : « L'Ingénieur des Mines, l'Inspecteur du Travail, pourront-ils efficacement remplir ce rôle de conseiller des patrons et des ouvriers dans les questions d'accidents du travail ; étant donnée l'importance de leurs attributions actuelles ? Cette mission contentieuse ne leur nuira-t-elle pas pour l'exercice de leurs attributions normales ?

Ce sont des questions importantes auxquelles nous répondrons dans l'étude expérimentale qui forme la deuxième partie de ce chapitre.

Il va nous être, à ce moment, particulièrement agréable de montrer comment, dans la région de Bretagne, ce rôle a pu être rempli régulièrement pendant dix ans par un Inspecteur du travail, non seulement

sans inconvénient, mais encore pour le plus grand bien du service de l'Inspection.

Nous avons choisi la loi de 1898 et les conditions de son application pour le développement de notre thèse, parce qu'elle est d'une application générale et qu'annuellement, dans chaque canton, dans chaque commune presque, il se produit une ou plusieurs affaires d'accidents du travail ; chacun a donc pu se rendre compte des avantages considérables qu'elle a apportés à la classe ouvrière et de la sécurité certaine qu'elle a procurée au patronat ; chacun aussi a pu reconnaître les imperfections de détail que nous venons de signaler dans son application.

Nous aurions pu de la même façon prendre comme base de discussion, la loi sur l'assistance aux vieillards, ou la loi sur les retraites ouvrières, et là encore, nous serions probablement arrivé à des conclusions identiques. Il ne faut pas oublier toutefois que pour ces deux dernières lois, l'action individuelle de l'intéressé est moins importante et que par suite la nécessité d'un organisme contentieux ne se fait pas sentir avec la même importance, dans les circonstances actuelles ; cela tient surtout à ce que l'Etat s'étant chargé lui-même de l'application de ces deux lois les difficultés que nous avons signalées ne se présentent pas.

Il en est enfin de même en ce qui concerne la loi sur la constitution d'un bien de famille insaisissable, des lois sur les habitations ouvrières à bon marché, sur les warrants agricoles, sur le crédit agricole, qui sont bien loin d'être d'une application aussi générale que l'avaient espéré leurs auteurs.

Application de la Loi du 9 avril 1898 dans les Côtes-du-Nord et l'Ille-et-Vilaine.

Conférences sur la loi du 9 avril 1898. — Examinons donc qu'elles ont été les mesures prises par l'Inspecteur du Travail de Rennes, pour favoriser une application équitable de la loi sur les accidents du travail, pour lui permettre de jouer dans tous les cas, sans qu'il en résulte de dommage pour l'accidenté.

Dès son arrivée dans la section (5 novembre 1900), l'Inspecteur du Travail de Rennes put constater les nombreuses difficultés auxquelles se heurtaient les ouvriers victimes d'accidents pour obtenir satisfaction. Il put se rendre compte, en même temps, que ces difficultés provenaient, d'une part, de l'ignorance des ouvriers à l'égard des nouvelles dispositions législatives, et d'autre part de leur ignorance plus grande encore à l'égard des démarches indispensables en cas de mauvaise volonté, de négligence ou d'inertie de la part de l'assureur. Les faits les plus saillants étaient les suivants : retenue sur les salaires pour la prime d'assurance, refus du paiement de l'indemnité journalière pour les dimanches et les jours fériés, retenue de l'indemnité journalière pour les frais d'hospitalisation, refus de considérer comme assujettis les ouvriers des petits ateliers de l'alimentation (bouchers, boulangers, charcutiers, etc.), retard considérable dans le paiement des indemnités journalières, etc...

Un exemple qui nous a particulièrement frappé est

celui d'un ouvrier qui est resté 21 mois sans pouvoir toucher un centime d'indemnité journalière.

En présence de ces faits, formellement établis, et qui allaient se généralisant d'autant plus facilement qu'il n'existait pas alors de jurisprudence suffisante, l'Inspecteur de Rennes pensa qu'il convenait d'abord de vulgariser devant les associations patronales et ouvrières cette loi de 1898 en indiquant ses prescriptions essentielles et les conditions de leur application. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'à cette époque, les petits et moyens patrons étaient aussi ignorants que leurs ouvriers des nouvelles prescriptions législatives et que la plupart ne les connaissait, d'une façon bien vague d'ailleurs, que par les explications des courtiers d'assurances.

C'est alors qu'il commença, dans les trois départements des Côtes-du-Nord, du Finistère et de l'Ille-et-Vilaine, qui constituaient à cette époque la section d'inspection du Centre de Rennes, une campagne de conférences qui, très active pendant les années 1901, 1902 et 1903, s'est poursuivie chaque année jusqu'à l'époque actuelle.

Toutes ces conférences, quel qu'ait été l'auditoire auquel elles se sont adressées, ont été faites sur le plan suivant qui fut celui de la première conférence faite à Fougères, le 9 mars 1901, à la demande de la Bourse du Travail de cette ville, devant 1.200 ouvriers et plus de 200 industriels.

La Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et les conditions de son application.

I. — HISTORIQUE ET BASES DE LA LOI :

De la responsabilité délictuelle (articles 1382 et suivants du Code civil) ;

De la responsabilité contractuelle (projet Martin-Nodaud) ;

Théorie du risque professionnel (projets Félix Faure et suivants) ;

Théorie (Système du compromis) actuelle loi du 9 avril 1898.

II. — DOMAINE D'APPLICATION DE LA LOI

A. — *Industries assujetties.*

B. — Des accidents du travail .

C. — *Des personnes responsables. — Des victimes.*

D. — *Vue d'ensemble sur le champ d'application de la loi.*

III. — DES INDEMNITÉS

A. — *Indemnités générales.*

B. — *Indemnités spéciales.*

C. — *Salaire de base. Calcul du salaire de base. Exceptions.*

D. — *Faute inexcusable.*

E. — *Forme de l'indemnité.*

F. — *Epoque du paiement des indemnités.*

IV. — PRESCRIPTION. — COMPÉTENCE, PROCÉDURE
ET REVISION DES INDEMNITÉS

A. — *Prescription.*

B. — *Compétence et procédure.*

C. — *Revision des indemnités.*

V. — GARANTIE. — ASSURANCES ET PRIMES
D'ASSURANCES

A. — *Garantie.*

B. — *Primes d'assurances (1).*

VI. — CONCLUSION

A. — *Nécessité de la création pour les patrons, comme pour les ouvriers, d'un service de renseignements juridiques, chargé de donner gratuitement des*

(1). Cette affaire a été entièrement dirigée par l'Inspecteur du travail de Rennes. Elle sera exposée plus loin, car c'est à son sujet que la Cour de Cassation a rendu un de ses arrêts les plus intéressants.

(1). La loi du 9 Avril 1898 a été complétée ainsi qu'il suit par la loi du 31 Mars 1905 :

Est passible d'une amende de 16 à 300 francs, et en cas de récidive dans l'année de la condamnation, d'une amende de 500 à 2000 francs, sous réserve de l'application de la l'article 463 du Code pénal ;

1°.

2° Tout chef d'entreprise, ayant opéré sur le salaire de ses ouvriers ou employés des retenues pour l'assurance des risques mis à sa charge par la présente loi. »

consultations aux chefs d'entreprise, aux ouvriers, aux magistrats, le cas échéant, etc..., sur toutes les affaires d'accidents du travail.

B. — *Création de l'Office régional du Travail de Rennes.*

C. — *Fonctionnement de l'office régional du travail de Rennes. — Consultations les plus intéressantes données par l'Office. — Résultats obtenus depuis 1901 à la date de la conférence.*

Le 9 mars 1901, à Fougères, à la fin de la conférence la motion suivante, mise aux voix par le Secrétaire de la Bourse du Travail, M. Couannault, était adoptée à l'unanimité :

« Le Comité de la Bourse du Travail de Fougères,
« après avoir entendu M. Grillet dans son intéressante
« conférence sur l'application et les commentaires
« de la loi du 9 avril 1898, adresse au dévoué conférencier, ses sincères remerciements et émet le vœu
« que la Bourse du Travail fasse publier et distribuer
« à tous les ouvriers syndiqués le compte-rendu
« extenso de cette conférence, afin que les camarades,
« en cas d'accidents, puissent y trouver tous les renseignements
« nécessaires pour obtenir prompt et
« entière justice ». (1)

Le lendemain, la même conférence était faite à la mairie de Louvigné-du-Désert (Ille-et-Vilaine), devant l'assemblée générale du syndicat des ouvriers carriers et tailleurs de pierres.

(1). 3000 exemplaires de la brochure formant compte-rendu de la conférence furent distribués aux ouvriers syndiqués.

Depuis cette époque, près de cinquante conférences ont été faites par M. Grillet sur les accidents du travail, dans les trois départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine.

Sur ce nombre une trentaine, soit cinq par an, ont été faites depuis 1905 à la Société d'enseignement technique de la 10^e région militaire. Nous reviendrons sur ces conférences à la Société d'enseignement technique, et sur celles qui les suivent chaque année, lorsque nous traiterons de l'action de l'Inspection pour la formation professionnelle des ouvriers et employés.

Quant aux autres conférences, elles ont été faites dans les milieux les plus divers, en général, pourtant, à la demande d'associations syndicales ouvrières. Notre enquête, à ce sujet, a été grandement facilitée par M. Grillet lui-même, qui nous a communiqué la liste des conférences qu'il a faites dans la région depuis 1900. Cette liste tenue au jour le jour, forme un fascicule relié d'une vingtaine de pages où toutes les conférences sont inscrites à leur date avec leur numéro d'ordre, avec l'indication du sujet de la conférence, de la ville où elle a eu lieu et de l'association ou collectivité à la demande de qui elle a été donnée. A cette liste était jointe une collection de compte-rendus de quelques-unes de ces conférences.

Quelques mois plus tard, M. Couannault, secrétaire de la Bourse du Travail de Fougères, appréciait de la façon suivante les conférences faites aux associations ouvrières et leurs résultats surtout en ce qui concerne la loi accidents.

Dans une lettre ouverte adressée aux Conseillers

municipaux Fougerais (*Travailleur Fougerais* du 1^{er} janvier 1903), M. Couannault s'exprimait ainsi :

« Des conférences furent organisées par la Bourse
« du Travail.

« Les premières furent celles que M. Grillet, ins-
« pecteur du Travail voulut bien nous faire sur les
« lois ouvrières, entre autres celle du 9 avril 1898
« sur les accidents, et du 30 mars 1900 concernant le
« travail dans les ateliers des enfants, filles mineures
« et femmes.

« A ces conférences furent invités non seulement
« les ouvriers, mais aussi les patrons, car nous avons
« compris qu'il importait qu'employeurs et employés
« connussent bien ces lois qui, toutes imparfaites
« qu'elles sont ont déjà rendu de grands services à
« la classe ouvrière.

« Aussi est-ce pourquoi que notre Comité général
« décida, malgré ses faibles ressources de faire im-
« primer 3.000 brochures de la conférence explica-
« tive de M. Grillet sur la loi des accidents. Ces bro-
« chures furent distribuées à tous, et nous avons pu,
« avec plaisir nous apercevoir qu'elles avaient eu les
« meilleurs résultats. Beaucoup d'ouvriers blessés,
« ignorant cette loi, ne s'étaient jamais fait indemni-
« ser de la perte que leurs blessures dues au travail
« ou à l'occasion du travail leur avait fait subir.

« S'ils éprouvent encore quelques difficultés à se
« faire rendre justice, le Secrétaire de la Bourse du
« Travail est à leur disposition pour les renseigner
« sur ce qu'ils ont à faire et ils le savent bien, puis-

« que une centaine de ces ouvriers blessés se sont
« bien trouvés de ces renseignements (1).

« Est-il utile de vous dire, Messieurs, que ces con-
« seils donnés ne se sont point adressés seulement à
« Fougères, mais aussi à tous les ouvriers blessés des
« environs, soit de vive voix, soit par correspondan-
« ce. (Vitré même en profite, ne possédant pas de
« syndicat). »

Une mention particulière doit être réservée aux conférences faites à partir de 1908 et spécialement aux conférences de Muel (Ille-et-Vilaine), Dol-de-Bretagne et Servon (26 janvier, 12 juillet et 25 octobre 1908). Ces conférences faites dans des milieux essentiellement agricoles avaient surtout pour but de vulgariser la loi du 18 juillet 1907 ayant pour objet la faculté d'adhésion à la législation des accidents du travail.

Dans toutes ses conférences, l'orateur « parlant des
« accidents agricoles a exposé la situation actuelle
« des agriculteurs au point de vue de la responsabi-
« lité des accidents du travail (art. 1384, C. C.) et l'a
« comparée à celle qui leur serait faite sous le régi-
« me de la loi de 1898, comparaison tout à l'avanta-

(1). A l'aide de la brochure, le secrétaire de la bourse donnait lui-même les renseignements dans les cas ordinaires. Dans les cas plus difficiles le secrétaire demande les renseignements à l'Inspecteur du travail et dirige lui-même l'action de la victime selon les indications de l'Inspecteur.

Ce chiffre d'une centaine de consultations données par l'intermédiaire de la Bourse du Travail de Fougères, en moins de 2 ans, du 9 Mars 1901 (date de la conférence) au 1^{er} janvier 1903 (date de la publication de la lettre ouverte aux conseillers municipaux), montre bien l'intérêt d'un service gratuit de consultations pour les accidents du travail.

« ge de cette dernière loi. Il a montré ensuite que,
« par une simple déclaration à la Mairie tout agricul-
« teur pourrait se placer sous le régime de la loi de
« 1898 loi du 18 juillet 1907). La conférence a produit
« une profonde impression sur les agriculteurs pré-
« sents qui ont chargé le conférencier de leur dire
« quelle serait alors la situation des agriculteurs déjà
« assurés. » (Compte-rendu de la conférence de Muel,
Avenir Hebdomadaire de Rennes, 1^{er} février 1908).

Comme complément de ses conférences dans les milieux agricoles, M. Grillet adressait le 27 novembre 1908, à M. le Directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale à Paris la lettre suivante relative aux agriculteurs déjà assurés.

« A la suite de plusieurs conférences faites dans
« les milieux agricoles et horticoles (Dol, Saint-Ser-
« van, Muel, Pacé, etc.), sur les responsabilités des
« accidents du travail et notamment sur la loi du 18
« juillet 1907 (faculté d'adhésion à la législation des
« accidents du travail) la question suivante m'a été
« posée à diverses reprises verbalement, et tout der-
« nièrement par écrit :

« Quelle serait après la déclaration d'adhésion faite
« à la Mairie en vertu de la loi du 18 juillet 1907, la
« situation d'un agriculteur ou d'un horticulteur pré-
« cédemment assuré à une compagnie d'assurances
« agricoles, étant donné qu'alors il n'était imposable
« des accidents survenus à son personnel que dans
« les limites déterminées par les articles 1382 et sui-
« vants du Code civil.

« Son assurance agricole est-elle résiliée par le fait
« de sa déclaration d'adhésion à la législation des ac-
« cidents du travail. La police d'assurance ayant été

« contractée pour une période de 10 années, existe-
« t-il pour un agriculteur ou un horticulteur un mo-
« yen de résilier sa police afin de pouvoir adhérer à
« la législation des accidents du travail.

« Des entretiens que j'ai eu avec les agriculteurs
« qui ont assisté à mes conférences, il me paraît ré-
« sultier qu'un nombre important d'adhésions se pro-
« duiraient si elles entraînaient la résiliation de la
« police en cours.

« Veuillez, etc.

« *Signé : Louis GRILLET.* »

Transmise à l'Administration centrale par l'inter-
« médiaire de l'Inspection divisionnaire, cette lettre
« motiva la réponse suivante du Ministre du Travail :

« Vous m'avez consulté sur le point de savoir si des
« employeurs non assujettis obligatoirement à la lé-
« gislation des accidents du travail qui usent de la fa-
« culté d'adhérer à cette législation prévue par la loi
« du 18 juillet 1907 se trouvent de ce fait dégagés
« des contrats d'assurance qu'ils ont précédemment
« souscrits sous le régime du droit commun.

« J'ai l'honneur de vous informer qu'au sentiment
« de l'Administration et sous réserve de l'apprécia-
« tion des Tribunaux, seuls compétents pour statuer,
« le cas échéant, sur les résiliations des contrats qui
« leur seraient demandées, la loi du 18 juillet 1907
« n'ayant pas prévu la dénonciation des contrats de
« droit commun antérieurement conclus, ceux-ci doi-

« vent être tenus pour valables jusqu'à leur expiration. » (1)

Le Ministre du Travail, etc.

Pour le Ministre :

*Le Directeur de l'Assurance et de la
Prévoyance Sociale,*

Georges PAULET.

Depuis cette date la parole est aux syndicats agricoles. Ce qu'un cultivateur isolé ne peut faire, les syndicats peuvent l'accomplir. Il est nécessaire pour faire trancher cette intéressante question qu'un syndicat agricole prenne à sa charge tous les frais de l'instance engagée par l'un de ses membres qui, après avoir adhéré à la loi de 1898, en vertu de la loi du 18 juillet 1907, poursuivra la résiliation de la police agricole antérieure.

A notre avis, la police agricole est caduque du fait de l'adhésion de l'assuré à la loi de 1907. Pour s'en convaincre il suffit d'examiner la situation des commerçants assurés avant le vote de la loi du 12 avril 1906.

Certains d'entre eux exerçant des professions mal définies au point de vue de l'assujettissement s'étaient assurés pour couvrir les risques pouvant être mis à leur charge en vertu de la loi du 9 avril 1898, et de ce chef payaient des primes assez élevées : or, plu-

(1). Cette lettre ministérielle a été communiquée le 15 Février 1909 à M. Pierre B. . . . , agriculteur à Saint-Malo, avec toutes les indications utiles pour qu'il put se placer sous le régime de la loi de 1907.

sieurs compagnies d'assurances, en présence d'accidents graves survenus dans ces exploitations plutôt commerciales, ont soutenu et fait juger que leurs assurés n'étaient pas assujettis à la loi. Ce fut notamment le cas d'un négociant en grains de Saint-Brieuc, M. Lebigot. Dans cette circonstance, la Cour d'Appel de Paris (9 mars 1904),

« Considérant qu'il est acquis que l'assurance était
« sans objet, le risque qui était sa raison d'être n'exis-
« tait pas.

«

« Considérant qu'il y a lieu par suite d'annuler
« l'obligation contractée par Lebigot sans cause et de
« remettre les parties au même état que devant,

«

« Par ces motifs,

«

« Déclare nul comme sans objet le contrat d'assu-
« rances intervenu entre les parties le 7 juillet 1897.

« Condamne en conséquence la Compagnie *La*
« *Zurich* à rembourser à Lebigot la somme de 2.118
« fr. 65, montant des primes payées à ce jour, et ce
« avec intérêts de droit... »

La situation d'un agriculteur qui adhère à la loi du 9 avril 1898, n'est-elle pas la même que celle du commerçant en question ?

Dans l'un comme dans l'autre cas, il y a une assurance sans objet. Pour le cultivateur, l'assurance contractée pour s'exonérer des risques qui pourraient être mis à sa charge en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil n'a pas de raison d'être une fois que la formalité de l'adhésion à la loi de 1898, le cul-

tivateur est soumis seulement pour le personnel qu'il emploie à cette loi seulement.

Question fort intéressante, et, qui, dans l'intérêt des agriculteurs comme des ouvriers agricoles, et de tous ceux qui ne sont pas encore assujettis à la loi accidents, devrait être solutionnée.

Résultats obtenus de 1901 à 1910 dans les Côtes-du-Nord, le Finistère et l'Ille-et-Vilaine.

I. — *Application de la loi du 9 avril 1898 aux petits établissements de l'alimentation*

Pour provoquer une solution définitive au point de vue de l'application à la législation des accidents du travail, des petits ateliers et de l'alimentation : boucheries, pâtisseries, charcuteries, boulangeries, M. Grillet, employa un moyen qui ne manque pas d'élégance.

Un accident étant survenu à Fougères, dans une boucherie, et l'accident n'ayant pas été déclaré, procès-verbal fut dressé le 18 mai 1901 pour contravention aux articles 11 et 31 de la loi du 9 avril 1898. Les condamnations prononcées par le Tribunal de simple police à la suite de ce procès-verbal formaient donc déjà, dans la région, un premier essai de jurisprudence, décidant l'assujettissement des établissements de l'alimentation, de tous ceux au moins dans lesquels on se livre à une transformation des matières premières.

Ce n'est que beaucoup plus tard que la Cour de Cassation (Chambre civile) déclara que la boucherie avec tuerie était un véritable établissement industriel où s'effectue une transformation de la marchandise (arrêt du 24 octobre 1904). Cet arrêt de la Cour suprême était d'autant plus intéressant que le 3 mars 1903 la Chambre des Requêtes avait déclaré que la boucherie n'était pas assujettie à la loi.

La solution adoptée par le Tribunal de simple police de L'ougères (1901) pour l'assujettissement de la boucherie à la loi de 1898 permit pendant trois années, c'est-à-dire jusqu'à l'arrêt de la Cour de Cassation du 24 octobre 1904 qui vint confirmer cette solution, aux ouvriers de l'alimentation de la région d'obtenir des exploitants d'être considérés comme assujettis à la loi de 1898. C'est un résultat qu'il importait de faire ressortir, et qui est dû, non seulement à l'action officielle de l'Inspecteur de Rennes, mais encore et surtout aux conférences faites dans la région sur la loi du 9 avril 1898, conférences qui avaient préparé non seulement les industriels, mais les magistrats du 1^{er} degré eux-mêmes à appliquer cette loi dans son esprit.

II. — *Paiement de l'indemnité journalière pour sept jours par semaine.*

Jusqu'aux conférences de 1901, il était de règle dans la région depuis l'application de la loi, de ne payer l'indemnité journalière que pour les 6 jours

ouvrables, à l'exclusion du dimanche. C'était à la fois contraire au texte et à l'esprit de la loi.

Dans le registre des consultations de l'Office régional du travail (1) que l'Inspecteur du Travail a fondé en 1901 et qu'il dirige depuis cette époque, nous avons relevé un nombre important de consultations ayant trait à ce paiement de l'indemnité journalière pour 7 jours par semaine. Il serait fastidieux de tous les rap-peler ici.

Mais, sur ces entrefaites, la Cour de Cassation ayant décidé par son arrêt du 17 mars 1901 (Présidence de M. Ballot-Beaupré) que l'indemnité journalière était due pour les dimanches et jours fériés, M. Grillet porta cet arrêt à la connaissance des industriels et des ouvriers, en le faisant reproduire au bas des horaires du travail, imprimés adressés par la Chambre syndicale des entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine à tous ses adhérents du département, horaires affichés dans les ateliers et les chantiers.

Nous donnons ci-dessous la reproduction d'une partie de cette affiche des heures du travail.

« Chambre Syndicale des Entrepreneurs de Travaux de Bâtiment de la Ville de Rennes et du Département d'Ille-et-Vilaine, fondée en 1877.

« Médaille d'Or. — Exposition Universelle de Paris 1900.

(1). Il sera parlé longuement plus loin de la création et du fonctionnement de l'office régional du Travail de Rennes.

« Siège social : 5, rue Coëtquen, à Rennes.

.
.
.

JURISPRUDENCE

(COUR DE CASSATION, 27 MARS 1901)

Présidence de M. Ballot-Beaupré, Premier président.

« *Accident du travail. — Incapacité temporaire. —*

« *Calcul de l'indemnité journalière. — Non excep-*

« *tion des dimanches et jours fériés.*

« L'indemnité *journalière* du demi salaire à laquelle
« d'après la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un
« accident du travail a droit pour incapacité tempo-
« raire à partir du cinquième jour, lui est due pour
« tout le temps que dure cette incapacité sans en
« excepter les dimanches et jours fériés, bien qu'a-
« vant l'accident il ne travaillait pas ces jours-là. »

Encore actuellement, les horaires du travail imprimés à Saint-Malo, et copiés sur l'horaire établi par la Chambre syndicale des entrepreneurs, portent tous ces indications.

Grâce à ces mesures, depuis dix années dans la région, il n'y eut aucune discussion pour le paiement du demi salaire pour les 7 jours de la semaine.

III. — *Primes d'assurances à la charge du Patron*

Au moment de l'entrée en application de la loi du 9 avril 1898, les industriels, tout au moins un nombre

important d'entre eux, résolurent de retenir sur le salaire de leurs ouvriers, le montant de la prime d'assurances, soit 10 centimes à 15 centimes par jour. ces, soit dix centimes à quinze centimes par jour. C'était la continuation de ce qui se pratiquait précédemment dans les ateliers importants où l'assurance des ouvriers était la règle. Les ouvriers ne formulèrent donc en général, à l'origine, aucune réclamation contre cette habitude qui n'avait apporté aucun changement aux habitudes antérieures.

Mais, lorsque dans ses premières conférences, l'Inspecteur du Travail de Rennes eut démontré, en s'appuyant sur la loi même et plus tard sur la jurisprudence, que le paiement de la prime d'assurances était entièrement à la charge du patron, plusieurs ouvriers demandèrent s'il ne leur serait pas possible d'obtenir le remboursement des retenues illégales. Sur son avis, ces questions furent portées devant le Juge de paix ou le Conseil des Prud'hommes qui, dans tous les cas, prononcèrent le remboursement de la retenue. Quelques jugements d'espèces suffirent pour décider les industriels qui pratiquaient la retenue de la prime à payer, à leurs ouvriers, leur salaire intégral. Dans plusieurs cas, des dommages-intérêts furent alloués aux ouvriers lésés.

La lettre suivante, adressée à M. Grillet, caractérise bien son action à ce point de vue.

R..., le 6 janvier 1904.

H... G..., avocat.

Cher Monsieur,

Je vous fais envoyer le jugement P. C.../M... frères.

Comme je vous l'ai dit brièvement hier soir, un autre procès du même genre va avoir lieu. M. T..., ouvrier de la maison M... frères (1) réclame la restitution des salaires retenus. MM. M... lui répondent qu'ils ont retenu 50 francs sur son salaire et qu'ils sont prêts à rembourser cette somme, mais sous déduction de ce que T... a touché à la caisse de secours.

D'après une lettre que je reçois de mon confrère M^e S..., M. T..., mon client aurait touché :

En 1900 pour ses 28 jours.....	20 ^f »»
En 1902, pour maladie.....	10 »»
En 1903, pour chômage.....	4 50
Total.....	34 ^f 50

et on offre à T... 15 fr. 50.

Il me semble ridicule d'imputer des gratifications, des libéralités, sur le salaire retenu, alors que l'on avait dit aux ouvriers que l'on retenait pour payer la prime d'assurance en 1894 et que d'après M... ces sommes retenues ont servi à alimenter une caisse de « secours » à l'aide de laquelle M... frères faisaient des gratifications à leurs ouvriers.

Je serais heureux d'avoir votre avis avant d'assigner.

Avec mes remerciements, veuillez, etc...,

Signé : G...

A Monsieur Grillet, Inspecteur du Travail à Rennes.

(1). Il s'agit des mêmes industriels, et d'affaires du même ordre.

IV. — *Publication et distribution gratuite par la Bourse du Travail de Fougères de 3.000 brochures formant compte-rendu de la Conférence sur « Les accidents du travail », et publications suivantes sur cette question.*

Nous ne reviendrons pas sur ce point de la publication par la Bourse du Travail de Fougères et de la distribution gratuite de 3.000 exemplaires de la brochure : *Les Accidents du Travail*.

Dans les premiers mois de l'année 1903, à la demande d'industriels et de syndicats, l'auteur de la brochure la développa d'une façon notable en étudiant d'une façon plus approfondie les bases de la législation accidents, et en l'éclairant d'un nombre important de décisions juridiques (plus de 1.200). La nouvelle édition de 1903 devint ainsi fascicule grand in-octavo de 88 pages que tous les syndicats et beaucoup d'ouvriers et industriels ont entre les mains.

Depuis cette époque, cette brochure a été complétée en tenant compte des modifications apportées à la loi-accidents par la loi du 31 mars 1905 ; la troisième édition publiée à la librairie Gauthier-Villars (Paris, 1905), constitue dans ses 200 pages un commentaire théorique et pratique aussi complet que possible de la loi du 9 avril 1898.

Depuis cette époque, une trentaine d'exemplaires en sont distribués gratuitement chaque année aux ouvriers et employés qui suivent les cours de la Société d'enseignement technique de la 10^e région militaire.

Création, fonctionnement et résultats de l'Office régional du travail de Rennes, fondé le 28 octobre 1903.

Si intéressants que puissent paraître les résultats que nous venons de rapporter, des quelques cinquante conférences sur l'application de la loi-accidents, faites depuis 1901 dans la région de Bretagne, par M. Grillet, ils nous semblent peu de chose si on les compare aux résultats obtenus par la création de l'*Office régional de Rennes*.

Il nous paraît donc intéressant d'indiquer quelles furent les idées qui présidèrent à la création de l'office, comment il fut organisé, quel en a été le fonctionnement et quels sont les résultats obtenus par l'Office pendant les dix années écoulées.

Dès ses premières conférences, M. Grillet put constater dans les entretiens qui les suivirent qu'en général les ouvriers et même un certain nombre d'industriels se trouveraient, au moment opportun, dans l'impossibilité, à peu près absolue de donner une solution précise à une affaire d'accident de travail dans laquelle ils seraient directement intéressés.

Assurément, la plupart connaissent actuellement les points importants de la législation établie par la loi de 1898.

L'ouvrier sait, par exemple, s'il est blessé, qu'il a droit à une indemnité de demi-salaire, au paiement des frais médicaux et pharmaceutiques, à une rente

même en cas d'incapacité permanente, mais il ignore tout des mesures à prendre pour obtenir prompte et entière satisfaction, pour surmonter les résistances passives qui peuvent lui être opposées par la Compagnie d'assurances ou par l'industriel.

Quant à l'industriel, s'il sait qu'il est responsable des accidents survenus à son personnel, et qu'il est de son intérêt de s'en garantir, trop souvent il ignore ce qu'il doit faire, en cas d'accident pour éviter les sanctions légales, et surtout pour ne pas perdre le bénéfice de sa police d'assurances.

Evidemment il était bon de faire connaître la loi aux intéressés, de leur en montrer les caractères essentiels, et tels ont bien été les résultats de la conférence ;

Il était utile également, par la brochure, de donner aux patrons, aux ouvriers, un vade mecum à consulter en cas d'accident ; mais cela encore était insuffisant.

Il restait à accomplir une œuvre plus importante encore pour l'industriel et surtout pour la classe ouvrière.

Il fallait créer un office de renseignements où le patron et l'ouvrier pussent obtenir gratuitement et immédiatement toutes les consultations nécessaires en matière d'accidents du travail.

Tel est le but que s'est proposé M. l'Inspecteur du Travail Grillet en créant l'Office régional du Travail de Rennes.

Il a bien voulu mettre à notre disposition les registres personnels où sont inscrites au jour le jour toutes consultations, ainsi que la correspondance échangée entre lui et les ouvriers ou industriels que leur

éloignement de Rennes empêche de suivre les consultations hebdomadaires de l'Office. Ces documents sont suggestifs.

En 10 ans, 1342 consultations distinctes ont été données par l'Office régional du Travail à des industriels, des avocats, des parlementaires, des magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, des ouvriers, des fonctionnaires, etc...

Dans ces chiffres nous ne comptons que les consultations dont nous avons trouvé trace. Il en est beaucoup d'autres qui, données en voyage, dans d'autres villes, ou pendant les visites d'usines qui n'ont jamais été inscrites sur le registre des consultations.

C'est presque de lui-même que s'est fondé le service de consultations de l'office régional du travail. A la fin de chaque conférence sur la loi-accidents, dans les différentes villes de la région, des accidentés, des industriels demandaient au conférencier un entretien particulier pour lui soumettre la question qui les intéressait particulièrement. De nombreuses consultations furent ainsi données après chaque conférence. Et c'est alors que M. Grillet se rendit compte de l'intérêt que présenterait un service permanent de consultation sur l'application de la loi du 9 avril 1898. Au cours de ses conférences il invita donc les intéressés (ouvriers ou industriels) à ne pas hésiter à lui demander conseil dans tous les cas litigieux, à lui soumettre par écrit les points embarrassants ou à venir l'en entretenir à son domicile personnel.

Pendant deux ans, de 1901 à 1903, c'est ainsi que fonctionna le service gratuit de consultations ouvrières.

Mais, pendant l'année 1903, en présence surtout de l'accroissement du nombre des consultations, M. Grillet estima qu'il y aurait intérêt à associer à cette œuvre, à la fois juridique et éducative, les syndicats ouvriers et les bourses du travail, en ce qui concernait les renseignements demandés par les victimes d'accidents du travail. Le service de consultations, pour sa partie intéressant les ouvriers, tout au moins, cesserait d'être l'œuvre personnelle du fondateur pour devenir l'œuvre d'une collectivité, ou plutôt d'un organisme approprié : l'Office régional du Travail, qui serait dirigé par M. Grillet.

A la suite d'une conférence à la Bourse du Travail de Rennes, le 28 octobre 1903, la fondation de l'Office régional du Travail de Rennes fut décidée par le Comité général de la Bourse du Travail. Son action s'étendait sur les deux départements des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine qui constituaient à ce moment la circonscription de la première section d'Inspection du Travail de Rennes.

Quelques jours après cette création, la circulaire suivante fut envoyée par l'Office à tous les syndicats ouvriers de la région (1).

« *Office régional du Travail.* — (Côtes-du-Nord-Ille-et-Vilaine).

« Secrétariat : Bourse du Travail de Rennes.

(1). Cette circulaire indique que dans l'esprit du fondateur, l'office régional du travail avait un 2^e but : faire des enquêtes sur la situation industrielle de la région, sur les conditions intellectuelles morales et matérielles de la vie des ouvriers, etc. On se rendra compte du but poursuivi par la lecture de la 2^e partie de la circulaire.

« Renseignements : tous les jours, dimanches exceptés, de 1 heure à 5 heures.

« Consultations : 1^{er} et 3^e dimanches du mois, de 10 heures à 11 heures.

« *Rennes, le... novembre 1903.*

« L'Office régional du Travail, au Secrétaire du Syndicat, d... à...

« Camarade,

« Nous avons l'honneur de vous informer que, sur l'initiative de M. Grillet, inspecteur du travail, il vient d'être fondé à Rennes, un *Office régional du Travail*.

« Cette institution a pour but :

1° De fournir à tous les ouvriers victimes d'accidents du Travail les conseils dont ils ont besoin pour arriver à la prompte solution des litiges qui peuvent exister, entre eux et les chefs d'industrie ou les sociétés d'assurances. L'expérience de ces dernières années a montré, en effet, qu'une organisation complémentaire s'impose pour rendre efficaces les dispositions de la loi du 9 avril 1893.

« Depuis trois ans, M. Grillet a prêté son concours à un nombre considérable d'ouvriers blessés qui ont pu ainsi, grâce à ses avis obtenir prompte et complète satisfaction. Mais il a pensé qu'il était bon d'intéresser à cette œuvre importante de solidarité et les ouvriers et les syndicats. Telle est l'idée première qui a présidé à la création de l'Office du travail auquel il continuera ses précieux conseils.

« 2° L'Office régional du Travail a également un autre but dont l'importance ne saurait vous échap-

« per. Il se propose, avec l'appui moral de votre syn-
« dicat et sa collaboration, qui, nous l'espérons ne
« lui fera pas défaut, de faire des enquêtes sur la si-
« tuation des diverses industries de la région, sur les
« mesures qui pourraient être prises pour dévelop-
« per l'activité industrielle de ce pays, comme aussi
« sur les conditions matérielles, intellectuelles, mo-
« rales de la vie des travailleurs des diverses corpo-
« rations.

« Si la première partie de notre but présente un
« intérêt très immédiat, la deuxième partie est certai-
« nement une œuvre de longue haleine pour l'accom-
« plissement de laquelle nous ferons appel à tous
« ceux que ne laissent pas indifférents le développe-
« ment de la richesse industrielle et l'amélioration du
« sort des travailleurs.

« Afin d'associer plus étroitement votre syndicat à
« nos travaux, nous vous demandons, Camarade Se-
« crétaire, de bien vouloir faire désigner par votre
« Syndicat un délégué qui prendra le titre de « Mem-
« bre correspondant de l'Office régional du Tra-
« vail. »

« Il sera plus spécialement chargé des relations
« du Syndicat avec l'Office et surtout il sera, le cas
« échéant, le guide de l'ouvrier blessé dans l'exécu-
« tion des mesures qui lui auront été indiquées. En-
« fin il recevra une convocation spéciale pour assis-
« ter aux délibérations de l'Office, intéressant le Syn-
« dicat.

« Nous espérons, Camarade Secrétaire, que votre
« concours et votre dévouement ne nous feront pas
« défaut. Aussi nous vous prions de bien vouloir nous

« faire connaître dans un délai rapproché, le nom du
« délégué qui aura été choisi.

« Veuillez agréer, Camarade Secrétaire, l'assuran-
« ce de notre entier dévouement.

« Pour l'Office régional du Travail et par mandat,

« *Le Secrétaire* : P. BEAUPÉRIN. »

Les syndicats ouvriers en présence de l'importance, et de l'intérêt évident pour la classe ouvrière du but poursuivi par l'Office, envoyèrent immédiatement leur adhésion et désignèrent un de leurs membres comme correspondant de l'Office régional. Il nous paraît inutile de reproduire ici toutes les adhésions de syndicats parvenues à l'Office. La lettre suivante nous paraît suffisamment caractéristique pour nous dispenser d'en publier d'autres.

« *Bourse du Travail de Saint-Brieuc.*

« Monsieur l'Inspecteur du Travail,

« Je m'empresse à vous rendre une réponse, me
« priant de vous adresser les noms des adhérents ou
« correspondants pour l'Office régional du travail
que voici :

« En attendant que d'autres corporations soient dé-
« finitivement syndiquées, et que je vous communi-
« que leur adresse, recevez, Monsieur l'Inspecteur,
« etc.

« *Le Secrétaire* : MAURIET.

« Saint-Brieuc, le 10 février 1904. »

Pendant les deux années 1904 et 1905, l'Office régional du travail fonctionna de la façon suivante :

L'Inspecteur du Travail, devenu en novembre 1903 directeur de l'Office régional, continua à donner aux accidentés du travail, au nom de l'Office, les renseignements que précédemment il leur donnait en son nom personnel. La création de l'Office régional du travail ne fit donc subir aucune modification au fonctionnement du service gratuit de renseignements institué en 1901, il ne fit qu'associer d'une façon plus ou moins directe, les syndicats ouvriers à l'organisation de ce service.

Lorsqu'il s'agissait de renseignements peu importants (soins médicaux, indemnité journalière, etc...), ne soulevant aucune difficulté d'interprétation, ces renseignements étaient donnés à Rennes par le Secrétaire de l'Office régional du travail, en même temps secrétaire de la Bourse du travail ; dans les autres localités, les renseignements étaient donnés par les membres correspondants qui justifiaient ainsi l'utilité de leur création.

Les consultations personnelles de l'Inspecteur du Travail, Directeur de l'Office, données deux fois par mois, à la Bourse du travail de Rennes, les 1^{er} et 3^e dimanches, n'auraient donc plus dû porter que sur les points les plus importants, sur ceux qui nécessitent une connaissance approfondie de la législation et de la Jurisprudence, sur ceux aussi qui n'avaient pas encore été l'objet d'une décision de jurisprudence.

En réalité, il n'en fut pas ainsi :

Les victimes d'accidents du travail conservèrent l'habitude de s'adresser directement à l'Inspecteur, soit directement (Rennes), soit par correspondance, et les consultations données à la Bourse du Travail par l'Inspecteur furent peu fréquentées. Le plus

grand nombre des accidentés continua à venir consulter l'Inspecteur à son domicile, n'importe quel jour, et à toutes les heures de la journée.

Il était évidemment difficile à M. Grillet, dans des cas urgents, de remettre la consultation au dimanche suivant, jour de sa consultation à la Bourse du Travail. Et c'est ainsi que peu à peu, les consultations ouvrières furent toutes données au bureau de l'Inspecteur. Toutefois, afin d'éviter toutes pertes de temps occasionnées par les demandes journalières d'ouvriers blessés, il décida de fixer au samedi matin, de 9 heures à midi, lorsque les nécessités de son service officiel ne l'auraient pas retenu ce jour-là éloigné de Rennes, les consultations données au nom de l'Office.

Depuis cinq ans passés, les ouvriers se présentent donc le samedi, de 9 heures à midi pour obtenir les renseignements qui leur sont nécessaires.

Trois heures par semaine devaient être suffisantes en principe, le chiffre des consultations du samedi variant entre 4 et 10. Mais beaucoup d'ouvriers ignorent encore ce jour et ces heures. Ce sont ceux qui n'ont jamais été blessés. Ils savent que l'Inspecteur donne des consultations gratuites, et ils se présentent dès qu'ils ont besoin d'un renseignement (1). Il est assez difficile, pour une première fois, de ne pas les recevoir et de les renvoyer au samedi suivant.

(1) Un grand nombre d'entre eux se figure même que ce service de consultations fait partie du service officiel de l'Inspecteur qui doit les recevoir à bureau ouvert. Il s'est même produit à ce sujet de légers incidents en l'absence du Directeur, des ouvriers blessés s'étonnant que l'Inspecteur ne soit pas à son bureau pour les recevoir.

Dans le cours de l'année 1910, M. Grillet fut présenté par le Secrétaire de l'Union locale du Bâtiment de Rennes, M. Chéreau, afin de savoir s'il consentirait à rétablir à la Bourse du Travail le service des consultations aux accidentés du travail. M. Grillet accepta en principe, sous la réserve que le Comité de la Bourse lui en exprimerait le désir et lui adresserait une demande en ce sens. Ce qui fut fait.

Le 12 novembre 1910, M. Grillet ouvrit à la Bourse son bureau de consultations et depuis cette date il se rend à la Bourse tous les samedis matin de 10 heures à midi. Les consultations sont suivies régulièrement.

Toutefois, le transfert, à la Bourse du service des consultations ouvrières n'a pas supprimé les consultations données au domicile de l'Inspecteur.

Seuls, les ouvriers syndiqués de Rennes, les industriels et toutes les personnes (fonctionnaires ou non fonctionnaires) qui n'appartiennent pas au monde de l'industrie ou du commerce continuent de se présenter aux samedis de l'Inspecteur à son domicile.

Enfin, les consultations par correspondance sont restées ce qu'elles étaient précédemment.

L'organisation actuelle de l'Office régional du Travail demanderait donc, à notre avis, à être modifiée, aussi bien dans l'intérêt du Directeur, que dans l'intérêt des consultants. Il serait nécessaire que dans un local neutre, à la Préfecture de la résidence, par exemple, un bureau soit mis à la disposition de l'Office régional du Travail, et qu'une permanence y soit assurée par un employé chargé déjà d'un autre service à l'Administration préfectorale.

Une fois par semaine, le samedi, par exemple, le Directeur de l'Office se tiendrait à la permanence à

la disposition de tous ceux, ouvriers, industriels ou fonctionnaires d'ordres divers, etc., qui demanderaient des renseignements.

L'Office régional du Travail de Rennes dont l'utilité n'est plus discutable, étant donné le nombre et l'importance des consultations données depuis 10 ans par son directeur, deviendrait ainsi un Office régional officiel, qui pourrait accomplir la 2^e partie de la tâche qu'avait indiquée le fondateur au moment de la création à savoir le service des enquêtes sur le développement industriel de la région et sur les conditions de la situation des ouvriers.

Il n'en résulterait pas d'ailleurs de fortes charges ni pour les départements ni pour les collectivités industrielles ou ouvrières adhérentes.

Un bureau pour le Directeur, une salle d'attente pour le public et pour l'employé, quelques frais d'imprimés et de chauffage, de correspondance, voilà pour la partie matérielle. Le Directeur continuerait comme il l'a fait depuis 10 ans à assurer sans rémunération le service de l'Office régional du Travail.

Quant aux avantages pour tous les intéressés il nous paraît utile d'y insister. Ouvriers, industriels, etc., trouveraient à l'Office, à jour et à heures fixes, tous les renseignements qui leur seraient nécessaires.

Mais de plus, l'Office, sous la direction du Directeur, et par le moyen de l'employé de la permanence, et du concours que l'on pourrait obtenir des syndicats patronaux et ouvriers, pourrait mettre sur pied et assurer d'une façon complète le service des enquêtes industrielles et ouvrières que le manque de fonds comme aussi le manque de loisirs du Directeur, n'ont pas encore permis d'organiser.

Voici comment fonctionne actuellement, soit à la Bourse, soit au domicile du Directeur, le service des consultations.

L'ouvrier blessé (ou son représentant), lorsqu'il ne peut obtenir le règlement des indemnités fixées par la loi, etc., lorsqu'il ne possède pas les éléments nécessaires pour déterminer le montant de la réduction du salaire en cas d'incapacité permanente, se rend au bureau de l'Office ou au domicile de l'Inspecteur (1).

L'accidenté expose l'affaire, l'Inspecteur du Travail indique les solutions à adopter, les dispositions à prendre pour obtenir satisfaction, les décisions de jurisprudence qui ont été prises dans des espèces de même nature, la réduction de salaire telle qu'elle paraît résulter des décisions juridiques, etc. S'il est nécessaire, le directeur remet une note qui sert de guide à la victime et entre en relations avec son avocat, etc.

Pour les industriels les mesures prises sont identiques.

(1). Pendant deux années 1904-1906, le secrétaire de la Bourse du Travail, secrétaire de l'office, remettait à l'intéressé un bulletin conforme au modèle suivant, indiquant, lorsqu'il ne pouvait lui-même donner les renseignements demandés, que ces renseignements lui seraient fournis par l'Inspecteur à son domicile :

Exemple : Office régional du Travail (Côtes-du-Nord, Ille-et-Vilaine).
Secrétariat : Bourse du Travail, Rennes.

N° 28. — Mme Chatelain est invitée à se présenter chez M. Grillet, inspecteur du travail, boulevard Laënnec, n° 7, qui lui donnera les indications nécessaires au sujet de l'accident qui lui est survenu le 3 janvier 1904.

Le Secrétaire d'office, BEAUPÉRIN.

Il n'est pas possible, on le conçoit, de reproduire ici toutes les consultations données par l'Inspecteur soit en son nom personnel, soit au nom de l'Office régional.

Nous nous contenterons de citer quelques exemples choisis parmi les 1.342 consultations données depuis dix années ; ces exemples montrent combien les consultations de l'Office régional du travail de Rennes sont appréciées aussi bien dans les milieux officiels ou administratifs que dans les milieux industriels et ouvriers.

A. — *Consultations données à des industriels*

Nous croyons inutile de donner même un résumé sommaire de l'affaire que nous avons choisie à titre d'exemple pour cette étude. Les documents que nous publions ci-dessous seront suffisants pour indiquer, pensons-nous, tout l'intérêt que présentent ces consultations patronales.

« *Rennes le 5 juin 1909.*

«

« Il y a environ deux ans, j'ai eu un ouvrier tué
« par un accident du travail. Cette affaire a été plai-
« dée par la G... qui a été condamnée à Saint-Malo
« à payer la rente à la veuve. L'assurance ayant fait
« appel à Rennes, le jugement a été confirmé par le
« Tribunal.

« Ayant réclamé plusieurs fois à cette assurance le
« paiement de la rente et les arrérages, il y a environ
« quatre mois, j'ai été obligé de lui faire signifier un
« commandement d'huissier que l'on m'avait signifié.
« on me menaçait de me saisir dans les 48 heures.

« Après la signification... l'assurance a payé une
« première fois la rente à la veuve, mais depuis cette
« société est en faillite et il y a quinze jours, l'on m'a
« encore signifié par huissier d'avoir à payer dans les
« huit jours, au receveur de l'enregistrement les frais
« de procédure, environ trois cents et quelques
« francs.

« Croyant être complètement à couvert par l'assu-
« rance ou la caisse de garantie j'ai fait opposition à
« ce commandement en assignant le Directeur de
« l'Enregistrement de Rennes en référé...

« Comme toute cette procédure entraîne beaucoup
« de frais, je suis venu à Rennes sur le conseil de M.
« P..., entrepreneur, afin de vous demander conseil
« à ce sujet, si, puisque la société est en faillite, dois-
« je payer ces droits de procédure ?... ou si au con-
« traire l'Etat doit se payer lui-même sur la caution
« de la société d'assurances ou par la caisse de re-
« traites puisque c'est cette caisse qui doit établir la
« rente de la veuve.

« Vous me rendrez grand service si vous pouvez
« me donner une réponse...

« T... B... entrepreneur à Dinard. »

Dans sa réponse, M. Grillet (8 juin 1909), commen-
tant les articles 24 et 25 et 16 *in fine* de la loi de
1898 indiquait qu'à son point de vue le bénéfice de
la garantie de la Caisse nationale devait s'étendre aux

frais judiciaires, et il indiquait à l'appui de sa thèse la jurisprudence.

Le 12 juin, nouvelle consultation au bureau de l'Inspecteur. Puis démarches au Greffe de la Cour d'Appel pour prendre connaissance du jugement de Saint-Malo et de l'arrêt de la Cour, en compagnie de l'intéressé et du Président du Syndicat départemental des Entrepreneurs, enfin entrevue avec l'avocat conseil du Syndicat que l'argumentation de M. Grillet amena à partager pleinement l'avis que la garantie de la Caisse nationale devait s'étendre aux frais judiciaires. Le lendemain même, se produisait le décès de l'avocat conseil et les documents furent transmis à son successeur.

Le 18 juin 1909, dans une lettre à M. Robert Surcouf, député, M. le Ministre du Travail émettait le même avis au sujet de la garantie de la Caisse nationale pour les paiements des frais judiciaires.

Depuis cette époque l'affaire a été solutionnée à l'entière satisfaction de l'intéressé.

CONSULTATIONS DE PARLEMENTAIRES, ETC. — Citons seulement les deux exemples suivants :

Premier exemple :

Chambre des Députés.

Paris, le 16 avril 1906.

Monsieur le Préfet,

M. Le C... J... de P... a obtenu une rente de frs 206, pour accident de travail, payable par trimestre.

Il y a quatre mois qu'il n'a rien reçu. A qui doit-il

s'adresser pour se faire payer le trimestre échu ? Le paiement précédent a été fait par le facteur des postes.

Veuillez...,

Signature,

Cette lettre fut transmise le 17 avril 1906 à M. Grillet qui, le 24 avril, de retour d'un déplacement de service, donna au Préfet et au signataire de la lettre les renseignements nécessaires (fonctionnement de la garantie).

Deuxième exemple :

J... R..., avocat, Saint-Brieuc.

Saint-Brieuc, 18 mars 1906.

Monsieur l'Inspecteur,

Je prends la liberté de venir vous demander un renseignement en qualité de liquidateur judiciaire de M. B..., entrepreneur à...

Voici l'espèce : Par jugement du Tribunal Civil, en date du 13 janvier 1904, M. B... a été condamné à payer à son ouvrier R... une rente viagère de 84 fr. 40 à la suite d'un accident de travail.

Aujourd'hui l'état de santé de R... s'est amélioré d'une façon très sensible, comme il en convient lui-même.

En effet il s'est bénévolement prêté à l'examen du docteur que le tribunal avait désigné comme expert dans le procès de 1904...

R... consent à toucher de suite le capital représenté par une rente de..., R... a 55 ans. Je vous prie, en

conséquence, de vouloir bien me dire quelle somme j'ai à verser à R.. en capital.

Avec mes remerciements...

Signé : J... R...

Avocat et Juge suppléant.

CONSULTATIONS D'OUVRIERS. — Les consultations données à des ouvriers sont certainement les plus nombreuses, étant donnée leur ignorance presque absolue de la législation. Sur 1342 consultations données en 10 ans, relativement à des accidents du travail, plus de 1.200 l'ont été à des ouvriers.

Nous donnons quelques exemples ci-dessous, pour en indiquer le caractère.

1^{er} exemple. — Sur demande du Maire de Rennes, le Directeur de l'Office donna, le 5 mars 1909 à M. Petilaud, manœuvre blessé le 2 septembre 1907 dans un chantier à Pontchaillou, une consultation (indemnité de demi salaire. — Incapacité permanente).

Pour l'indemnité de demi salaire non versée jusqu'à ce jour, le greffier du juge de paix avait, le 19 mai 1909, avisé la Compagnie d'assurances et l'Entrepreneur, que par jugement ils venaient d'être condamnés solidairement 1° par défaut, 2° sur opposition, à payer à la victime 1 fr. 65 par jour, du 10 décembre 1908 au 7 avril 1909, plus 200 francs de dommages et intérêts.

Pour l'incapacité permanente, l'affaire suivit son cours régulier à la suite des démarches indiquées par le Directeur de l'Office (dépôt de certificat médical).

2^e Exemple :

Morlaix, le 20 mars 1906.

Monsieur l'Inspecteur du travail, à Rennes,

Excusez-moi de m'adresser à vous au lieu de M. l'Inspecteur du travail à..., c'est que j'espère que c'est toujours M. Grillet qui occupe ce poste. M. Grillet a toujours été si aimable envers nous...

Nous avons un vieil ouvrier employé par la ville pour les travaux communaux (balayage des rues, terrassements, etc). Le malheureux avait déjà perdu un oeil au service de la commune, il vient d'être complètement aveugle... La ville lui a refusé toute indemnité donnant pour raison qu'elle est couverte par une compagnie d'assurances. La Compagnie d'assurances prétend ne rien devoir parce que l'ouvrier, au moment de l'accident était employé à un travail agricole...

Veuillez, etc...

J-M. GUYADER, *Conseiller municipal,*
Président de Coopérative et de Syndicat de tonneliers.

Date de la réponse (avril 1906).

3^e exemple.

Chambre syndicale des ouvriers lithographes
de Rennes,

Rennes, le 8 juin 1906.

Monsieur Grillet, Inspecteur du Travail,

Nous avons recours à votre bienveillance habituelle pour une question intéressant notre syndicat et qui formera un précédent pour l'avenir.

Un ouvrier qui a été blessé dans son atelier et qui, pour son temps perdu a été rétribué par son patron, conformément à la loi sur les accidents du travail, a-t-il droit d'être indemnisé par une société de secours mutuels qui possède une caisse de maladie ?

En attendant, etc...

Le Secrétaire général : Jh. CH...

Consultation donnée par écrit, le 28 juin 1906.

Affaire Barbel. — Le 20 août 1901, le mécanicien Barbel était blessé chez M. L..., mécanicien constructeur à Rennes. L'affaire suivit son cours régulier et une rente de 148 fr. 50 était attribuée à l'ouvrier par jugement du Tribunal civil. Le 4 mai 1903, l'ouvrier qui venait de sortir de l'hôpital n'avait reçu ni indemnité de demi salaire, ni les deux premiers trimestres échus de sa rente.

Le même jour, M. Grillet l'accompagna à la mairie pour lui faire faire sa déclaration prévue par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 du décret du 28 février 1899. En même temps il était invité à appeler la Compagnie d'assurances devant le Juge de Paix pour obtenir le paiement de plus de 320 francs de demi salaires. — Le 10 mai 1903, instructions complémentaires. — Le 27 mai 1903, Barbel prévient l'inspecteur qu'il a touché par l'intermédiaire de la poste la somme de 74 fr. 25 montant de deux trimestres de sa rente. (Envoi de la Caisse nationale).

Enfin, le 9 juin 1903, il avise M. Grillet qu'arrêté dans la rue par l'agent de la Compagnie d'assurances, il a touché, séance tenante 324 fr. 80 de demi salaires.

Cette décision spontanée de la Compagnie d'assurances a eu pour cause les poursuites intentées par l'ouvrier, et les mesures prises par la Caisse Nationale pour se faire rembourser ses avances.

Service des enquêtes industrielles et ouvrières

Ainsi que nous l'avons précédemment indiqué, le service des enquêtes industrielles et ouvrières de l'Office régional du travail n'a pu encore fonctionner. Dans l'esprit du fondateur, il est sans intérêt actuellement que l'Office se charge des enquêtes industrielles qu'une autre organisation créée par M. Grillet vient de commencer. En mars 1910, M. Grillet a fait, au nom de la Chambre du Commerce une enquête sur la situation industrielle actuelle de la circonscription de la Chambre et **sur** le mouvement industriel de 1898 à 1910. Cette enquête, sur laquelle nous reviendrons, plus loin, a été publiée par les soins de la Chambre du Commerce. Des enquêtes analogues seront faites par l'Association industrielle et scientifique de l'Ouest que vient de fonder l'Inspecteur du Travail et dont nous reparlerons ultérieurement.

Quant au service des enquêtes ouvrières il serait utile qu'il fut assuré par un organisme particulier dans les conditions où nous l'avons précédemment indiqué.

A titre d'indication nous publions les questionnaires suivants établis par M. Grillet et destinés à être remplis : le premier par chaque ouvrier ou employé de bonne volonté, le second par chaque syndicat.

Ces questionnaires sont le développement d'un questionnaire publié précédemment dans une revue sociale, mais dont l'envoi aux organisations ouvrières ne donna aucun résultat.

1° QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL (*à remplir par l'ouvrier*).

a). — CONDITIONS DU TRAVAIL :

Quelle est la durée du travail journalier ?

Quel est le nombre des journées de travail dans une année (non compris les dimanches) ?

Combien travaillez-vous de dimanches par an ?

Quelle est la durée de la journée de travail pendant la morte saison ?

Combien de mois dure la morte saison ?

A quelle époque ?

De quelle date à quelle date ?

Faites-vous des heures supplémentaires ?

Combien au total par an ?

Combien d'heures de nuit par an (entre 9 heures du soir et 5 heures du matin) ?

Le travail du dimanche dure-t-il toute la journée ou jusqu'à midi ?

Total des heures de travail dans une année entière.

Emportez-vous, le soir, du travail à faire à domicile ?

Est-ce une habitude ?

Quelle est la durée et les conditions de l'apprentissage ?

b) SALAIRES.

1° *Travail à l'atelier ou au chantier.*

Travaillez-vous aux pièces, à l'heure ou à la journée ?

Quel est votre gain : à l'heure ?

— par jour en moyenne ?

— par an ?

Quel est le prix des heures supplémentaires de jour ?

Quel est le prix des heures supplémentaires de nuit ?

Quel est le prix des heures supplémentaires du dimanche ?

2° *Travail à domicile.*

Quel travail exécutez-vous à domicile ?

Comment êtes-vous payé ?

Quel est votre gain ? par semaine.

— par an.

Votre épouse, vos enfants, travaillent-ils avec vous ?

Combien gagnent-ils ensemble ? par semaine,

— par an.

Quel est le gain total annuel de toute votre famille ?

c) CHOMAGE.

1° Existe-t-il du chômage dans votre industrie ?

Pendant quel mois ?

Se produit-il des renvois d'ouvriers par suite de chômage ?

Le chômage est-il complet ou partiel ?

Les ateliers sont-ils fermés ?

Sur 100 ouvriers combien sont sans travail pendant le chômage ?

2° Indiquer votre avis sur la réduction du chômage dans votre industrie.

d) CONDITIONS DE LA VIE OUVRIÈRE.

1° *Ouvrier célibataire.*

a) Quel est votre âge ?

Comment êtes-vous logé ? Dans une chambre séparée ou dans une chambre commune.

Prix de la chambre par mois.

b) Prenez-vous pension dans une famille, au restaurant, etc.

Prix de la pension par mois.

2° *Ouvrier marié.*

Quel est votre âge ?

Combien d'enfants : filles.

— garçons.

Age des enfants.

b) Votre épouse travaille-t-elle ?

1° Dans quelle industrie ?

2° A domicile ou en atelier ?

3° Fait-elle des ménages, des lavages, etc. ?

Combien gagne-t-elle par an ?

c) Vos enfants travaillent-ils ?

Quel est leur gain annuel ?

d) Logement :

1° Combien de pièces ?

Surface totale des pièces ?

Hauteur des plafonds ?

Combien de fenêtres au total ?

A quel étage est votre logement ?

Y a-t-il des cabinets d'aisances à l'étage ?

Avez-vous le gaz, l'eau ?

Avez-vous un jardin ?

2° Prix du logement y compris le jardin, eau et gaz, impôts, etc.

3° Louez-vous au mois ou à l'année ?

e) Nourriture.

Quel est le montant des dépenses mensuelles ?

f) Habillement.

Quel est le montant de la dépense annuelle ?

II. — QUESTIONNAIRE A REMPLIR PAR LES SYNDICATS

Date de la création du syndicat.

Nombre des syndiqués.

Nombre total des ouvriers dans la corporation.

Combien d'hommes,

— de femmes,

— d'enfants de moins de 18 ans, garçons,

— filles.

A quel âge entre-t-on en apprentissage.

Durée de l'apprentissage.

En cas de maladie, l'apprenti est-il tenu de compléter le temps d'apprentissage ?

Que reçoit un apprenti par semaine : 1^{re} année.

— 2^e année.

— 3^e année.

L'apprentissage est-il trop long à votre avis ?

Que gagne l'enfant sortant d'apprentissage,

puis au bout de six mois,

— un an,

— deux ans,

— trois ans.

Combien y a-t-il d'ouvriers travaillant à domicile ?

Hommes,

Femmes,

Filles de moins de 18 ans,

Garçons de moins de 18 ans ?

Ce personnel représenterait combien d'ouvriers adultes travaillant 10 heures par jour, pour faire le même travail ?

Salaires à domicile par jour : hommes,

— femmes,

— filles,

— garçons.

Salaires à l'atelier par jour : hommes,

— femmes,

— filles,

— garçons.

Salaire annuel pour une famille moyenne (père, mère, 2 enfants de 14 à 16 ans) travaillant tous :

A Domicile,

En Atelier.

Y a-t-il ou non trop de main-d'œuvre dans votre ville ?

Combien d'ouvriers en chômage dans les divers mois de l'année ?

Donnez votre avis sur les moyens de remédier au chômage.

Quelle est la dépense annuelle pour une famille (père, mère, 2 enfants à l'atelier, 2 enfants en bas âge).

Logement et impôts,
Nourriture,
Habillement,
Cotisations, dépenses médicales, divers, etc.

Nota. — En plus, il y a lieu, pour chaque localité de noter, à intervalles réguliers, tous les mois, par exemple, le prix des denrées alimentaires (pain, veau, bœuf, lait, œufs, beurre, etc.).

CHAPITRE II

GROUPE DES LOIS RÉGLEMENTANT LE TRAVAIL INDUSTRIEL ET COMMERCIAL

(lois du 30 mars 1900, du 13 juillet 1906, etc.)

Il semblerait, à première vue, que l'application des lois de contrôle des conditions du travail, ne puisse se faire que d'une façon purement automatique, le service de l'Inspection du Travail ayant seulement pour mission de rechercher les infractions qui peuvent se produire aux lois réglementant le travail industriel et commercial, et le cas échéant, de verbaliser. C'est d'ailleurs ce rôle officiel qui a d'abord motivé la création du service de l'Inspection.

Sans contester l'importance et l'utilité d'une telle action de surveillance et de contrôle, qui est à proprement parler la raison d'être des Inspecteurs, nous croyons que ces fonctionnaires peuvent avoir dans l'application des lois réglementant le travail, un rôle plus intéressant, et surtout plus actif.

L'application de ces lois repose entièrement sur la bonne volonté des chefs d'entreprise.

Entendons-nous.

Si la bonne volonté du chef d'entreprise fait défaut, le service du contrôle pourra bien y suppléer dans une certaine mesure en obligeant le patron à appliquer dans son établissement les prescriptions légales, mais cette action coercitive, si elle a pour résultat d'obliger l'industriel ou le commerçant assujéti à appliquer la lettre de la loi, ne pourra jamais l'obliger à en appliquer les mesures dans leur esprit.

Par exemple la loi du 13 juillet 1906 a réduit de 30 à 26 le nombre des jours de travail par mois (loi sur le repos hebdomadaire), pour que l'ouvrier, l'employé, puisse subvenir aux besoins de sa famille, il était de toute équité qu'il conservât le même salaire mensuel, c'est-à-dire que pratiquement, ses jours de repos lui soient payés.

De même, lorsque la loi du 30 mars 1900 réduisit de 11 heures à 10 heures la durée de la journée de travail, il était conforme à l'esprit de la loi de conserver à l'ouvrier le même salaire journalier, c'est-à-dire, en conservant le mode de salaire à l'heure, d'augmenter le prix de l'heure.

Dans ces deux cas, aucun texte législatif n'obligeait le patron à conserver à son personnel le même salaire mensuel, ni le même salaire journalier. Bien plus, le plus grand nombre des assujettis du commerce et de l'industrie, étaient persuadés, qu'en toute équité, ils ne devaient aux travailleurs sous leur direction, qu'un salaire strictement proportionnel au temps du travail, et que le salaire devait diminuer en même temps que la durée du travail jour-

nalier ou que le nombre de jours de travail diminuerait.

Et c'est à cet instant, semble-t-il, que pouvait commencer utilement le rôle éducatif, l'action sociale de l'inspection du travail, en vue de convaincre les chefs d'établissements soumis à la législation nouvelle, qu'il était de leur intérêt le plus immédiat d'en appliquer toutes les prescriptions dans un large esprit de justice sociale et de solidarité humaine.

Et seul à notre avis l'Inspecteur du travail pourrait et pourra encore dans toutes les circonstances analogues accomplir entièrement cette mission, car lui seul, en dehors des intéressés connaît parfaitement les conditions actuelles de l'exercice de l'industrie ou du commerce, les besoins du patron et des employés ainsi que les conséquences matérielles et sociales de l'application des lois protectrices.

Lui seul, en même temps est assez désintéressé, devant des intérêts opposés en présence pour arriver à les concilier sans léser gravement soit les patrons soit les ouvriers.

Et comme son action sociale ne peut être faite que de persuasion, de confiance, sa mission conciliatrice, ce rôle social qu'il assume doit avoir pour conséquence immédiate de lui gagner la sympathie du patron, comme aussi la reconnaissance des ouvriers, le préparant ainsi tout particulièrement à jouer plus tard, le cas échéant, le rôle de médiateur dans les conflits du travail.

C'est d'ailleurs un rôle identique qu'a pu remplir l'Inspecteur du Travail au moment de l'application de la loi du 9 avril 1898 et nous avons vu précédem-

ment quelle a été dans cet ordre d'idées l'action de l'Inspecteur du Travail de Rennes.

Au moment de l'entrée en application de la loi-accidents un grand nombre d'industriels avaient cru pouvoir mettre le paiement de la prime d'assurances à la charge de l'ouvrier soit en pratiquant sur son salaire journalier une retenue de 5, 10, 15 centimes, selon le cas, soit indirectement en lui faisant payer une prime d'entretien d'outils ou en réduisant par un nouveau contrat d'embauchage son salaire régulier et habituel.

Dans le premier cas, les dispositions prises étaient contraires à la lettre de la loi qui met les réparations des accidents à la charge de l'industriel ; dans les deux autres cas elles étaient contraires à l'esprit de la loi qui a entendu assurer à l'ouvrier un avantage matériel.

Il était donc indispensable de montrer aux chefs d'industrie ce qu'était véritablement la législation nouvelle, de leur faire remarquer que les charges qui découlaient de son application ne devaient pas retomber sur l'ouvrier, mais bien au contraire, sur le consommateur par l'intermédiaire du patron.

Convaincre l'industriel que pour l'application de la loi du 9 avril 1898, l'augmentation proportionnelle du prix de vente s'il était nécessaire, et le maintien du salaire journalier, étaient les seules mesures équitables et raisonnables, tel devait être le rôle intéressant à accomplir par l'Inspecteur du Travail.

Il faut observer que là, l'action de l'Inspection était facilitée par les dispositions de la loi elle-même qui avaient mis à la charge de l'industrie française les nouvelles publications.

A plus forte raison cette action sociale de l'Inspec-

tion du travail était-elle encore plus nécessaire au moment de l'application des lois de contrôle, puisque leur application littérale, brutale, pourrions-nous dire, a pour résultat de diminuer dans des proportions notables la situation matérielle des ouvriers. Elle est plus nécessaire parce que cette action sociale ne peut s'appuyer sur la législation, muette en ce qui concerne les conditions de son application.

Et si cette action sociale ne s'exerce pas, que ce soit l'action de l'Inspection du Travail ou l'action de tout autre éducateur, c'est la révolte ouvrière, c'est la lutte contre le patronat pour ne pas laisser porter atteinte à une situation matérielle péniblement acquise, c'est la grève avec tout son cortège de haines et de souffrances de toute nature. Et là, il n'y a même pas à incriminer la résistance du patronat. Automatiquement, pour la loi de 1906, par exemple, le patron donne à son ouvrier ses quatre jours de repos mensuel et lui supprime par ce seul fait quatre jours de salaire. C'est pour le patron une conséquence inévitable de la nouvelle législation, conséquence à laquelle il est étranger et contre laquelle il ne peut rien.

Eh bien si, il y peut quelque chose. Il dépend de lui, que la loi ne lèse aucun intérêt. Mais encore faut-il que son éducation sociale soit faite.

Jusqu'à ce jour, l'expérience nous a démontré que seul l'Inspecteur du travail pourrait jouer un rôle efficace dans cette éducation sociale du patronat français.

L'hostilité d'une grande partie de la classe patronale aux lois protectrices du travailleur n'est pas en général irréductible. Elle ne provient pas d'un antagonisme latent entre les exploitants et les salariés ;

elle provient essentiellement d'une méconnaissance absolue ou plutôt d'une ignorance trop générale des motifs, des dispositions de la législation ouvrière, d'une ignorance trop fréquente aussi des conséquences de son application.

L'industriel, le commerçant, préoccupés surtout d'exercer leur profession dans d'excellentes conditions économiques, n'ont ni le temps matériel, et bien souvent ni les connaissances spéciales nécessaires pour se livrer à l'étude des problèmes sociaux actuels. il ne voit pas tout d'abord l'intérêt des lois d'hygiène et de sécurité, il ne constate que la dépense qu'elles lui occasionneront sans rechercher si une amélioration dans les conditions du travail n'aura pas immédiatement une influence sur la production et sur la qualité des produits fabriqués et sur l'activité du personnel qu'il emploie.

S'agit-il d'une réduction de la durée du travail, de l'établissement du repos hebdomadaire ? il ne voit que le fait brutal de la diminution de la durée de fonctionnement de son usine ou de ses services commerciaux, sans rechercher quelles en seront les conséquences au point de vue de la fabrication et de la vente. Or les phénomènes sociaux n'ont jamais cette simplicité apparente. Et une étude approfondie de ces phénomènes nous montre que, dans la grande majorité des cas, une diminution dans la durée du travail n'a pas d'influence sensible sur la production, que bien souvent, au contraire, la production journalière augmente quand la durée du travail diminue (à condition évidemment, de ne pas descendre au dessous d'une certaine limite). Elle nous montre également que l'établissement du repos hebdomadaire n'a pas

pour conséquence fatale une diminution du chiffre d'affaires, les ventes se répartissent sur 6 jours au lieu de 7 jours, et la puissance d'absorption du consommateur restant la même.

Ces constatations matérielles, l'explication des phénomènes économiques qui ont servi de point de départ à ces constatations enfin, l'exposé des conséquences qu'il y a lieu d'en déduire, doivent être faites par l'Inspecteur du Travail et ne peuvent être faites que par lui.

Ses fonctions officielles, son indépendance, ses relations régulières avec les ouvriers et les patrons, enfin l'intérêt tout particulier qu'il y a à supprimer toute cause de conflits, font qu'il est non seulement tout qualifié, mais particulièrement préparé à remplir auprès des chefs d'établissements ou des syndicats patronaux ce rôle d'éducateur que nous venons d'exposer.

*
* *

Ces idées générales sont celles qui précisément ont guidé M. Grillet, dans son action auprès des industriels de la région de Bretagne pour l'application des lois de contrôle, et plus spécialement pour l'application des lois du 30 mars 1900 réduisant à 10 heures la durée de la journée du travail dans les établissements industriels occupant avec ou sans des hommes, des femmes et des enfants, et pour l'application de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire.

L'examen des résultats considérables obtenus depuis 10 années, de 1902 à 1904 surtout pour l'application de la journée de 10 heures en 1906-1907 pour l'application du repos hebdomadaire, sera la meilleure

justification des idées générales que nous venons de développer et qui ne tendent rien moins qu'à charger officiellement le service de l'Inspection du Travail, d'organiser l'action sociale pour l'application des lois ouvrières.

I. — Du rôle de l'Inspecteur du Travail dans l'application de la Loi de 1900,

Nous avons entre les mains tous les documents (comptes-rendus de conférences, articles de journaux et de revues, délibérations d'associations patronales, documents parlementaires) qui établissent la continuité de l'action de l'Inspecteur du Travail de Rennes dans l'application de la journée de 10 heures.

C'est à la lumière de ces documents que nous allons établir ce que fût cette action et quels ont été les résultats.

Nous avons voulu néanmoins demander à M. Grillet comment il avait été amené dès 1901 à se préoccuper de l'application de la première étape de la loi du 30 mars 1900 et de l'introduction dans les ateliers de la journée de 10 heures et demie.

Voici la réponse que M. Grillet a bien voulu nous faire parvenir et qui n'est que la reproduction d'un passage de l'introduction d'une étude qu'il a présentée aux Expositions de Saint-Louis (U. S. O.) (1904), de Liège (1905), de Londres (1908 et de Bruxelles 1910). Cette étude porte le titre suivant qui nous paraît excessivement caractéristique :

« De l'influence de la réduction de la durée du travail sur le rendement industriel. » (1).

« Absolument convaincu, nous déclare M. Grillet, des bienfaisants effets de l'application stricte et générale d'une journée normale de 10 heures (dans l'état actuel de l'industrie) pour le bien-être de la classe laborieuse, le développement de la vie de famille, ainsi que pour le développement de l'industrie nationale et le perfectionnement des méthodes et des modèles de travail, nous avons eu pour but, dès 1901 :

« Non seulement d'arriver à l'application intégrale de la loi de 1900 (10 heures et demie d'abord en 1902, 10 heures en 1904) dans tous les établissements soumis actuellement à ses prescriptions mais encore et surtout de convaincre les chefs d'industrie qu'il était de leur intérêt propre d'établir cette journée normale de 10 heures, même dans les établissements n'occupant que des hommes adultes, et dans lesquels, par conséquent, en vertu de la législation antérieure, la durée de la journée de travail peut :

Ou bien atteindre 12 heures (usines et manufactures).

Ou bien être illimitée (autres établissements).

« Pour arriver à ce résultat il était nécessaire de s'adresser à l'intérêt même des chefs d'industrie : il fallait leur prouver, par des arguments et des exemples irréfutables que l'introduction dans leurs chantiers, dans leurs ateliers, d'une journée réduite ne causerait aucune perturbation dans leur industrie, qu'elle ne pouvait avoir au contraire, que d'heureux effets.

« Il fallait surtout convaincre les associations patronales beaucoup plus portées que certains indus-

(1). Cette étude figure toute entière en annexe.

triels eux-mêmes à repousser toute innovation dans le contrat de travail, et dont l'adhésion, par cela même, avait beaucoup plus d'importance.

« Individuellement, en effet, les industriels s'intéressent au sort de leurs ouvriers, les mesures qu'un certain nombre d'entre eux prennent en leur faveur en sont une preuve, mais une fois réunis en collectivité, il semble qu'ils aient d'autres intérêts à défendre, il semble que les intérêts généraux du groupement soient différents et plus difficiles à satisfaire que ceux de l'individu, comme s'il y avait deux justices : une pour les associations, plus étroite, plus rigoureuse : une autre pour les individus, plus large et surtout plus humaine.

« C'est pourquoi il était de toute importance, non pas seulement d'obtenir l'adhésion au principe de la réduction de la durée du travail, de quelques rares personnalités, mais encore et surtout des chambres syndicales de patrons en leur prouvant que cette réduction était possible tout en sauvegardant les intérêts de l'industrie et ceux des ouvriers.

« Cette action auprès de la classe patronale était d'autant plus urgente que de tous les côtés s'élevaient des protestations contre la loi de 1900.

« Pendant les deux premières années (1900-1902) qui suivirent le vote de cette loi par le Parlement, il n'en fut presque pas question dans les milieux industriels.

« La journée de 11 heures qui s'appliquait dans presque toute la région, était simplement devenue pour cette période la journée légale. Rien n'était donc changé aux conditions antérieures de l'exercice de l'industrie. Aussi la classe patronale s'habitua-

l-elle à considérer comme une échéance très éloignée la date du 31 mars 1902 qui devait marquer le commencement de l'application de la journée de 10 heures et demie.

« Mais lorsque dans le premier trimestre de l'année 1902, l'on vit qu'aucun tempérament, qu'aucune modification ne seraient apportés à la loi, des protestations s'élevèrent. Il nous paraît superflu de les rappeler. De leur côté les ouvriers voulaient conserver le même salaire pour 10 heures et demie que pour 11 heures.

« Il résulta de cet état de choses de graves difficultés pour obtenir dans certaines régions l'établissement de la journée de 10 heures.

« En dehors des protestations patronales, ces difficultés, se traduisirent par des grèves déterminées par les mesures appliquées par certains industriels dans leurs ateliers.

« Pendant le mois d'avril 1902, 107 grèves furent déclarées à la Direction du Travail, contre 52 en avril 1901 et 49, moyenne des 5 années postérieures.

Sur ces 107 grèves, 93 furent motivées par la non application de la loi de 1900, ou bien par les conditions de son application. Elles étaient dues aux causes suivantes :

Demandes d'augmentation de salaire.....	41
Réduction de salaire par suite de diminution du travail.....	38
Réglementation du travail	6
Réduction de salaire	4
Demande de diminution de temps du travail.	4

Cet état de choses n'était pas sans causer de graves inquiétudes aux fonctionnaires de l'Inspection.

« Un seul moyen existait de faire cesser cette agitation : c'était de rechercher quelles devaient être les conséquences économiques de l'application de la loi de 1900, de les porter à la connaissance des industriels et des ouvriers ; c'était en un mot d'étudier quelle avait été et quelle devait être l'influence de la durée du travail et de ses variations sur le rendement industriel d'abord, sur la production journalière et la production annuelle ensuite, et de faire connaître loyalement aux intéressés, les résultats de cette étude. »

Il était difficile, semble-t-il, à l'Inspecteur du travail de Rennes, d'expliquer plus clairement la tâche qu'il se consacra à réaliser de 1901 à 1904 :

1° Faire d'abord des expériences variées indiquant dans les différentes et principales industries de la région, dans les industries où le travail se fait mécaniquement, comme dans celles où il se fait exclusivement à la main, quelle était la production journalière de l'ouvrier, avec les différentes journées de douze heures, onze heures et demie, onze heures, dix heures et demie, dix heures, et neuf heures et demie ;

2° Etablir quelle était d'une façon à peu près générale la durée de la journée du travail pour laquelle la production journalière de l'ouvrier était maxima ;

3° Porter les résultats de ces expériences, et leurs conclusions à la connaissance des Chambres syndicales patronales d'abord, ouvrières ensuite ;

4° Enfin, s'il était établi que la journée de dix heures ou une journée inférieure, donnait un rendement journalier sensiblement équivalent, faire prendre par les associations patronales de la région, des décisions tendant à faire appliquer d'une façon générale la jour-

née de dix heures par tous les patrons syndiqués, et par répercussion, par tous les industriels de la région, que les établissements soient ou non soumis à la loi de 1900, et sans qu'il en résulte une diminution de salaire journalier de l'ouvrier.

Conférences sur la journée de dix heures et résultats obtenus dans la région de Bretagne.

Les conclusions de l'étude expérimentale dont nous avons ci-dessus reproduit la partie expérimentale étaient bien telles que l'Inspecteur du Travail de Rennes les avait pressenties.

Et c'est alors, dès la fin de ces expériences, dès qu'il en eut dégagé tout l'enseignement qu'elles comportaient qu'il entreprit cette campagne de conférences qui devait s'étendre sur trois années, et donner des résultats suffisamment importants pour que nous ayons cru devoir y consacrer un chapitre spécial de cette étude.

Ces conférences qui toutes furent le développement de l'étude expérimentale reproduite en annexe devant les syndicats patronaux et ouvriers, furent faites sur le plan suivant.

PLAN DE LA CONFÉRENCE

La loi du 30 mars 1900 et la journée de dix heures.

a) Situation des travailleurs sous le régime de la loi du 2 novembre 1892 : cinq catégories de travailleurs pour la durée du travail.

Inconvénients de la loi de 1892.

Comment elle fut appliquée par les industriels :

1° Journée de 11 heures pour tous ;

2° Renvoi du personnel protégé ;

3° Création des relais.

b) La loi du 30 mars 1900.

Application en 4 années de la journée de 10 heures (30 mars 1902, 10 heures et demie. — 30 mars 1904, 10 heures).

Critiques formulées dès la promulgation de la loi, mais non fondées.

c) Classement des industries au point de vue de la durée du travail :

A. — Etablissements industriels n'occupant que des adultes :

1° Usines et manufactures (12 heures).

2° Ateliers et chantiers (durée du travail illimitée).

B. — Etablissements industriels employant, dans les mêmes locaux, avec ou sans des hommes, des femmes et des enfants (11 heures, 10 heures et demie, puis 10 heures).

II. — *De l'influence de la réduction de la journée de travail sur le rendement industriel.*

a) Exposé théorique :

Si la durée du travail augmente, le rendement à l'heure diminue et réciproquement.

Variations du rendement journalier.

La journée maxima. — Sa fixation expérimentale.

b) Détermination expérimentale de la journée maxima.

Moyens employés.

1° Rechercher les industries où se sont produites des variations de la durée de la journée ;

2° Etablir le salaire moyen journalier pendant ces périodes des ouvriers travaillant aux pièces.

Nécessité de l'emploi de cette méthode.

C. — Conclusions générales.

Jusqu'à une limite minima, déterminée expérimentalement, la réduction de la journée de travail n'a amené aucune diminution dans la production.

Souvent le rendement est augmenté.

d) Expériences.

7 exemples et 5 appréciations viennent prouver cette conclusion générale.

III. — *De l'unification de la durée du Travail dans les établissements industriels et pour tous les travailleurs.*

a) Résultats actuels de l'application de la loi de 1900 ;

b) Objections :

1° La journée de dix heures devrait s'appliquer à tous les établissements industriels et à tous les travailleurs ;

2° Nécessité d'une revision des séries de prix pour les travaux du bâtiment (travaux d'attachement) ;

3° La loi du 30 mars 1900 enlèvera toute souplesse

à l'industrie. Il faut y remédier par l'organisation des dérogations.

Heures supplémentaires. — Leur justification.

IV. — *Des dispositions à prendre pour les industriels pour appliquer la journée de dix heures dans sa lettre et dans son esprit et sans inconvénient pour l'industrie.*

a) Nécessité de l'action syndicale patronale pour :

1° Faire appliquer la journée de dix heures par tous les industriels sans exception ;

2° Obtenir dans l'industrie du bâtiment la révision des séries de prix ;

3° Augmenter le salaire à l'heure de l'ouvrier et lui conserver par suite son salaire journalier.

b) Conseils aux ouvriers :

Bonne volonté dans la production ;

Attendre les décisions des associations patronales à la suite de l'action de l'Inspecteur.

V. — *Conclusions.*

Dans chaque conférence citer tous les résultats précédemment obtenus, et plus spécialement les décisions des chambres syndicales patronales :

a) Réduction de la durée du travail et augmentation du salaire ;

b) Fixation d'un salaire moyen ou minimum ;

c) Application de cette théorie du salaire minimum aux ouvriers de la Guerre et ouvriers des Chemins de fer des Côtes-du-Nord.

Les conférences faites par M. Grillet sur cette question de la journée de dix heures dans tous les établissements industriels, se divisent en trois séries :

1° 6 conférences faites en 1902 pour arriver dans les deux départements des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine à l'application de la journée normale de 10 heures et demie sans réduction de salaire ;

2° 11 conférences faites en 1903 et 1904 pour faciliter dans la même région l'application générale de la journée de 10 heures avec maintien du salaire journalier ;

3° Enfin, 10 conférences faites depuis cette époque à diverses associations et ayant pour but de vulgariser la méthode expérimentale employée par l'Inspecteur de Rennes pour l'application de la loi sur la durée du travail et d'en faire connaître les résultats.

A ces conférences il y a lieu d'ajouter près d'un millier d'entretiens particuliers, avec les industriels, au cours d'inspections officielles, et pendant lesquels l'Inspecteur du Travail de Rennes a essayé de convaincre les plus importants d'entre eux de la nécessité économique d'appliquer la journée de dix heures, sans réduction de salaire.

*
* *

Quels ont été les résultats de cette étude expérimentale et de ces nombreuses conférences.

Pour en saisir toute l'importance, il suffit d'examiner comment ils ont été appréciés.

Dans sa séance du 22 août 1903, le Conseil général d'Ille-et-Vilaine donnait son adhésion entière à l'œu-

vre accomplie par l'Inspecteur de Rennes dans les termes suivants :

« A la suite de conférences faites par M. l'Inspecteur soit à la demande d'associations syndicales patronales ou ouvrières, soit à la demande de l'Administration (1) préfectorale, conférences tendant à démontrer expérimentalement que la journée de dix heures donne le plus fort rendement, les entrepreneurs de Rennes et du département, les industriels de Rennes et les fabricants de chaussures de Fougères, etc... appliquèrent la journée de dix heures et demie et presque toujours sans réduction de salaire. C'est là un résultat important qu'il convenait à votre 3^e Commission de faire ressortir. Aussi ne pouvons-nous que remercier M. l'Inspecteur du travail de l'œuvre intéressante qu'il poursuit en éclairant les patrons et les ouvriers sur leurs obligations respectives. »

Quelques mois après les trois Commissions du Travail de Rennes (29 octobre 1903), de Fougères (21 novembre 1903), de Saint-Malo (20 novembre 1904) donnaient leur pleine adhésion à l'œuvre entreprise en émettant séparément le vœu que :

« La journée de dix heures soit appliquée dans tous
« les établissements industriels sans exception, et à
« tous les travailleurs. »

D'une façon générale on peut dire que le premier but poursuivi par l'Inspecteur du Travail de Rennes dans ses expériences et ses deux premières séries de

(1) La conférence du 25 avril 1902, à Dinard, fut demandée à M. Grillet par M. Delpech, préfet d'Ille-et-Vilaine, à la suite d'un entretien avec le maire de cette ville qui craignait une agitation ouvrière,

conférences, à savoir : l'application générale de la lettre et de l'esprit de la législation nouvelle, c'est-à-dire l'application de la journée de dix heures sans réduction de salaire, a été pleinement réalisé puisque depuis 1902, la journée de dix heures et demie, et, depuis 1904, la journée de dix heures, ont été appliquées dans tous les établissements industriels des Côtes-du-Nord et de l'Ille-et-Vilaine, même dans les établissements non assujettis (1) et avec une augmentation correspondante de salaire à l'heure des ouvriers.

RÉSULTATS

A. — 1902. — *1^{re} Décision de la Chambre Syndicale des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine.*

a) Les extraits suivants des procès-verbaux des réunions des 18 et 25 mars 1902 de la Chambre Syndicale des Entrepreneurs de travaux de bâtiment de la ville de Rennes et du Département d'Ille-et-Vilaine, indiquent nettement quelles furent les conséquences de la conférence du 18 mars 1902 au siège social.

« N° 1. — *Assemblée générale du 18 mars 1902.*
— *(La loi du 30 mars 1900 et la journée de dix heures et demie).*

Présidence de M. Janvier.

.
.
.

(1) Etablissements n'employant que des hommes adultes et dans lesquels la durée de la journée peut atteindre (usines et manufactures) ou même dépasser (ateliers et chantiers) 12 heures.

« M. Janvier prenant la parole remercie M. l'Inspecteur des explications si claires et si précises qu'il a bien voulu apporter aux entrepreneurs...

« Il ajoute que les membres de la Chambre syndicale seront tous reconnaissants à l'égard de M. Grillet pour sa démarche délicate et généreuse. »

.

« N° 2. — *Conseil d'Administration et Assemblée générale, le mardi 25 mars 1902, à 4 et 5 heures du soir.*

« Ordre du jour :

.

3° Application de la loi du 30 mars 1900.

4° Dispositions à prendre.

.

« Le Conseil d'Administration est unanime à reconnaître combien était utile la conférence de M. l'Inspecteur du Travail quelques jours avant l'application de la journée de dix heures et demie...

« Au sujet des dispositions à prendre le Conseil est encore unanime à reconnaître qu'il n'y a pas à hésiter à faire le possible, tout le possible même pour que cette journée de dix heures et demie soit appliquée uniformément dans tous les chantiers *qu'il y ait ou non* des enfants au dessous de 18 ans, et adopte, après discussion la réglementation ci-après (1)...

« Le Conseil décide d'user de toute son influence

(1) Horaires des journées d'hiver et d'été.

auprès de l'Assemblée générale pour faire adopter les dispositions qui précèdent.

.
« Des lettres particulières seront envoyées aux Présidents des Comités d'arrondissement pour les informer des décisions prises et leur faire ressortir toute l'importance de ces décisions. En outre une circulaire sera adressée en ce sens à tous les membres de la Chambre syndicale.

« A cette circulaire seront joints :

a) Un tableau à afficher dans tous les chantiers et ateliers (1). Ce tableau comprendra :

1° Un résumé pour les corporations du bâtiment de la réglementation du travail dans les chantiers et ateliers (application de la loi du 30 mars 1900).

2° Un tableau des heures de travail où devront être indiqués le travail effectif et les repos.

3° Enumération des affiches à placarder dans les chantiers ou ateliers (suivant profession) pour être en règle avec l'Inspection du Travail.

4° Arrêt de la Cour de Cassation du 27 mars 1901 faisant force de loi au sujet de l'indemnité journalière.

5° Des indications relatives au repos hebdomadaire et aux jours fériés légaux.

b) Un duplicata de ce tableau destiné à être adressé à M. Grillet, Inspecteur du Travail, boulevard Laennec, à Rennes, pour le 1^{er} avril.

(1) Ce tableau ainsi que le duplicata ont été établis par les soins de l'inspecteur du travail.

M. Janvier, comme il l'a fait à la fin de la très intéressante et si documentée conférence de M. l'Inspecteur du Travail, tient à déclarer que la mesure générale qui vient d'être prise est due aux explications de M. Grillet qui a su faire comprendre aux industriels que la diminution de $1/22$ dans la durée de la journée n'entraînerait aucune diminution dans la production et qui a montré qu'il était de l'intérêt des chefs d'industries comme de l'ouvrier d'arriver à la journée limite dont il a parlé, à cette journée qui procure la meilleure utilisation des forces de l'ouvrier.

« Le Conseil d'Administration est convaincu que tout à l'heure l'assemblée ratifiera les décisions prises et votera félicitations et remerciements à M. Grillet, Inspecteur du Travail.

« Dans ce cas le Conseil d'Administration décide que copie des procès-verbaux des décisions de ce jour sera adressée à M. l'Inspecteur du Travail.

.

« N° 3. — *La séance de l'Assemblée générale est ouverte à 5 heures et demie.*

.

« M. le Président résume en quelques mots les parties de la belle conférence de M. l'Inspecteur du Travail concernant plus spécialement les corporations du bâtiment.

« Ensuite M. Janvier fait part à l'Assemblée des décisions qui viennent d'être prises par le Conseil d'Administration et notamment en ce qui concerne la journée limite fixée à 10 heures et demie qu'il y ait ou non des jeunes gens au dessous de 18 ans...

« Après discussion, les décisions soumises par le Conseil d'Administration sont adoptées à l'unanimité...

« Des félicitations et des remerciements sont votés à M. l'Inspecteur du Travail... »

.

Pour extrait certifié conforme,

Le Président général de la Chambre syndicale :

Signé : JANVIER, entrepreneur. (1)

Rennes, le 14 avril 1902.

Un duplicata de ces documents fut adressé immédiatement au Ministère du Commerce qui en accusa réception ainsi que des circulaires jointes, etc., le 7 mai 1902.

Les décisions ci-dessus rapportées de la Chambre syndicale des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine furent exécutées immédiatement et quelques jours après chacun des 592 patrons syndiqués du département recevait :

1° Une circulaire rappelant les décisions prises à la suite de la conférence (application générale de la journée de 10 heures et demie dans les ateliers et les chantiers).

2° Un horaire du travail portant l'indication de la journée de 10 heures et demie avec le résumé de la législation concernant le bâtiment.

3° Un duplicata de cet horaire (10 heures et demie)

(1) La chambre syndicale des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine comptait en 1902 600 membres patrons employant 10 à 12.000 ouvriers.

à faire parvenir avant le 30 mars 1902 à l'Inspecteur du Travail.

A la suite de cet envoi, non seulement tous les établissements à personnel mixte, mais encore la presque totalité des établissements n'employant que des adultes appliquèrent la journée maxima de 10 heures et demie.

Peut-être peut-on regretter que la Chambre syndicale d'Ille-et-Vilaine n'ait pas cru devoir, en même temps, prendre l'initiative d'une proposition tendant à augmenter le salaire à l'heure de façon à maintenir le salaire journalier. Dans la pratique, ce résultat fut obtenu d'une façon générale. Les dirigeants du syndicat le Président en tête, firent autour d'eux une propagande continuelle pour l'application de la journée de 10 heures et demie avec même salaire que pour 11 heures, et cela dans tout le département. Les succès couronnèrent ces efforts.

Ainsi, le 22 mars 1902, le Président général de la Chambre syndicale d'Ille-et-Vilaine, répondant à une lettre de M. Plisson, président du Comité d'arrondissement de Saint-Malo, disait :

« Je crois déjà pouvoir répondre à votre question : supprimer les enfants, ce serait à mon avis une lourde faute... Il y a au moins trente ans que dans le sud et le sud-est de la France, on fait 10 heures de travail en belle saison (1)... Nous sommes un grand nombre à Rennes ayant constaté que la journée de dix heures donnait presque autant et souvent autant que la journée de travail de 11 heures, si la surveillance et la di-

(1) Cette affirmation n'était plus complètement exacte en 1902.

rection des chantiers sont suffisamment exercés. En atteignant ce but nous aurons la même production avec moins de frais généraux (éclairage, chauffage, etc., pour les ateliers). Je crois comme vous que les ouvriers feront des réclamations pour avoir le même salaire quotidien tout en faisant une demi heure de moins. Nous avons à choisir entre deux attitudes :

1° Maintenir le même salaire pour 10 heures et demie que pour 11 heures, en augmentant d'un centime ou deux le prix de l'heure.

2° Attendre les réclamations et continuer à appliquer le prix de l'heure sur 10 heures et demie. Il serait à craindre que ce dernier système ne soit pour les ouvriers un prétexte de grève. Je vous écrirai mardi soir ou mercredi ce que nous aurons décidé à Rennes. »

M. Janvier montrait ainsi les idées qu'il désirait faire prévaloir (1).

Le 25 mars, il rendait compte à M. Plisson de la conférence de M. Grillet et l'informait des décisions prises par l'Assemblée générale.

Le 1^{er} avril 1902, il faisait la même démarche auprès des Présidents des Comités des arrondissements de Fougères, Montfort, Vitre et Redon, et auprès du Président du Comité de Bain-de-Bretagne.

Enfin, le 7 avril, ne voulant pas limiter son action au seul département d'Ille-et-Vilaine, il adressait la lettre suivante à M. Bourny, président général de la

(1) Cette lettre se place entre la conférence de M. Grillet du 18 mars 1902 et l'Assemblée générale du 25 mars où furent prises les importantes décisions signalées précédemment.

Chambre syndicale des Entrepreneurs de Laval et de la Mayenne et une lettre semblable à M. Biton, Président de la Chambre syndicale des Entrepreneurs de Nantes et de la Loire-Inférieure.

« Nous avons eu une assemblée du groupe de Rennes, le mardi 25 mars 1902. Il fut décidé, presque à l'unanimité de ne faire que 10 heures et demie dans tous les chantiers, qu'il y ait ou non des enfants de moins de 18 ans. Nous avons en outre adopté une heure uniforme pour le repos de midi... Les 8/10 des entrepreneurs appliquent déjà cette réglementation et semblent s'en bien trouver.

« A Saint-Malo, le centre le plus important après Rennes, pour l'industrie du bâtiment dans le département, la grande majorité des patrons suivirent les indications de la Chambre syndicale d'Ille-et-Vilaine. Seuls trois entrepreneurs non syndiqués voulurent conserver la journée de 12 heures alors que tous leurs confrères appliquaient la journée de 10 heures et demie.

Nous croyons utile de citer la lettre de M. Plisson qui annonce ces résultats, et la réponse de M. Janvier.

« Je profite de la présente pour vous dire que cela ne va pas tout seul dans notre arrondissement entre syndiqués et non syndiqués.

« Tous les syndiqués ont adopté votre réglementation et se sont conformés à la journée de dix heures et demie en conservant les apprentis. Trois non syndiqués ont mis le désarroi dans les chantiers en n'occupant pas de jeunes gens et en faisant faire 12 heures aux compagnons. »

M. Janvier répondit (avril 1902) :

« Nous aussi nous avons nos trois réfractaires, mais nous sommes convaincus qu'ils feront comme tout le monde avant longtemps. Il faut en effet que nous soyons tous sur un pied d'égalité qui nous facilitera le recrutement des apprentis, en fixant au moins d'une manière uniforme la durée du travail quel que soit l'entrepreneur chez lequel ils sont employés. »

A Redon, les ouvriers du bâtiment reçurent 0 fr. 05 d'augmentation à l'heure, augmentation motivée à la fois par l'augmentation du prix de la vie et le bas prix des salaires, mais déterminée par l'application de la loi de 1900.

Il en fut de même dans toute la région.

Nous croyons inutile de souligner ces résultats provoqués par l'initiative de l'Inspecteur du Travail.

Citons, à titre documentaire la lettre suivante adressée par M. Cado, entrepreneur de serrurerie à Rennes, à l'Inspecteur du Travail.

Rennes, le 16 janvier 1903.

Monsieur l'Inspecteur,

« J'ai l'honneur de vous remettre, ci-joint, le règlement de mon atelier que j'ai fait à l'application de la loi du mois d'avril 1902.

« Je m'en trouve très bien. Les ouvriers sachant que je paie une demi heure de plus par jour que je dois, n'abusent pas... »

B. — 1904. — *Deuxième décision de la Chambre Syndicale des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine.*

A la fin de la conférence du 26 juillet 1903 à Saint-

Malo, devant l'Assemblée générale de la Chambre syndicale des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine, le président Janvier déclarait :

« Que le devoir des patrons était d'accepter la réduction des heures de travail à dix heures et de l'accepter sans réduction de salaire.

Ces paroles continue le compte-rendu, ont été couvertes d'applaudissements par les 300 entrepreneurs présents, et ce fait seul, montre qu'il y a quelque chose de changé dans l'orientation des idées.

Le Président confirmait ces déclarations dans une lettre du 17 août 1903 à l'Inspecteur du Travail.

« J'ai l'honneur de vous adresser tous mes remerciements et mes félicitations pour la conférence si intéressante que vous avez bien voulu faire salle du Tribunal de Commerce de Saint-Malo, le dimanche 26 juillet, devant de nombreux industriels et les 300 entrepreneurs venus de tous les points du département pour prendre part au banquet départemental et annuel de la Chambre syndicale.

« Cette conférence, que j'ai été heureux de présider, était des plus utiles puisqu'elle avait pour thème : l'application, en 1904, de la journée de dix heures. Je puis vous assurer, Monsieur l'Inspecteur, qu'elle a produit auprès des industriels et entrepreneurs qui y assistaient, une profonde impression. Car, des entretiens que j'ai eus avec un grand nombre des auditeurs, il résulte que tous approuvent le principe de l'application uniforme de la journée de dix heures, tempéré par l'autorisation de faire effectuer aux adultes un certain nombre d'heures en plus.

« Personnellement, vous le savez, ce serait avec grand plaisir que je verrais cette application (1).....

« La décision prise par le Syndicat d'Ille-et-Vilaine qui le premier (2) a nettement accepté en assemblée générale le principe de la journée de dix heures, est une garantie que les 700 membres du Syndicat seraient satisfaits d'une modification, dans ce sens, de la législation actuelle.

« Je serais heureux de voir les 37 syndicats affiliés à la Fédération du Nord-Ouest entrer dans cette voie. j'espère dans un bref délai, pouvoir faire adopter à la Fédération du Nord-Ouest tous les principes d'équité et de justice sociale qu'a si heureusement appliqués le Syndicat des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine (3).

« Veuillez..... etc...

« Signé : JANVIER ».

A la suite de cette conférence, le 17 février 1904,

(1) L'application uniforme de la journée de 10 heures à toutes les industries et à tous les travailleurs.

(2) Le seul, en France, avec la Chambre syndicale des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord.

(3) Voici quelques citations des journaux de la région au sujet de cette conférence du 26 juillet 1903 :

« Les premiers mots de M. Dubois, vice-président du syndicat de garantie. Industriel à Puteaux, sont pour appuyer de ses observations personnelles les développements de M. Grillet : « Au lieu d'établir *a priori* une durée de la journée, M. l'Inspecteur du Travail, dit-il, a cherché à la fixer par la méthode expérimentale, je ne puis que l'en louer sans réserve car, à mon avis, c'est la première fois que des expériences de ce genre ont été tentées ». (*Réveil Breton*, 28 juillet 1903).

« M. Dubois regrette que le temps lui soit compté et qu'un sujet de conférence lui soit imposé car, en sa qualité d'industriel, il aurait pu

l'assemblée générale de la Chambre syndicale d'Ille-et-Vilaine, « décida d'unifier les heures d'entrée et de sortie des chantiers pour toutes les professions du bâtiment. Ainsi, à partir du 1^{er} avril 1904, l'entrée aux chantiers et ateliers se fera à 6 heures du matin avec relais (repos) de 8 heures à 8 heures et demie, et de 11 heures et demie à une heure, pour terminer la journée de travail effectif de dix heures, à 6 heures du soir. » (*Le Bâtiment du Nord-Ouest*, 1^{er} mars 1904).

Enfin, le 31 janvier 1904 le Comité d'arrondissement de Saint-Malo, réuni en assemblée générale locale, (section d'arrondissement de la Chambre syndicale d'Ille-et-Vilaine), approuvait à l'unanimité la déclaration suivante de son Président :

« Parlant de l'entrevue entre patrons et ouvriers pour l'établissement d'un bordereau de prix (mesure préconisée par M. Grillet comme étant une conséquence de la loi de 1900), il insiste sur ce point que cette entrevue... ayant lieu peu avant l'application de

par d'observations faites dans sa propre industrie, appuyer la thèse que vient de soutenir l'inspecteur du Travail Grillet. (*L'Entreprise et l'Industrie*, 30 juillet 1903; *Petit Rennais*, 30 juillet 1903).

Discours de M. Janvier, s'adressant à M. Grillet : « Vous avez compris qu'il fallait donner le temps aux entrepreneurs de se familiariser avec une loi nouvelle, et c'est pour leur en apprendre tous les dispositifs que vous vous dépensez avec tant d'activité, comme vous l'avez encore prouvé ce matin, en acceptant de faire cette belle conférence, qui a été tant applaudie par tous; soyez-en remercié ».

Parlant aux industriels : « Je veux ignorer si certains ne s'apprêtent pas à diminuer les salaires quotidiens de l'équivalent de la perte de temps que nous allons subir. Je veux espérer que ceux-là ne se trouvent pas parmi nous et que nos adhérents sauront se souvenir à temps.... (ovation) ». (*Petit Rennais*, 30 juillet 1903; *Bonhomme Breton*, *Réveil Breton*, etc...).

la dernière période de la loi du 30 mars 1900, il est utile que les patrons tiennent compte dans l'établissement du bordereau, des conditions dans lesquelles vont se trouver désormais les ouvriers avec la journée de dix heures ; et il rappelle que ce sera se conformer aux déclarations faites et aux décisions prises en Assemblée générale à Rennes, Saint-Malo, etc., depuis la mise en vigueur de cette loi. » (*Bâtiment du Nord-Ouest*, 1^{er} mars 1904).

Et maintenant indiquons très rapidement comment en 1904, ces décisions ont été exécutées.

Ces décisions de la Chambre syndicale d'Ille-et-Vilaine furent appliquées par la grande majorité des industriels de la région. Après la deuxième décision (1904) comme après la première, chacun des 600 patrons syndiqués du département reçut un horaire imprimé à afficher dans l'atelier ou le chantier et portant que la durée du travail est fixée à 10 heures par jour. Actuellement, ce sont encore ces horaires qui sont affichés et suivis.

A Rennes, les peintres, les plâtriers, les serruriers, etc., obtinrent dès avril 1904, une augmentation de salaire à l'heure compensant la perte résultant de la diminution de la durée de la journée de travail.

Il en fut de même pour les menuisiers et les ébénistes, qui firent l'objet d'une décision spéciale, et qui, à la suite des démarches particulières de M. Grillet auprès des principaux patrons, obtinrent 3 centimes d'augmentation à l'heure. En raison de son importance, nous reviendrons plus loin sur cette décision.

A Dol-de-Bretagne, la journée de 10 heures s'est appliquée avec une augmentation de salaire dès le commencement d'avril 1904, grâce au concours de

l'un des plus importants industriels, M. Rochard-Barbot (conférence du 28 mai 1903).

Le 1^{er} avril 1904, cet industriel adressait à M. l'Inspecteur du Travail Grillet, la lettre suivante demandant des dérogations :

« J'ai recours à votre bienveillance pour me renseigner sur le cas suivant qui me préoccupe. J'ai sur mes chantiers quatre jeunes gens au-dessous de 18 ans et d'après la loi, à partir de ce jour, tous mes ouvriers doivent faire dix heures si je les conserve. Les ouvriers me demandent à faire 11 heures. Puis-je concilier les choses en faisant faire 12 heures aux ouvriers et 10 heures aux apprentis.

Renseignez-moi je vous prie le plus tôt possible, et autorisez-moi à faire 12 heures si le cas ci-dessus exposé n'est pas applicable.

« Veuillez..... »

Le 2 avril 1904, M. Grillet écrivait à M. Rochard en lui disant en substance :

« Faites dix heures sans réduire le salaire des ouvriers, il n'y aura pas de réduction dans la production, etc..... »

Le 6 avril 1904, M. Rochard faisait réponse à M. Grillet, lui écrivant :

« Répondant à votre honorée du 2 courant, conformément à la loi, mes ouvriers font 10 heures sur mes chantiers et je les ai augmentés en moyenne de 0 fr. 03 par heure.

« Par ce moyen mes jeunes gens sont occupés.

« Veuillez..... »

Le 25 avril suivant, il déclarait à M. Grillet être en-

chanté de cette décision. Aussi son exemple a-t-il été généralement suivi.

A Redon, les ouvriers avaient reçu en 1902, 5 centimes d'augmentation à l'heure, au moment de l'application de la journée de 10 heures et demie. En 1904, la journée de dix heures s'est appliquée avec une augmentation correspondante du salaire à l'heure. Le fait suivant, vérifié le 30 mai 1904, en est une preuve.

M. Harel, ébéniste, (22 ouvriers, 2 apprentis) écrivait le 31 mai 1904 à M. Grillet : « Ayant donné à mes ouvriers le même salaire que quand ils faisaient 10 heures et demie, je suis resté, je crois, dans les vues du législateur et j'aime à croire que mes ouvriers compenseront ce sacrifice par un travail plus soutenu et une application régulière..... Je vous serai obligé de bien vouloir me faire expédier la petite brochure résumé de vos conférences..... etc... »

A Saint-Malo, après la conférence du 24 avril 1904, les ouvriers de la région de Saint-Malo, Dinard, Saint-Servan, Paramé, etc., ont obtenu 3 centimes d'augmentation à l'heure. En raison des circonstances qui ont suivi et précédé cette conférence et de la portée générale des décisions qui ont suivi, nous reviendrons plus loin sur ce sujet.

En résumé, dans tout le département d'Ille-et-Vilaine, les décisions de 1902 et 1904 de la Chambre syndicale des Entrepreneurs ont été généralement appliquées et les ouvriers ont obtenu les augmentations de salaires correspondantes.

C. — Augmentation de 3 centimes à l'heure accordée en mai 1904 aux ouvriers menuisiers et ébénistes de la ville de Rennes, etc.

Le 11 avril 1904, M. Grillet apprenant que la journée de dix heures était appliquée dans tous les ateliers de menuiserie de Rennes, mais que tous les ouvriers avaient perdu par suite de son application soit une heure, soit une demi-heure de salaire, décida de faire officieusement une démarche auprès des patrons les plus importants de la corporation. Au cours de ces visites, M. Grillet exposa aux patrons qu'il était équitable d'appliquer la loi de 1900 en conservant à l'ouvrier son salaire journalier et il montra par les exemples cités dans la conférence que nous avons reproduite dans ce chapitre, que la réduction de la durée du travail ne causait aucune diminution sensible dans la production.

A la suite de ces entretiens, les patrons menuisiers de Rennes se réunirent et le 1^{er} mai les ouvriers obtenaient une augmentation de 3 centimes à l'heure.

D. — Augmentation de trois centimes à l'heure accordée à tous les ouvriers de la région de Saint-Malo à partir de mai 1904.

En 1902, lors de la conférence faite à Dinard, le 25 avril, à la demande du maire de la Ville devant l'Assemblée générale de la Chambre syndicale des entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine, (Section de l'arrondissement de Saint-Malo), les entrepreneurs comprenant qu'il était de leur intérêt d'appliquer la journée de 10 heures et demie dans toute la région, conformément

aux instructions de la Chambre syndicale, avaient offert d'augmenter de deux centimes à l'heure le salaire des ouvriers du bâtiment, à condition que la durée du travail fut fixée à 10 heures et demie par jour au lieu de 11 heures. Les ouvriers auraient gagné 4 fr. 10 au lieu de 4 fr. 07, le salaire à l'heure passant de 0 fr. 37 à 0 fr. 39 et cela tout en faisant une demi-heure de travail de moins.

Par suite de circonstances regrettables auxquelles les patrons restèrent absolument étrangers, cette proposition faite par M. Grillet, au cours de la conférence, à cinq ouvriers se prétendant les délégués des ouvriers de la région, ne fut pas portée à la connaissance ni des ouvriers, ni du Syndicat ouvrier « l'Union des Trois Villes ».

Les deux extraits suivants de journaux locaux indiquent bien cette attitude bizarre des cinq prétendus délégués ouvriers : rendant compte de la conférence du 24 avril 1904 à Saint-Malo, le *Républicain de St-Malo* (6-7 mai 1904) donne les indications suivantes :

« M. Grillet rappelle un fait exactement pareil qui
« s'est passé voilà deux ans à Dinard. Il faisait une
« conférence (celle du 25 avril 1902) mais il y avait
« beaucoup de patrons et peu d'ouvriers (cinq seule-
« ment).

« Les patrons présents acceptaient de faire faire 10
« heures et demie à leurs compagnons au lieu de 11
« heures, tout en augmentant les salaires de 0 fr. 37
« à 0 fr. 39 pour que le prix de la journée reste le
« même ; les ouvriers n'ayant sans doute pas com-
« pris..., n'ont pas accepté ces propositions et forcé-
« ment l'affaire en est restée là, si ce n'est toutefois

« l'application de la journée de 10 heures et demie
« mais sans augmentation de salaire. »

Voici d'autre part le compte-rendu de la même conférence donné par l'*Avenir de Rennes* (5 mai 1904), l'*Avenir hebdomadaire* (8 mai 1904), la *Dépêche Bretonne* et la *Dépêche de Montfort* (mai 1904) :

« A ce sujet il (M. Grillet) rappelle qu'il a fait en
« 1902 et 1903 une quinzaine de conférences sur l'ap-
« plication de la loi de 1900 et que 14 d'entre elles
« ont donné d'excellents résultats, puisqu'en 1902, à
« Rennes, à Fougères, à Redon, à Saint-Brieuc, à
« Guingamp, à Lannion, etc., la journée de 10 heu-
« res et demie s'est appliquée d'une façon générale et
« le plus souvent sans diminution du salaire journa-
« lier, parfois même avec une augmentation comme
« à Guingamp et Redon, et qu'en 1904 il en est de
« même pour la journée de dix heures.

« Une seule conférence n'a pas donné de résultats :
« c'est celle qu'il (M. Grillet) fit à Dinard en avril
« 1902, à la demande de la municipalité, devant une
« centaine de patrons et 5 ouvriers.

« Ce qu'il y eut de bizarre à Dinard c'est que les
« patrons entièrement convaincus par les explications
« de M. Grillet étaient tout disposés à accorder le
« même salaire journalier avec la journée de 10 heu-
« res et demie, le salaire à l'heure aurait été porté de
« 0 fr. 37 à 0 fr. 39, mais les quelques ouvriers ne
« purent jamais arriver à comprendre qu'il était pré-
« férable pour tout le monde de ne faire que dix heu-
« res et demie au lieu de 11 heures avec le même sa-
« laire quotidien; et comme aucun compte-rendu de la
« conférence ne fut établi, les ouvriers de la région

« malouine ignorèrent toujours les excellentes dispositions des industriels à cette époque. »
« tions des industriels à cette époque. »

Il résulta de ces faits que pendant deux ans, les ouvriers effectuèrent la journée de 11 heures pendant les 90 jours de dérogation de l'été mais sans que la dernière demi heure comptât comme demi heure supplémentaire.

C'est alors qu'un modeste syndicat malouin, le syndicat des peintres composé d'une vingtaine d'ouvriers demanda à M. Grillet en 1904, de venir faire une nouvelle conférence sur la journée de dix heures, en insistant particulièrement sur la perte subie par les ouvriers de la région du fait de la mauvaise application de la loi de 1900.

Cette conférence eut lieu le dimanche 24 avril 1904, salle du Tribunal de Commerce.

« Quelques ouvriers venus on ne sait d'où ont essayé, dès le début de faire dévier le sujet de la conférence, en interrompant et questionnant à tort et à travers l'honorable conférencier ; mais voyant par l'attitude de la salle qu'ils ne réussiraient pas dans leurs entreprises, ils ont préféré s'en aller, et, après un début plutôt froid, M. Grillet put enfin s'expliquer..... Quelques ouvriers ne comprenant sans doute pas toutes ses explications prétendent à ce moment que l'on veut les empêcher de gagner suffisamment leur vie et déclarent qu'ils n'accepteront pas l'application de cette loi... »

« A ce moment un orateur parla du renvoi possible des apprentis. Immédiatement le conférencier montra les effets funestes de cette mesure qui heureusement

n'est pas à redouter dans la région ; une seule solution s'impose, ajoute-t-il : application dans sa lettre et dans son esprit de la loi de 1900, c'est-à-dire : maintien des apprentis à l'atelier et établissement de la journée de dix heures sans réduction de salaire.

« M. Grillet cite en terminant les décisions de plusieurs associations relativement à l'application générale de la journée de dix heures. Il lit plusieurs lettres de patrons qui déclarent avoir augmenté de trois centimes le salaire à l'heure de leurs ouvriers de façon à maintenir leur salaire journalier.

Enfin la réunion se termine à la satisfaction de tous, et après l'adoption de l'ordre du jour suivant :

« Les ouvriers, patrons et employés, réunis au nombre de 150 le 24 avril 1904, dans la salle du Tribunal de Commerce de Saint-Malo, félicitent et remercient M. Grillet, Inspecteur départemental du Travail des explications qu'il a bien voulu donner sur l'application de la loi de 10 heures et se séparent en souhaitant que cette loi soit appliquée dans toute la région, sans préjudice pour toutes les parties intéressées.

(*Le Républicain*, 6-7 mai 1904).

Tels furent les deux épisodes principaux de cette action de M. Grillet pour arriver à faire appliquer, après deux années d'efforts la journée de 10 heures avec maintien du salaire journalier.

Les résultats de cette action sont entièrement indiqués dans la lettre suivante adressée à M. Grillet par l'Union Syndicale des Trois-Villes, syndicat ouvrier du bâtiment, du port, etc., le 31 mai 1904.

« *Paramé, le 31 mai 1904.*

« L'Union Syndicale des Trois-Villes, à
M. Louis Grillet, Inspecteur du Travail
à Rennes.

« C'est avec plaisir que nous vous annonçons qu'à la suite de votre conférence faite à Saint-Malo et après nouveaux pourparlers avec le syndicat patronal nous avons obtenu gain de cause c'est-à-dire 0 fr. 05 de l'heure d'augmentation.

« Nous vous adressons nos sincères remerciements et nous vous demandons au sujet de la loi si nous pourrions trouver les opuscules des deux lois : celle de 10 heures et celle des accidents du Travail... »

« Pour le bureau, le Président de l'Union Syndicale des Ouvriers des Trois-Villes :

Cette lettre est d'autant plus importante que les 5 ouvriers qui assistèrent à la conférence de Dinard en 1902, se prétendaient délégués par l'Union des Trois-Villes (1), que jusqu'au 24 avril 1904, l'Union des Trois-Villes fut nettement opposée à la loi de 1900, qui violait, à son sens la liberté du travail, et que ce syndicat ouvrier n'avait pris aucune part à l'organisation de la conférence du 24 avril 1904. Les préventions du syndicat ouvrier contre la loi se sont seulement dissipées au cours de la conférence ainsi qu'il

(1) Et qu'il est très probable qu'ils l'étaient effectivement.

résulte des interruptions qui en avaient marqué le commencement (1).

L. — *Deux importantes décisions de la Chambre Syndicale des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord*

A la suite de la conférence du 10 juillet 1902 faite à Saint-Brieuc devant l'Assemblée générale de la Chambre syndicale des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord et devant les Syndicats ouvriers de la ville de Saint-Brieuc, la Chambre syndicale patronale adoptait la résolution suivante qui fut publiée par ses soins dans les journaux du département :

« La Chambre syndicale, dans sa dernière réunion, a pris la décision suivante relativement à l'application de la loi du 1^{er} avril 1900 sur la durée du travail :

« Dans les ateliers et chantiers des membres du syndicat, la journée de travail sera limitée à dix heures et demie sans réduction de salaire qu'il y ait ou non la présence de jeunes ouvriers ou apprentis. »
(Recueil des Côtes-du-Nord, 26 juin 1902) .

Cette décision fut appliquée dans toute la région de Saint-Brieuc, Lannion, Guingamp ; même dans des établissements qui n'ont qu'un rapport lointain avec l'industrie du bâtiment (constructions mécaniques, etc.). (Voir Bulletin de l'Inspection du Travail, 10^e année, page 437).

A la suite de la conférence du 10 juillet 1903, au

(1) De ce jour a d'ailleurs commencé une évolution qui s'est produite très rapidement dans le caractère de ce syndicat, devenu nettement et exclusivement professionnel.

siège de l'Association de la Chambre syndicale des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord, l'Assemblée générale des Entrepreneurs adoptait la résolution suivante :

« Le Président propose à l'Assemblée de mettre en vigueur la loi du 30 mars 1900 comportant la journée de 10 heures dans tous les ateliers et chantiers des patrons syndiqués et ce, à partir du lundi 25 avril 1904, sans diminuer pour cela le prix de la journée du travail.

Cette proposition est acceptée à l'unanimité et il est décidé que des affiches dont le modèle ci-contre, seront affichées dans les ateliers à partir du vendredi 22 courant.

Les patrons syndiqués s'engagent à s'y conformer de tous points. »

Copie de l'affiche de la Chambre Syndicale

(avril 1904)

RÈGLEMENT DU TRAVAIL

« Dans les ateliers et chantiers la durée de la journée est fixée à 10 heures du 15 mars au 15 septembre.

Le travail commencera à 7 heures du matin jusqu'à midi ;

Repos de midi à 1 heure 30 ;

Reprise de 1 heure 30 à 6 heures 30 ;

La durée de la journée sera facultative du 15 septembre au 15 mars ;

Le prix de la journée de 10 heures 30 ne sera pas

diminué par suite de l'application du présent règlement (1).

A Saint-Briëuc, le 23 avril 1904. »

« *La Chambre syndicale des Entrepreneurs.* »

A titre documentaire, il nous paraît utile de citer ici l'ordre du jour voté par les syndicats ouvriers de Saint-Briëuc à la suite de la conférence du 11 juillet 1903 :

Ordre du jour voté :

« 1° Application à partir du 30 mars 1904 de la journée de 10 heures à toutes les industries ;

« 2° Autorisation d'effectuer des heures supplémentaires pour les travailleurs adultes de toutes les industries en vue d'éviter le chômage ;

« 3° Que la journée soit coupée par un grand repos d'une heure et demie au moins. »

Dans le département des Côtes-du-Nord, comme suite à ces décisions, la journée de dix heures s'est appliquée d'une façon générale, et sans réduction de salaire. A Guingamp, le salaire journalier a été augmenté de 25 centimes, en même temps que la durée

(1) Ce règlement transmis à l'inspecteur du Travail, était accompagné de la lettre suivante de M. Quinio, secrétaire de la Chambre syndicale : « Je vous adresse ci-joint un exemplaire de l'affiche concernant la réglementation des heures de travail dans les ateliers et chantiers des membres du syndicat... A partir de lundi prochain, 25 courant, cette affiche sera apposée et mise en vigueur dans tous les ateliers et chantiers.

de la journée de travail diminuant de 2 heures passait de 12 heures à 10 heures (1).

F. — *Application en 1902 et 1904 de la loi de 1900 (dix heures et demie, puis dix heures), par les fabricants de chaussures de Fougères, sans réduction de salaire.*

1° La conférence du 23 mars 1902 à Fougères eut pour résultat l'application générale par les fabricants de chaussures de la place (38 industriels, 5.000 ouvriers en ateliers) de la journée de 10 heures et demie sans réduction de salaire.

A la suite de la conférence, l'ordre du jour suivant était voté par les syndicats ouvriers :

« Les ouvriers fougerais réunis le 23 mars 1902,

(1) Citons au sujet de l'application de la journée de dix heures quelques documents :

a) Lettre de M. Lucas, cycles, automobiles, sellerie à Dinan.

Dinan, 27 avril 1904.

Monsieur l'Inspecteur du Travail,

« La durée du travail sera de dix heures et les ouvriers toucheront le même salaire que lorsqu'ils faisaient dix heures et demie.

Signé : Louis LUCAS.

b) Lettre de M. Yves Hermot, sculpteur sur pierre.

Lannion, 25 mars 1904.

Monsieur Grillet, inspecteur du Travail, boulevard Laënnec, à Rennes,

..... A partir du 1^{er} avril, nous allons adopter dans nos ateliers la journée de dix heures avec trois repos ; la journée commencera à 6 heures 30 du matin pour finir à 6 heures 30 du soir... Nous aurons ainsi la journée de dix heures et je compte conserver à mes ouvriers le même salaire que précédemment. Pour la journée de dix heures et demie, j'avais de même conservé la même paye journalière.

Signé : Y. HERMOT.

remercient M. l'Inspecteur du Travail des explications détaillées qu'il a bien voulu fournir sur les lois ouvrières ainsi que de leur application intégrale dans la localité. »

Dans cette conférence M. Grillet avait rappelé que la première expérience tendant à déterminer quelle était l'influence de la réduction de la durée du travail sur le rendement industriel avait été faite par lui dans l'usine de M. Rollin, fabricant de chaussures à Fougères et Président de la Chambre de Commerce. Cette expérience avait démontré que la production était plus faible en 12 heures qu'en 10 heures, dès que la journée de 12 heures se prolongeait plusieurs jours de suite. Cette expérience qui fut le point de départ des études expérimentales de M. Grillet produisit la plus profonde impression sur les fabricants fougerais. Elle fait aussi le plus grand honneur à M. Rollin qui avait bien voulu prêter son concours à l'Inspecteur du Travail.

Les documents suivants indiquent les phases de l'application de la journée de 10 heures et demie.

Extrait du *Travailleur Fougerais* organe de la Bourse du Travail, du 1^{er} mai 1902.

1° Pour l'application de la journée de 10 heures et demie les ouvriers de plusieurs fabriques ont été obligés de faire des mises en demeure aux patrons, pour que ces derniers se conforment à la loi. D'un autre côté certains patrons appliquent la journée de 10 heures et demie mais avec diminution de salaire. Les ouvriers et ouvrières à la semaine de la maison X... ont chômé pendant quatre jours et demie pour obte-

nir l'application de la dite journée sans diminution de salaire et ont obtenu entière satisfaction (1).

Les ouvriers de la maison Y... ont également cessé le travail pendant 5 jours pour avoir le repos d'un quart d'heure du matin et de l'après-midi, le travail a été repris sous promesse formelle du patron de se conformer aux sorties comme la majorité de ses collègues.

Plusieurs fabriques avaient essayé de supprimer le repos du matin et de l'après-midi, mais les ouvriers ayant manifesté leur intention formelle d'avoir ces repos le patronat a accepté de laisser le repos comme par le passé (2). Il est bon de faire remarquer que les patrons en essayant de supprimer les repos avaient nettement l'intention que les ouvriers protestent contre la loi (3).

DURÉE DU TRAVAIL

Nomenclature des fabriques de chaussures se conformant à la loi de dix heures et demie (4)

« Cochet, Pacory, Dinard-Chevallier, Chantepie,

(1) On remarquera que le *Travailleur Fougereais* ne cite que cette seule usine qui, ayant appliqué la journée de dix heures et demie, avait voulu réduire proportionnellement le salaire.

(2) Un an plus tard, lors de la conférence du 29 août 1903, M. Grillet a pu faire admettre aux 1.200 ouvriers présents qu'il était nécessaire de supprimer les petits repos du matin et du soir.

(3) Cette opinion du *Travailleur Fougereais* est totalement inexacte. Cette suppression était faite dans l'intérêt des patrons et dans l'intérêt des ouvriers. Ceux-ci l'ont compris puisque l'année suivante, en 1903, ils acceptaient la suppression de ces deux repos. (Conférence du 29 août 1903.)

(4) C'est-à-dire l'appliquant sans réduction du salaire.

Tinguy et Cie, Bordeaux-Tréhu, Lagogué, Brière, Fourel, Bertin, Bardo, l'Avenir des Travailleurs, Collet-Bonnald, Rollin-Morel, Langlais, Mellier, Haudebert, Pitois, Vionne-Deschartes, Cordier (1). »

(Suivent les noms de 9 fabricants n'acceptant pas la loi).

« (Au cas où ces renseignements ne seraient pas exacts au moment de l'apparition de ce numéro, nous accepterions avec plaisir toutes rectifications de patrons intéressés) ».

Voici enfin l'affiche placée dans ses ateliers par M. Cordier, le plus important fabricant de chaussures de Fougères, et Président du Syndicat patronal.

« Fougères, le 30 mars 1902.

« Les décomptes des ouvriers et ouvrières à l'heure allouent en 10 heures et demie de travail effectif le salaire de 11 heures.

« Les ouvriers comprendront que leur intérêt est étroitement lié à celui de la maison en ce qui concerne leur production qui constitue la base des prix de revient. En s'observant un peu, ils constateront qu'on peut arriver, à peu de chose près, en 10 heures et demie bien remplies, à produire l'équivalent des anciennes heures... »

Signé : H. CORDIER et fils.

Ce document est la preuve évidente que les industriels de Fougères ont appliqué la journée de 10 heures.

(1) Toutes les importantes fabriques ou presque toutes.

res et demie avec la plus entière bonne foi et sans arrière pensée.

Le compte-rendu de la conférence du 29 août 1903 à Fougères devant l'Assemblée générale des syndicats ouvriers établit également dans quelles conditions la journée de 10 heures et demie a été appliquée en avril 1902 par les patrons :

« Déjà au mois de mars 1902, grâce aux conférences de M. L. Grillet, la journée de 10 heures et demie s'est appliquée le jour même de son entrée en vigueur, et d'une façon remarquable. Les ouvriers se sont abstenus de toute récrimination prématurée et, moins de huit jours après, ils obtenaient l'augmentation de salaire correspondant à la diminution de la journée. » (*Réveil hebdomadaire*, 17 octobre 1903).

Pour l'échéance de avril 1904, se posait une deuxième question, plus importante : la suppression des deux repos d'un quart d'heure à 8 heures du matin et à 4 heures après-midi.

Ces repos étaient funestes aux ouvriers et ouvrières qui, sortant de l'usine pendant un quart d'heure matin et soir, se réfugiaient au cabaret, ils obligeaient d'autre part la famille ouvrière à quitter la maison pour l'usine un quart d'heure plus tôt, avant d'avoir pu prendre un repas chaud.

Ces repos désorganisaient le travail, ils étaient en outre pour les patrons une source de dépenses supplémentaires (chauffage, éclairage, etc.).

Aussi, le 7 février 1903, la Chambre syndicale des fabricants de chaussures de Fougères adressait-elle à M. Grillet la lettre suivante :

« Monsieur l'Inspecteur,

« A la suite de notre assemblée générale d'hier, j'ai

l'honneur de vous informer que tous nos adhérents considèrent qu'en l'année 1904, lors de l'application de la journée de dix heures, toutes considérations : 1° de vie de famille, d'hygiène pour les ouvriers commandent que les ouvriers restent le moins longtemps possible dans les usines, loin de leurs habitations.

Les considérations : 2° de production maximum qui font la richesse nationale ;

3° d'organisation intérieure pour les patrons, commandant la journée de travail en deux relais de cinq heures sans petits repos, seul un grand repos de une heure et demie séparera les deux relais, de midi à une heure et demie.

Dont nous sommes tous, les 17 fabricants adhérents au Syndicat, d'accord sur ce point. Nous vous remercions de l'intention bienveillante que vous avez attachée à cette question et tout le monde vous sera certainement reconnaissant des efforts que vous ferez en vue d'atteindre ce but.

Fougères, le 6 février 1903.

Le Président, signé : CORDIER. »

Cette question fut l'un des points principaux de la conférence du 29 août 1903 au Syndicat ouvrier, et, grâce à l'appui du Secrétaire de la Bourse du Travail, l'assemblée adopta le principe de la suppression des petits repos, et l'établissement d'un grand repos de une heure et demie au milieu de la journée.

G. — *Application à partir de juillet et août 1903 de la journée de dix heures et demie pour les ouvriers employés à la construction des chemins de fer départementaux des Côtes-du-Nord, et augmentation proportionnelle du salaire à l'heure.*

Aux mois de juin et juillet 1903, l'Inspecteur du Travail de Rennes, avait constaté que la durée du travail du personnel employé à la construction des tramways départementaux des Côtes-du-Nord (personnel mixte) était de 10 heures 40, 11 heures ou 12 heures au lieu de 10 heures et demie maximum. A la suite de ces constatations, le Service des Ponts et Chaussées appliqua immédiatement la journée de dix heures sur tous les chantiers, mais il fit de telle façon que la mesure prise provoqua le mécontentement des ouvriers.

Voici en effet ce qu'écrivait l'Architecte départemental des Côtes-du-Nord, a la date du 3 août 1903.

« Cher Monsieur,

« ... La journée de dix heures vient d'être appliquée dans les chantiers en régie des chemins de fer départementaux mais les ouvriers sont mécontents, car il paraîtrait que leur salaire sera diminué proportionnellement. Je crois qu'une intervention de vous... modifierait la situation. »

De son côté, le docteur P. Boyer, écrivait le 13 août 1903 à M. Grillet :

« Cher Monsieur,

« Je suis désolé de ne pas être à Saint-Brieuc, pour vous recevoir. Je suis à Paris depuis hier...

« Ceux-ci (les ouvriers) croient que vous leur avez garanti que leur salaire ne serait pas réduit avec la journée. (1).

Signé : docteur P. BOYER. »

Les 12 et 13 août, M. Grillet exposait au Préfet des Côtes-du-Nord les raisons qui militaient en faveur du maintien du salaire journalier :

1° Arguments expérimentaux prouvant que la production journalière est maxima avec la journée de 9 heures et demie ou 10 heures ;

2° Décision de la Chambre syndicale des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord dont tous les membres ont appliqué la journée de 10 heures et demie sans réduction de salaire ;

3° Si les salaires étaient réduits dans les chantiers visés, il en résulterait que seul de tous les entrepreneurs du département le Service des Ponts et Chaussées (travaux en régie) aurait violé la loi dans sa lettre (en faisant effectuer plus de dix heures et demie de travail journalier à ses ouvriers) et dans son esprit (en réduisant le salaire) .

Le Préfet des Côtes-du-Nord adopta entièrement cette opinion et chargea son chef de Cabinet d'accompagner l'Inspecteur du Travail dans les bureaux de l'Ingénieur en Chef et d'appuyer en son nom la demande de M. Grillet. A la suite de cette entrevue les ouvriers obtinrent satisfaction et la journée de dix

(1) Cette promesse n'avait pu être faite, et n'avait pas été faite par M. Grillet.

heures fut appliquée sans réduction de salaire. 600 ouvriers étaient touchés par cette décision qui fait le plus grand honneur à l'Administration préfectorale.

II. — *Augmentation de salaire obtenue par les ouvriers de l'Arsenal de Rennes et les ouvriers de l'Habillement et du Campement.*

I. — *Ouvriers de l'Arsenal.* — (Atelier de construction de Rennes). 1904. — En décembre 1903 l'Inspecteur du Travail saisi par le Préfet d'Ille-et-Vilaine, d'une demande du Directeur de l'Atelier de Construction de Rennes, tendant à faire fixer les salaires réels des ouvriers de l'industrie privée émit l'avis qu'il était préférable que cette fixation fut effectuée par la Commission du Travail de Rennes, composée en nombre égal de patrons et d'ouvriers en dehors des membres de droit.

Le Préfet d'Ille-et-Vilaine ayant accepté cette manière de voir, la Commission du Travail saisie de la demande du Directeur de l'Arsenal décida dans sa séance du 24 décembre 1903 de confier à une sous-commission d'effectuer les recherches préparatoires concernant les salaires payés à Rennes.

Cette sous-commission composée de 2 membres patrons et de 2 membres ouvriers et de M. Grillet comme secrétaire, fixa les salaires suivants :

Professions.	Salaires à l'heure.	
	Minimum.	Moyen.
Mancœuvres de peine.....	0,35	0,40
Mancœuvres ordinaires	0,25	0,30
Goujats	0,25	0,30

Professions.	Salaires à l'heure.	
	Minimum.	Moyen.
Plâtriers, cimentiers.....	0,45	0,50
Maçons ordinaires.....	0,40	0,45
Maçons poseurs.....	0,45	0,50
Paveurs	0,50	0,55
Tailleurs de pierre dure.....	0,50	
Tailleurs de pierre tendre....	0,50	
Fumistes et tôliers	0,50	0,60
Armuriers	0,55	0,70
Autographes	0,50	0,65
Bronzeurs	0,45	0,55
Chaudronniers en fer.....	0,45	0,55
Chaudronniers en cuivre....	0,55	0,65
Chaudronniers en fer et cuivre	0,55	0,65
Couvreurs	0,50	0,52
Plombiers	0,50	0,52
Ferblantiers, zingueurs.....	0,50	0,52
Lithographes	0,50	0,65
—	0,65	0,75
Mécaniciens	0,40	0,45
Meuleurs ordinaires.....	0,40	0,45
Meuleurs de précision.....	0,45	0,50
Peintres	0,40	0,45
Peintres-vitriers	0,40	0,45
Pilonniers	0,60	0,65
Relieurs	0,35	0,40
Tailleurs de limes.....	0,50	0,60
Trempeurs de limes.....	0,50	0,60
Trempeurs	0,50	0,60
Menuisiers ordinaires.....	0,40	0,45
Menuisiers modeleurs.....	0,60	0,70
Charrons	0,40	0,45

Professions.	Salaires à l'heure.	
	Minimum.	Moyen.
Charpentiers monteurs de charpentes en fer.....	0,50	0,60
Charpentiers monteurs de charpentes en bois.....	0,45	0,55
Bourreliers ne faisant pas la selle	0,40	0,45
Bourreliers-selliers sachant faire la selle.....	0,50	0,60
Bourreliers coupeurs.....	0,60	0,70
Serruriers ordinaires.....	0,40	0,45
— connaissant la forge	0,40	0,50
Ajusteurs ordinaires.....	0,40	0,50
— de précision.....	0,55	0,70
Tourneurs ordinaires.....	0,50	0,60
— de précision.....	0,60	0,75
Forgeurs	0,55	0,70
Ouvrières de manufactures, manœuvres	0,20	0,25
Ouvrières proprement dites..	0,25	0,30
Comptables		
Ecrivains, Secrétaires.....		
Dessinateurs		

La sous-commission dans son rapport fit observer en outre que la journée normale pour les ouvriers d'industrie des professions portées à la nomenclature ci-dessus est de 11 heures, sauf pour les écrivains, lithographes et autographes pour lesquels cette journée est de 10 heures (relativement au salaire). La sous-commission n'établit aucun salaire pour les comptables et dessinateurs dont les traitements mensuels varient dans des limites trop importantes.

Le 21 janvier 1904 la Commission du Travail, sur le rapport de son secrétaire adopta les chiffres ci-dessus comme taux des salaires des ouvriers de la ville de Rennes sauf pour les professions indiquées ci-après pour lesquelles elle rectifia ainsi qu'il suit, les salaires effectifs à l'heure :

Professions	Salaires à l'heure	
	Minimum.	Moyen.
Plâtriers-cimentiers	0,42	0,45
Maçons poseurs	0,42	0,45
Armuriers	0,45	0,50
Bronzeurs	0,45	0,50
Chaudronniers en cuivre...	0,55	0,60
Chaudronniers en fer et cuivre	0,55	0,60
Couvreurs	0,47	0,52
Plombiers	0,47	0,52
Ferblantiers-zingueurs	0,47	0,52
Tourneurs ordinaires.....	0,40	0,50
Forgeurs	0,50	0,70

La Commission dit le procès-verbal ajoute que la journée normale pour les ouvriers d'industrie des professions portées à la nomenclature ci-dessus est de 11 heures (relativement au salaire) sauf pour les écrivains, lithographes, autographes pour lesquels cette durée est de 10 heures.

Cette observation de la sous-commission et de la commission en ce qui concernait la durée normale de la journée de travail de 11 heures, alors que la journée légale était de 10 heures et demie était rendue nécessaire par ce fait que, si la majorité des patrons de Rennes avaient augmenté le salaire à l'heure afin

que le salaire journalier fut le même pour 10 heures et demie que pour 11 heures, certains petits patrons n'avaient pas augmenté le salaire à l'heure qui restait fixé sur la base antérieure d'une journée de 11 heures. En prenant comme salaire minimum, le salaire payé dans ces ateliers en était donc au dessous du salaire minimum payé dans d'autres ateliers où le salaire à l'heure avait été augmenté. De plus, certaines professions (maçons, couvreurs, menuisiers, charpentiers), grâce au jeu des heures supplémentaires effectuaient en été pendant 90 jours, 11 heures de travail sans que le salaire à l'heure ait été augmenté pendant les deux étés 1902-1903.

Le véritable salaire minimum journalier était donc bien égal à 11 fois le salaire minimum à l'heure, alors même que la durée du travail effectif était 10 heures et demie.

Cette nomenclature transmise au Directeur de l'Atelier de Construction de Rennes détermina la mise à l'échelle du salaire journalier des ouvriers de la ville de Rennes, de tous les ouvriers de l'Atelier de Construction.

Pour une journée de neuf heures telle qu'elle était appliquée à cette époque à l'Arsenal de Rennes, le salaire à l'heure devint égal, afin de rester dans les vues de la circulaire du Ministère de la Guerre aux 11/9 du salaire à l'heure fixé par la Commission pour chaque cas particulier.

Quelques temps après les ouvriers du campement et de l'habillement demandèrent communication de l'échelle des salaires fixés par la Commission et les utilisèrent pour obtenir les mêmes augmentations que les ouvriers de l'Arsenal.

II. — *Ouvriers de l'Arsenal de Rennes 1910.* — A diverses reprises en 1906 et en 1908 particulièrement, les ouvriers de l'industrie privée de la ville de Rennes ayant obtenu des augmentations de salaire, le syndicat des ouvriers de l'Arsenal essaya d'obtenir une révision des tarifs de 1904 et s'adressa dans ce but à M. Grillet. A la suite de démarches diverses, le syndicat des travailleurs de l'atelier de construction de Rennes lui adressa la lettre suivante :

Rennes, le 24 janvier 1909.

Monsieur l'Inspecteur du Travail,

Dans sa dernière réunion générale, les membres du Syndicat de l'Atelier de Construction de Rennes m'ont prié de vous remercier pour les démarches faites par vous pour améliorer leur situation. Ils ont également manifesté le désir de vous entendre leur faire une conférence à la nouvelle Bourse du Travail sur les salaires octroyés aux ouvriers de l'industrie privée. Aussi permettez-moi, M. l'Inspecteur de vous demander à quelle date sera cette réunion pour prévenir mes camarades en temps opportun.

Signé : le Secrétaire, H. MARTIN,
rue du Mail, 84, à Rennes.

Il ne résulta d'ailleurs de ces démarches diverses que des améliorations partielles.

Mais dans le premier trimestre de l'année 1910, M. Lucien Saint, préfet d'Ille-et-Vilaine, étant parvenu à faire signer aux patrons et aux ouvriers des diverses corporations du bâtiment des conventions collectives de travail (janvier-avril 1910) il en résulta une aug-

mentation notable des salaires de l'industrie privée à Rennes ; les augmentations étaient d'ailleurs rendues nécessaires par l'augmentation croissante de 1904 à 1910 du coût de la vie.

C'est alors que M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine, saisi par le Directeur de l'Arsenal d'une demande des ouvriers de l'Atelier confia à l'Inspecteur du Travail la mission d'établir un relevé des salaires industriels appliqués dans la ville de Rennes (avril 1910). En même temps, le 13 avril 1910, le syndicat de l'Arsenal saisissait directement de la question l'Inspecteur du Travail par la lettre suivante :

Rennes. le 13 avril 1910.

Monsieur l'Inspecteur du Travail,

Nous sollicitons de votre bienveillance les prix des diverses catégories mentionnées ci-dessous. Ces catégories n'ayant pas de convention légalisée, nous voudrions faire état des prix que vous pourriez fournir pour établir un salaire de base.

Nous vous prions, M. l'Inspecteur du Travail, de bien vouloir communiquer ces renseignements à M. le Préfet pour qu'ils aient un caractère officiel ; nul doute que M. le Préfet ne vous accorde satisfaction étant donné qu'il vient de nous remettre les prix de diverses professions et cela le lendemain de notre démarche près de lui.

Signé : le Secrétaire, H. MARTIN.

A cette lettre était jointe une liste de 13 professions.

Le travail de M. Grillet approuvé par M. Saint,

préfet d'Ille-et-Vilaine fut établi en double exemplaire l'un destiné au Directeur de l'Arsenal, l'autre au syndicat.

Nous croyons utile de reproduire ici ce document ; il montrera surtout l'importance de la progression des salaires dans la ville de Rennes de 1904 à 1910.

Etat des salaires actuellement payés dans la ville de Rennes pour les professions portées au présent tableau (1).

Professions.	Salaire minimum.	Observations.
Mancœuvres.....	0.37	Convention du 21 mars 1910.
Frappeurs.....	0.44	
Mouleur ordinaire...	0.40	
Chauffeur.....	0.46	
Bourellier.....	0.50	
Electricien.....	0.50	
Menuisier..	0.50	Convention du 21 janvier 1910.
Serrurier.....	0.50	Convention du 23 mars 1910.
Plâtrier.....	0.50	Convention du 17 janvier 1910.
Maçons.....	0.50	Convention du 19 janvier 1910.
Mouleurs de limes...	0.50	
Charpentier.....	0.52	Convention du 12 mars 1910.
Ajusteur.....	0.53	
Tourneur...	0.53	
Zingueurs.....	0.55	Convention du 26 janvier 1910.
Peintres.....	0.55	Convention du 24 janvier 1910.
Couvreur.....	0.55	Convention du 19 février 1910.

(1) Le tableau contenait en outre une colonne pour les salaires minima à l'Ouest, nous ne l'avons pas reproduite.

Professions.	Salaire minimum	Observations.
Tailleur pierre blanche	0.55	Convention du 27 janvier 1910.
Toliers fumistes.....	0.55	Convention du 14 février 1910.
Charrons	0.55	
Limeurs	0.55	
Peintre en voiture ordinaire.....	0.55	
Peintre en voiture re-champissage.....	0.58 à 0.60	
Chaudronnier	0.60	Convention du 14 février 1910.
Electricien monteur..	0.60	
Sellier.....	0.60	
Modeleur.....	0.60	
Limeur monteur connaissant un peu la forge	0.65	Les apprentis reçoivent vers la fin de l'apprentissage 0.45.
Expéditionnaires	115 à 120 francs par mois.	

Remarque. — Ces prix s'entendent pour une journée normale de 10 heures. Pour avoir le salaire réel annuel, il y a lieu de tenir compte de 60 à 70 jours de dérogation à 11 heures ou à 12 heures, suivant le cas, autorisés annuellement.

Les conséquences de l'établissement de ces relevés des salaires payés à Rennes dans l'industrie privée furent un relèvement notable des salaires des ouvriers de l'Arsenal pour la majeure partie.

A la suite de ces augmentations de salaires, un ordre du jour de remerciements et de félicitations voté par le Syndicat de l'Arsenal fut adressé à M. le Préfet d'Ille-et-Vilaine et à l'Inspecteur du Travail.

III. — *Ouvrières de l'Atelier de Construction, 1910.* — Saisi d'une demande de même nature en ce qui concerne les salaires des ouvrières de manufacture, M. Grillet fixa après enquête, dans un rapport du 28 novembre 1910 au Préfet d'Ille-et-Vilaine, le salaire minimum des ouvrières d'industrie effectuant des travaux analogues aux travaux effectués par les ouvrières de l'Arsenal à 18 fr. 60 par semaine ou 3 fr. 10 par jour (0 fr. 31 à l'heure).

IV. — *Ouvriers et Ouvrières du Magasin Central d'Habillement et du Campement et du Parc à Fourrages (1910).* — Enfin le même rapport fut transmis, sur la demande du Syndicat au Préfet d'Ille-et-Vilaine, aux ouvrières du Magasin central qui recevaient jusqu'à cette date des salaires respectifs de 2 fr. 25, 2 fr. 50 ou 2 fr. 75 par jour.

V. — *Syndicat des Employés civils des Etablissements militaires de Rennes.* — Le 8 mai 1910, le Syndicat des employés civils de l'Arsenal de Rennes adressait à M. Grillet la lettre suivante :

Monsieur l'Inspecteur,

« L'Administration de la Guerre a ouvert une enquête dans le but d'attribuer à ses agents de maîtrise (chefs d'atelier, contre-maître chef d'équipe) le salaire moyen que l'industrie régionale paie à ces agents pour les emplois assimilables. Nous vous serions très reconnaissants, Monsieur l'Inspecteur, si vous vouliez avoir la bonté de recevoir deux ou trois membres de notre syndicat que nous avons délégués pour recueillir

lir les renseignements nécessaires, pour mener cette enquête à bonne fin.

Signé : le Président du Syndicat, E. LEGUIN,
20, rue du Puits-Jacob).

A la suite d'une entrevue le 18 mai avec les délégués du Syndicat, M. Grillet établit un document fixant pour la région (industrie privée et ateliers des Chemins de fer de l'Ouest) la situation morale des divers agents de maîtrise ; leur responsabilité, les travaux exécutés, l'importance du personnel sous leurs ordres et le salaire annuel.

L'année suivante, le 17 août 1910, le même syndicat demandait à M. Grillet de bien vouloir, après enquête établir les salaires minimum réels des calqueurs et expéditionnaires.

RÉSULTATS GÉNÉRAUX

1° Les décisions que nous venons très sommairement de rappeler, principalement les décisions des chambres syndicales d'entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord sont à notre connaissance les seules de cette nature qui aient été prises de 1902 à 1904 au moment de l'application de la loi de 1900, par des industriels ou des syndicats d'industriels français.

Ce que l'on peut affirmer sans crainte d'être démenti c'est que les deux départements d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord sont les deux seuls départements français où dès son entrée en vigueur, la journée de dix heures et précédemment celle de dix heures et demie se soit appliquée d'une façon générale, sans réduction de salaire et où les syndicats indus-

trials devant le législateur aient décidé d'appliquer cette nouvelle réglementation même dans les établissements non soumis à la loi.

La conséquence de cet état de choses a été une augmentation générale des salaires des ouvriers du bâtiment dans ces deux départements. Il faut remarquer en effet que lorsque nous disons, ou lorsqu'une décision patronale dit : que la journée de dix heures s'appliquera sans réduction de salaire, cette expression est inexacte puisque, en réalité, la conséquence de cette formule est une augmentation du salaire annuel de l'ouvrier.

Nous l'avons déjà indiqué lorsque nous avons étudié les conditions d'application de la journée de 10 heures à Saint-Malo ; nous allons le montrer ici d'une façon plus complète.

Prenons comme exemple un ouvrier recevant 40 centimes à l'heure avec la journée de 11 heures. Son salaire journalier est de 4 fr. 40. Pour qu'il continue à recevoir le même salaire journalier le salaire à l'heure devra être porté à 0 fr. 44 avec la journée de 10 heures.

Or voici ce qui résultera de cette augmentation au point de vue du salaire annuel. Pendant 150 jours d'hiver pendant lesquels l'ouvrier du bâtiment ne peut effectuer en raison des intempéries, de la faible longueur du jour, que 8 à 10 heures de travail, selon les périodes, il reçoit un salaire journalier de 8 à 10 fois 0 fr. 44 au lieu de 8 à 10 fois 0 fr. 40 qu'il recevait antérieurement. D'où un bénéfice journalier de salaire supplémentaire, de 0 fr. 32 à 0 fr. 40 par jour et de 48 à 60 francs pour toute la période d'hiver.

En été à raison des autorisations qui peuvent être

accordées à l'entrepreneur, le même ouvrier peut effectuer 11 heures de travail journalier pendant 90 jours, chaque année. Mais alors qu'antérieurement à la décision relative à l'application de la journée de 10 heures sans réduction de salaire, l'ouvrier recevait son salaire normal journalier de 4 fr. 40 pour 11 heures de travail il recevra actuellement le même salaire journalier de 4 fr. 40 pour les 10 premières heures plus 0 fr. 44 pour l'heure supplémentaire. Le gain total pourra donc atteindre 40 francs pour 90 jours par an. Dans l'hypothèse où la durée de la journée serait portée à 12 heures pendant la dérogation (ce qui ne se pratique que dans la région de Saint-Malo) le gain total pendant la dérogation atteindrait 80 francs.

En résumé le seul fait que la journée de 10 heures était appliquée dans la section d'Inspection du Travail de Rennes (Ille-et-Vilaine et Côtes-du-Nord) sans réduction de salaire, entraînait pour tous les ouvriers du bâtiment et pour les ouvriers de toutes les professions qui subissent des variations dans la durée du travail (chômage et périodes de plus grande activité) comme les coupeurs en chaussures, etc., une augmentation de salaire annuel variant entre 88 et 140 fr. par ouvrier.

C'est là un résultat qu'il convenait de faire ressortir.

De l'avis d'ouvriers et de personnalités diverses très au courant de cette question il y a lieu de fixer à 450 ou 500.000 francs au moins les augmentations annuelles de salaire qui ont été la conséquence, pour les seuls ouvriers du bâtiment et seulement pour les villes de Rennes, Saint-Brieuc, Redon, Guingamp, Saint-Malo, Saint-Servan, Paramé et Dinard, des expérien-

ces et des conférences de M. Grillet, ainsi que des décisions syndicales dont elles ont été suivies.

II. — La Loi du 30 mars 1900 et la journée de 10 heures au Palais Bourbon

Les décisions des Chambres syndicales des entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord, en dehors de leurs résultats au point de vue de la situation des ouvriers de la région, eurent un autre résultat également fort important et qu'il ne nous est pas permis de passer sous silence.

Nous avons vu précédemment qu'à la suite des conférences des 18 mars 1902 (Rennes) et 10 juillet 1902 (Saint-Bricuc), ces deux syndicats patronaux avaient séparément et à l'unanimité décidé :

D'appliquer la journée de dix heures et demie dans tous les établissements des membres des syndicats et à tous les travailleurs sans exception, alors même qu'il n'y serait pas employé d'enfants de moins de 18 ans.

Nous avons vu également que, dans d'autres régions de la France, l'application de la journée de 10 heures et demie avait au contraire provoqué les protestations des syndicats patronaux (non éclairés sur les conséquences de l'application de la loi de 1900) et déterminé des grèves, par suite de la réduction des salaires qu'elle avait entraînée pour les ouvriers.

Il en résulta dans tout le pays une agitation considérable dont il y avait d'autant plus lieu de tenir compte qu'elle paraissait l'expression de l'opinion générale de l'industrie française, les décisions votées à

Rennes et à Saint-Brieuc, appliquées immédiatement n'étant pas encore connues au dehors de la région. C'est alors que M. Lhopiteau demanda à interpellier le gouvernement sur l'application de la loi de 1900. Il y avait tout lieu de croire au moment du dépôt de la demande d'interpellation qu'à la suite des débats la loi de 1900 serait modifiée : c'eût été une très grande faute, et après un recul de sept années il est facile de s'en rendre compte.

Il n'y avait qu'un seul moyen d'éviter toute modification de la loi ; c'était de faire connaître à M. le Ministre du Commerce qu'à côté des industriels qui protestaient contre la loi, il était d'autres industriels non moins soucieux de leurs intérêts et qui cependant non seulement appliquaient la loi sans réduire le salaire de leurs ouvriers, mais qui, encore, l'appliquaient dans des chantiers ou ateliers échappant de par leur nature à toute réglementation.

C'est à cette tâche que s'attacha M. Grillet. Dès le mois d'août 1902, à la veille de l'Assemblée générale constitutive de la Fédération des syndicats patronaux du bâtiment du Nord-Ouest de la France, il soumit au Président du Syndicat des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine un projet de demande de dérogation pour les travaux en plein air (bâtiment), demande destinée à être adressée par le futur bureau de la Fédération au Ministre du Commerce. Cette demande devait au préalable être approuvée par l'Assemblée générale des syndicats patronaux de la Fédération.

Approuvée à l'unanimité par l'Assemblée générale constitutive de la Fédération du Nord-Ouest (26 septembre 1902), cette demande fut adressée ensuite à M. Grillet par le Président du Syndicat des Entrepre-

neurs d'Ille-et-Vilaine, élu à Angers président de la Fédération et transmis immédiatement au Ministre du Commerce. Ce fut cette lettre qui servit de base à l'argumentation du Ministre du Commerce, M. Georges Trouillot, dans sa défense de la loi du 30 mars 1900. lors de l'interpellation Lhopiteau (21 novembre 1902).

Voici la réponse de M. le Ministre (1) :

Monsieur le Ministre du Commerce et de l'Industrie..... « Mais encore une fois j'indique qu'il ne faut pas exagérer l'importance des protestations qui se sont produites ; j'ai entre les mains une délibération intéressante, qui est de nature à frapper quelques-uns de ceux qui manifestaient fort vivement tout à l'heure leurs inquiétudes au sujet de l'application de la loi et dans laquelle la fédération des syndicats patronaux du bâtiment du Nord-Ouest de la France, exprime sa satisfaction des dispositions protectrices contre lesquelles on dirige tant d'attaques. Je ne lis pas cette lettre toute entière, j'en extrais les passages principaux.

« M. le Ministre, m'écrit-on, au nom de la Fédération des Syndicats patronaux du bâtiment du Nord-Ouest de la France, nous venons vous prier de bien vouloir étendre à toutes les corporations du bâtiment le bénéfice des dérogations prévues par les articles 7 de la loi du 2 novembre 1892 et 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié. Actuellement, depuis le décret du 4 juillet 1902, les maçons et les couvreurs peuvent obtenir l'autorisation de travailler 12 heures par jour, dans des conditions qui sont spécifiées par la circu-

(1) *Journal officiel*, 22 novembre 1902.

laire ministérielle en date du 3 août 1902, c'est-à-dire pendant 90 jours annuellement.

Nos chantiers de maçonnerie et de couverture ayant, suivant les régions, de mai à septembre, leur période de plus grande activité, la dérogation qui nous est accordée nous permet donc de parer à tous les besoins.

D'ailleurs, dans les paragraphes 3, 4 et 5 de votre circulaire du 3 août précité, vous avez nettement et parfaitement établi, Monsieur le Ministre, quelles étaient les raisons qui militaient en faveur de la mesure que vous veniez de prendre.

1° Influence du froid interrompant les travaux l'hiver, d'où il résulte une activité considérable durant la belle saison ; 2° effet des troubles atmosphériques obligeant pendant la période de grande activité d'interrompre les travaux pendant le mauvais temps ou de les prolonger en cas de menaces d'intempéries.

Mais, à notre avis, ces deux raisons s'appliquent avec la même force à tous les travaux du bâtiment (menuiserie, peinture, charpente, serrurerie, etc., etc.), qui ont entre eux une corrélation certaine et absolue, qui rend toutes solidaires entre elles les différentes corporations du bâtiment. »

Puis j'appelle l'attention de tous mes collègues sur les passages que je vais lire et qui tiennent de leur origine une importance particulière ; — la lettre continue ainsi :

« Une solution favorable sera, croyons-nous, Monsieur le Ministre, le moyen d'arriver sans de trop vives récriminations à l'application stricte de la journée de dix heures au printemps de 1904. La majeure partie des industriels de notre région désire l'application

uniforme et générale de cette journée de 10 heures, sous la seule réserve que le législateur veuille bien nous accorder le moyen de parer aux commandes urgentes et aux travaux pressés. La Chambre syndicale des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine comprenant 600 membres et 12.000 ouvriers a approuvé nettement, comme vous le savez, en Assemblée générale, le principe de la réduction de travail (mars 1902), la Chambre syndicale des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord a suivi son exemple (juin 1902) et a invité tous ses membres à appliquer la journée de dix heures sans réduction de salaire.

Ces exemples vous permettront de juger, Monsieur le Ministre, que notre demande n'est pas dictée par un sentiment de pur égoïsme, mais par la conscience que nous avons de servir les intérêts si importants du prolétariat en même temps que les intérêts vitaux de l'industrie. »

« On voit, Messieurs, par cette lettre, que j'ai eu raison de mettre la Chambre en garde contre l'exagération du mouvement de protestation dont on a parlé. C'est au nom de l'industrie qu'ils représentent autant qu'au nom des ouvriers eux-mêmes, que les patrons demandent l'application de la loi de 1900 ».

.
M. VIOLLETTE. — D'accord avec MM. Andrieu et Chamerlat, je ne vois aucune difficulté à rédiger ainsi notre ordre du jour :

« La Chambre approuvant les déclarations du Gouvernement et comptant sur lui pour appliquer la loi dans sa lettre et dans son esprit, passe à l'ordre du jour ».

.

M. LE PRÉSIDENT. — Voici le résultat du dépouillement du scrutin :

Nombre de votants	317
Majorité absolue	159
Pour l'adoption	290
Contre	27

La Chambre des Députés a adopté.

Ce simple extrait du *Journal Officiel* proclame bien toute l'importance de la lettre précédente de la Fédération du Nord-Ouest et des décisions prises par les Chambres syndicales des Entrepreneurs d'Ille-et-Vilaine et des Côtes-du-Nord.

Il montre de plus que, en dehors du premier résultat que ces décisions ont eu de faciliter l'application de la journée de dix heures dans la région, ces décisions et leurs conséquences ont très probablement empêché qu'un vote de la Chambre vint le 21 novembre 1902 détruire l'économie de la loi du 30 mars 1900.

2°. — Du rôle de l'Inspection du travail dans l'application de la loi de 1906.

Jusqu'à la promulgation de la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, seuls, les enfants de moins de 18 ans, les filles mineures et les femmes de tout âge étaient assujettis à l'obligation de ne pas travailler plus de 6 jours par semaine dans les établissements industriels. Le jour fixé pour le repos hebdomadaire était fixé par le patron (loi du 2 novembre 1892, article 5).

La loi du 13 juillet 1906 a établi l'obligation du repos hebdomadaire pour tous les ouvriers et employés du commerce et de l'industrie, quel que soit leur sexe ou leur âge et a fixé au dimanche le jour du repos, en laissant toutefois à certains établissements désignés par la loi (article 3), les règlements d'administration publique (décret du 14 août 1907 modifié) ou les arrêtés préfectoraux (article 8 de la loi du 13 juillet 1906) la faculté de donner le repos soit un autre jour que le dimanche pour tout le personnel, soit par roulement, etc.

Pour les établissements astreints à donner le repos hebdomadaire le dimanche, il ne s'est produit en général aucune difficulté. En ce qui concerne l'industrie, la loi n'a fait en général que sanctionner une situation de fait, la plupart des établissements industriels ordinaires n'occupant pas le personnel le dimanche. Donc pas de changement dans la situation patronale ou ouvrière.

En ce qui concerne le commerce, le magasin étant fermé le septième jour, ou tout au moins le patron n'employant pas ce jour-là son personnel, il n'a pas eu à subir pour le jour de repos des frais d'employés supplémentaires destinés à remplacer ses employés habituels en congé hebdomadaire. Le patron a donc continué à payer ses employés le même salaire que précédemment et à leur assurer les mêmes avantages (nourriture, logement).

L'expérience de quatre années montre d'ailleurs que les achats du dimanche s'étant répartis sur les six autres jours de la semaine, en général sur les deux derniers jours, l'application de la loi n'a pas causé de dommages sensibles au commerçant malgré la con-

currence faite le dimanche par les petits établissements n'employant que le patron et les membres de sa famille.

Il n'en a pas été de même pour les établissements admis à donner le repos par roulement. Dans un établissement employant six ouvriers ou employés, le patron pour le faire fonctionner 7 jours par semaine et donner néanmoins à chaque employé un jour de repos hebdomadaire a dû embaucher un ouvrier supplémentaire. De cette façon, il y eut chaque jour un employé en congé et six ouvriers au travail.

Le salaire de l'employé supplémentaire constitue donc pour le patron une augmentation de $1/6$ de ses charges antérieures.

Il a donc dû venir à la pensée et, en réalité il est venu à la pensée d'un grand nombre de chefs d'établissements autorisés à donner le repos par roulement l'idée de faire supporter aux employés primitifs l'augmentation des charges résultant de l'emploi d'un personnel supplémentaire.

Dans le cas même où la faible importance de l'établissement a rendu inutile ou impossible l'emploi d'un personnel supplémentaire, le chef d'établissement a été frappé par un seul point : c'est qu'il n'avait pas à payer son employé ou ouvrier pour six jours de travail, le même salaire que pour 7 jours. Ce fait s'est produit notamment dans la boulangerie, la menuiserie, l'industrie hôtelière, la pâtisserie, la boucherie, etc.

Dans la boulangerie, par exemple, le patron bien qu'ayant embauché son ouvrier à la semaine (42 fr.) pour 7 jours de travail par exemple, n'a plus voulu, après l'application de la loi du 13 juillet 1906, lui remettre que le salaire proportionnel à six jours de tra-

vail, soit 36 francs par semaine dans l'exemple précédemment choisi.

Il en est résulté dans beaucoup de corporations et dans beaucoup de localités de l'agitation dans les milieux ouvriers.

Il y avait là d'ailleurs une violation manifeste du contrat antérieur de louage existant entre le patron et l'ouvrier ; en effet, tant que ce contrat n'est pas dénoncé par l'une des parties contractantes il continue à produire ses pleins effets quelles que puissent être les modifications apportées à la législation du travail et l'augmentation des charges du patronat.

Il y avait dans ce fait une opposition flagrante avec l'esprit de la loi de 1906. Les besoins de l'ouvrier n'ont pas diminué par suite de l'obligation où il se trouve de se reposer un jour par semaine, et qu'il travaille six jours ou qu'il travaille 7, il doit néanmoins subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille pendant sept jours par semaine. C'est la même situation qui s'est présentée lorsque la durée de la journée de travail est passée de 12 heures et 11 heures à 10 heures par suite de l'application de la loi du 30 mars 1900.

Il s'est agi là évidemment d'une lourde charge pour les industriels et les commerçants, une augmentation de 1/6 des frais du personnel ouvrier et employé n'est pas négligeable. Une expérience de quatre années nous montre en effet quelle a été sa répercussion sur l'augmentation du coût de la vie (1).

Nous pensons toutefois que dans bien des cas une

(1) A cette cause il y a lieu d'ajouter également les charges résultant de l'application de la loi sur les accidents du travail.

organisation meilleure du travail a permis de réduire cette augmentation des charges due à l'application de la loi de 1906.

Quoiqu'il en soit, là, comme dans l'application de la journée de dix heures, l'Inspection du Travail avait un rôle intéressant à accomplir en essayant de faire admettre par le monde industriel et commercial, le principe de cette augmentation des charges, entièrement à la charge du patron, le salaire mensuel ou hebdomadaire de chaque ouvrier ou employé ne subissant pas de diminution du fait de l'application de la loi.

A Rennes, dans diverses circonstances, M. Grillet a été assez heureux pour obtenir des industriels placés dans cette situation le maintien du salaire mensuel pour tout le personnel.

Minotiers. — En septembre 1906, les minotiers d'Ille-et-Vilaine avaient demandé au Préfet l'autorisation de donner à leur personnel le repos par roulement. Le syndicat ouvrier, par un ordre du jour motivé adressé au Préfet d'Ille-et-Vilaine repoussa la demande des patrons minotiers et demanda le repos du dimanche. En présence de cette décision ouvrière, le Préfet allait rejeter la demande patronale, ce qui aurait causé le plus grand préjudice aux ouvriers, aux industriels et aux consommateurs.

Il faut reconnaître en effet que ni les ouvriers ni les industriels n'avaient étudié la question sur toutes ses faces et qu'en particulier les industriels n'avaient pas su donner à l'appui de leur demande des arguments irréfutables. Ils s'étaient contentés de faire ressortir le préjudice qui leur serait causé par la fermeture des

minoteries et des moulins pendant vingt-quatre heures par semaine.

La question était beaucoup plus complexe et sa solution intéressait à la fois les ouvriers, les consommateurs et les industriels.

L'Ille-et-Vilaine et toute la Bretagne est un centre important pour la minoterie. Cela est dû : 1° à la densité de la population (de 600 à 650.000 habitants pour chacun des départements bretons); 2° à ce fait que, de moins en moins le cultivateur daigne s'astreindre à cuire lui-même son pain, plus de 80 % des habitants des communes rurales et des hameaux achètent leur pain ou font cuire leur pain chez le boulanger. Dans plusieurs localités, à Plumaugat, par exemple, les boulangers ne reçoivent plus la farine provenant des moulins à meules pour les convertir en pain, ils n'acceptent de leurs clients cultivateurs que la farine des minoteries à cylindres.

Les établissements importants de la région sont installés de façon à produire de 150 à 400 quintaux par 24 heures, selon leur importance propre et cette production est régulière pendant toute la semaine d'un bout de l'année à l'autre.

Dans les mêmes conditions, les minoteries de plus faible importance produisent 40, 50, 60, 80 ou 100 quintaux de farine par 24 heures. A Rennes, pour cinq établissements, la production journalière dépasse 1.200 quintaux par 24 heures.

L'établissement du repos hebdomadaire, le dimanche, entraînant l'obligation de laisser chômer l'usine 24 heures par semaine, aurait eu pour résultat de réduire de $\frac{1}{7}$ la production de toutes les minoteries de la région.

La consommation régionale, non seulement restant la même, mais encore ayant tendance à s'accroître par suite de la disparition lente mais continue des petits moulins à meules, de la diminution de la consommation du sarrazin et de la bouillie d'avoine, il aurait donc été nécessaire pour combler le déficit de faire venir d'autres régions de la France, des quantités de farine correspondant à la diminution de la production générale. Or si, dans toute la France, l'industrie de la meunerie est organisée d'une façon à peu près analogue, il existe néanmoins plusieurs grands établissements installés et aménagés pour produire de 5 à 6.000 quintaux par 24 heures et qui n'en produisent actuellement que la moitié plus ou moins, parce que les frais de transport des farines les empêchent d'aller loin du centre de production chercher des débouchés suffisants.

On conçoit facilement que le marché du blé étant international, le blé revienne à peu près au même prix aux minotiers des diverses régions de la France. Mais la marge pour les bénéfices étant très réduite, le marché de la farine ne peut être que régional, les farines parisiennes, etc., ne pouvant venir à cause des frais de transport concurrencer en Bretagne les farines produites par les minoteries de la région et réciproquement. Il est à remarquer d'ailleurs qu'il ne peut y avoir un grand écart entre les cours des farines dans les différentes régions, car s'il se produisait des différences sensibles, cela arriverait à compenser la perte due aux frais de transport.

Les divers marchés régionaux se régularisent donc mutuellement.

Les débouchés pour une minoterie déterminée se

trouvent donc, à de rares exceptions près, dans le département et les départements limitrophes.

Avec la fermeture des minoteries le dimanche, le déficit dans la production des petites minoteries et des minoteries moyennes (déficit de $1/7$) pourrait donc être seulement comblé par l'augmentation de la production des grandes minoteries qui ne produisent actuellement que 40 à 60 % de la production maxima qu'elles pourraient atteindre.

Les conséquences de cette situation auraient été les suivantes :

Développement des grandes usines au détriment des minoteries de la région ;

Augmentation du prix de vente des farines majoré des frais de transport pour 300, 400 ou 500 kilomètres ;

Augmentation du prix du pain ;

Diminution des bénéfices industriels et probablement, comme conséquence, diminution des salaires.

En outre, le repos par roulement avait pour résultat de diminuer le chômage en déterminant l'embauchage dans chaque minoterie moyenne de 1, 2 ou 3 ouvriers supplémentaires pour faire le roulement. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, en se plaçant au point de vue ouvrier, que si une grande minoterie emploie une moyenne de 1 ouvrier par 100 quintaux de production, cette proportion est de 1 ouvrier par 20 quintaux pour une minoterie moyenne produisant 400 quintaux par jour, de 1 ouvrier par 10 ou 12 quintaux pour une minoterie produisant 50 à 80 quintaux ; enfin de 1 ouvrier pour 5 ou 8 quintaux pour un petit moulin à farine. L'intérêt ouvrier est donc le développement des petites et moyennes minoteries.

A l'unanimité, le syndicat ouvrier admet ces nouveaux principes et par un ordre du jour il demanda à l'administration préfectorale d'accorder aux minotiers d'Ille-et-Vilaine le repos par roulement.

De leur côté, les minotiers, à la demande de l'Inspecteur du travail avaient décidé — si le repos par roulement leur était accordé, — de maintenir le même salaire pour 6 jours que pour 7 (110 et 120 francs par mois) et d'accorder le repos de 36 heures par semaine, de telle sorte que chaque ouvrier ne fasse que six postes de dix heures à 11 heures par semaine, ou 12 postes pour 14 jours. Les engagements pris par les minotiers à cette époque ont été scrupuleusement tenus.

Usine à Gaz de Rennes. — Les chauffeurs de l'usine à gaz de Rennes recevaient avant l'application de la loi 4 fr. 50 de salaire journalier et ils travaillaient 7 jours par semaine. Leur salaire mensuel variait donc entre 135 francs (mois de 30 jours) et 139 fr. 50 (mois de 31 jours). L'établissement immédiat du repos hebdomadaire par roulement avait pour résultat une perte réelle de 18 francs à 22 fr. 50 de salaire par mois (4 ou 5 jours de repos).

L'Inspecteur du Travail fut assez heureux pour convaincre le Directeur de l'obligation morale où se trouvait la Compagnie de maintenir le salaire mensuel de chacun des 17 chauffeurs. Une organisation un peu différente du travail permit de trouver dans le personnel habituel des manœuvres les 3 hommes nécessaires au roulement et, en novembre 1906, le Directeur annonçait à l'Inspecteur du Travail que les chauffeurs recevraient tous le salaire mensuel de 135 francs.

CHAPITRE III

CONCILIATION ET ARBITRAGE DANS LES CONFLITS DU TRAVAIL

ETUDE CRITIQUE

Actuellement, l'Inspection du Travail de même que l'Inspection des mines n'a aucun rôle à remplir en cas de grève. Officiellement l'Inspecteur du Travail doit se tenir à l'écart en cas de conflit. Jusqu'à la grève il a pu inspecter l'usine, à partir de la grève il doit attendre la reprise du travail pour exercer à nouveau sa mission d'inspection.

Nous pensons qu'il y a là une lacune de la législation, lacune qui s'explique très facilement si l'on rapproche de la date de la promulgation de la loi sur la conciliation de l'arbitrage (27 décembre 1892) la date de la réorganisation du service de l'Inspection (2 novembre 1892), lacune qui s'explique plus facilement encore si l'on veut bien se rappeler que cette loi du

2 novembre 1892, qui constitue la charte du service de l'inspection du travail dans les établissements industriels, ne réglemente que le travail des enfants de moins de dix-huit ans, des filles mineures et des femmes de tout âge. Un très grand nombre d'établissements, ateliers et chantiers et établissements commerciaux échappaient à toute réglementation, et un nombre considérable d'ouvriers (tous les hommes de plus de 18 ans) n'étaient pas protégés par la loi.

C'est peu à peu seulement que des lois nouvelles vinrent soumettre au contrôle du service de l'Inspection, tous les établissements industriels (loi du 12 juin 1873) sur l'hygiène et la sécurité du travail) puis tous les commerciaux (loi du 11 juillet 1903 sur l'hygiène et la sécurité) et étendirent la protection légale d'abord à une partie des travailleurs adultes (loi du 30 mars 1900 sur la durée du travail) dans les établissements industriels à personnel mixte) et enfin à tous les travailleurs du Commerce et de l'Industrie (loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire).

Depuis vingt ans, le champ d'action du service de l'inspection a donc été presque décuplé.¹

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage est confiée entièrement au juge de paix en cas de différends d'ordre collectif portant sur les conditions du travail, c'est au juge de paix du canton que doivent s'adresser les patrons, ouvriers ou employés, soit ensemble, soit séparément pour obtenir la réunion du Comité de Conciliation, et à défaut d'entente dans ce comité, d'un comité d'arbitrage auquel seront soumises les questions qui les divisent. En cas de grève, c'est encore au juge de paix à défaut d'initiative de la part des intéressés, à provoquer la

constitution de Comité de conciliation ou d'arbitrage chargé d'obtenir la solution du conflit.

Il ne semble pas malheureusement, malgré ces dispositions judicieuses, que la loi du 27 décembre 1892 ait produit les résultats dont il y ait lieu de se féliciter.

Pendant l'année 1905, sur 830 grèves déclarées, l'application de la loi d'arbitrage a été constatée dans 246 différends, mais il est regrettable que pour cette année le *Bulletin de l'Office du Travail*, où nous puissions ces renseignements, n'indique pas pour ces 246 différends l'importance du personnel intéressé dans le conflit. En général, les recours à la conciliation ont eu lieu dans des grèves à personnel restreint.

Sur les 246 recours à la conciliation, 16 ont été formés avant la cessation du travail, et 103 différends ont été terminés par les comités de conciliation (96) ou d'arbitrage. La proportion des recours à la conciliation ou à l'arbitrage au nombre total des grèves a donc été de 29,64 % en 1905. Cette proportion avait été de 24,07 en 1904 et de 23,97 dans les douze premières années de l'application de la loi.

Enfin le pourcentage des affaires solutionnées par les comités de conciliation ou d'arbitrage par rapport au nombre total des grèves déclarées a été en 1905 de 12,33.

Mais à côté de ces chiffres, il y a lieu de placer les chiffres suivants.

A côté des résultats dus en 1905 à l'application de la loi du 27 décembre 1892, 87 grèves ont été terminées par l'intervention de fonctionnaires d'ordre administratif, 14 par l'intervention de ministres, députés, conseillers généraux ou d'arrondissement, enfin 114 ont

été solutionnées directement par les syndicats ou les unions de syndicats professionnels, sans interventions étrangères.

Pendant l'année 1910, les résultats de l'application de la loi du 27 décembre 1892 ont été les suivants :

MOIS	Grèves déclarées	GRÈVES TERMINÉES par			TOTAL	APPLICATION de la loi du 27 décembre 1892		
		Réussites	Transactions ou réussites partielles	Échecs		Réussites complètes ou partielles	Échecs	TOTAL
Janvier ..	76	10	24	20	54	4	2	6
Février ..	58	5	25	20	50	2	»	2
Mars	153	27	58	46	131	4	6	10
Avril	167	34	63	38	135	5	2	7
Mai.....	146	44	67	45	156	6	3	9
Juin.....	164	37	97	58	192	9	5	14
Juillet ..	136	30	80	56	166	10	5	15
Août	149	11	44	61	116	3	6	9
Septembre	135	25	61	61	147	11	2	13
Octobre ..	123	26	64	56	146	6	3	9
Novembre	70	18	40	60	118	3	4	7
Décembre	70	17	29	42	88	4	2	6
TOTAUX..	1449	284	652	563	1499	67	40	107

La proportion des recours à la conciliation ou à l'arbitrage au nombre total des grèves déclarées s'est donc élevé pendant l'année 1910 à 7,38 % au lieu de 29,64 % en 1905, 24,07 en 1904, de 23,97 pour les

douze premières années de l'application de la loi. Enfin, le pourcentage des affaires solutionnées par les comités de conciliation et d'arbitrage par rapport au nombre total des grèves déclarées a été en 1910 de 4,62 % au lieu de 12,53 en 1905.

Ces chiffres frappent encore davantage, si en regard des 67 conflits solutionnés en 1910 par la conciliation et l'arbitrage on place les 936 conflits solutionnés avec réussites complètes ou partielles par des fonctionnaires de l'ordre administratif, des parlementaires, des élus, ou solutionnés directement par les intéressés. Les chiffres de 1905 et les chiffres antérieurs à 1905 montraient déjà le peu d'influence de la loi sur la conciliation et l'arbitrage dans la solution des conflits du travail mais que dire des chiffres quatre fois plus faibles de 1910. C'est le contraire de ce qui se passe dans l'application de toutes les autres lois sociales où l'application devient normale en peu d'années. A quoi donc attribuer cet échec, non pas relatif comme on aurait pu le dire en 1905, mais complet de la loi sur la conciliation et l'arbitrage tel qu'on peut le déduire des résultats de 1911.

Sans doute les causes de cet échec sont multiples et il faudrait pour les dégager toute une enquête large et impartiale.

L'une des plus importantes d'entre elles nous paraît résider dans ce fait que les juges de paix, par leurs études, leur recrutement, sont peu préparés à s'occuper des questions de technique industrielle.

Quels que soient le zèle, l'activité, le dévouement même de ces fonctionnaires, ils n'arriveront jamais à forcer la confiance des patrons et des ouvriers en raison de leur ignorance absolue des conditions techni-

ques et économiques du travail industriel et commercial.

Il existe certainement des exceptions fort honorables à cet état de choses mais en général on peut affirmer que le juge de paix est fort mal préparé à remplir dans les comités de conciliation et d'arbitrage la mission qui lui a été confiée par le législateur. Il ne peut donc avoir qu'une autorité toute relative dans ces comités où les intéressés discutent sur des questions qui leur sont étrangères.

Prenons comme exemple le lock-out de Fougères (janvier 1907), où le différend entre patrons et ouvriers avait été suscité par le montage des chaussures à la machine Besten. En dehors des fabricants et des ouvriers, personne, sauf quelques rares unités au courant de toutes les opérations de la fabrication des chaussures n'était capable de suivre attentivement et avec fruit les intéressés dans leurs discussions et de mettre en relief ce que les déclarations patronales ou ouvrières pouvaient avoir de trop absolu.

Il n'en serait pas de même évidemment si cette mission était réservée à l'Inspecteur du Travail, qui connaît les conditions d'exercice des industries soumises à son contrôle et qui est en relations continues avec les chefs d'établissements, avec les ouvriers ou employés et avec les associations patronales et ouvrières.

Sa présence dans un comité de conciliation ou d'arbitrage aurait pour première conséquence de faire disparaître les opinions, les demandes exagérées dans un sens ou dans l'autre. Très souvent, en effet, si les représentants des deux parties sont si intransigeants,

c'est qu'ils savent que personne hors la partie adverse ne peut discuter leurs affirmations.

En attendant qu'il ait reçu du législateur cette mission officielle, l'inspecteur peut toutefois dès à présent s'employer utilement à solutionner certains conflits du travail. Il obtiendra certainement des résultats importants dans cet ordre d'idées si, par une action sociale continuelle, analogue à celle que nous avons décrite dans les deux chapitres précédents par les services rendus aux patrons et aux ouvriers, il a su gagner la confiance des parties du conflit.

Assurément, dans l'état actuel de la législation, cette mission conciliatrice est singulièrement difficile à remplir par l'Inspecteur. Tout d'abord, elle ne peut être qu'officiieuse et doit être engagée de façon à ne pas compromettre l'autorité du fonctionnaire ou du service de l'Inspection.

Mais en outre le pouvoir pour l'inspecteur de dresser procès-verbal augmente les difficultés de sa tâche.

Il est donc nécessaire qu'il exerce sa mission de contrôle avec tact et surtout avec la plus grande impartialité.

Si les industriels rendent hommage à cette impartialité, l'Inspecteur du Travail possèdera l'autorité morale qui lui est indispensable pour remplir un rôle conciliateur ; cette autorité morale lui permettra en outre d'amener les industriels à collaborer à son rôle personnel tel que nous l'avons précédemment exposé, car il faut bien se rendre compte que sans la collaboration consciente des intéressés, des industriels notamment, le rôle social de l'Inspecteur ne peut produire que des résultats insuffisants.

ÉTUDE EXPÉRIMENTALE

Cette mission intéressante n'a pas laissé indifférent l'Inspecteur de la 3^e Section d'Inspection (Rennes), malgré les difficultés que nous venons de faire ressortir. Dans maintes circonstances il a pu exercer une action efficace pour la solution des conflits ouvriers. Quelques exemples montreront ce qu'a été cette action, et surtout montreront ce qu'elle pourrait être.

Grève des ouvriers menuisiers de Saint-Brieuc (1903). — A Saint-Brieuc les ouvriers menuisiers et charpentiers cessèrent le travail dans la dernière quinzaine de juin, sur le refus des patrons de promettre, dès cet instant, d'appliquer la journée de 10 heures au 1^{er} avril 1904, avec le même salaire pour 10 heures que pour 10 heures et demie.

Si cette demande était raisonnable elle était inopportune et surtout sans intérêt.

C'est ce que M. Grillet essaya de démontrer au Président du syndicat ouvrier le 28 juin 1903. Il lui fit observer que l'attitude du syndicat patronal en 1902, au moment de l'application de la journée de dix heures et demie, indiquait suffisamment que les entrepreneurs syndiqués appliqueraient en 1904 la journée de dix heures sans réduction de salaire, ainsi qu'il avait été fait pour la journée de 10 heures et demie (1).

Aussi le bureau du syndicat avait-il été toujours opposé à l'idée de grève. Le 10 juillet 1903, dans une

(1) Voir pages 94 et sq. les documents relatifs à l'application de la journée de 10 heures 1/2 en 1902.

conférence au syndicat des Entrepreneurs, l'Inspecteur avait pu se convaincre que tous les patrons appliqueraient en avril 1904 la journée de 10 heures sans réduction de salaire. Aussi, le lendemain, à la suite d'une conférence faite aux ouvriers sur le même objet (la journée de dix heures en 1904) l'Inspecteur du Travail provoqua une réunion du bureau du syndicat des menuisiers et charpentiers dans laquelle avec l'appui de M. Bourgin, architecte départemental, il démontra que rien ne s'opposait plus à la reprise immédiate du travail, étant donnée la décision patronale.

Le lendemain matin dimanche 12 juillet 1903, l'assemblée générale des grévistes décidait de reprendre le travail. Au mois d'avril 1904 la journée de 10 heures fut appliquée sans réduction de salaire.

Grève des plâtriers de Fougères (1906). — A Fougères, la grève des ouvriers plâtriers fut décidée pour obtenir la journée de 10 heures et une augmentation de salaire (février 1906). A Fougères, les enfants de moins de dix-huit ans sont tous ou presque tous employés dans les fabriques de chaussures ; il est donc très rarement employé d'enfants dans le bâtiment.

C'est ce qui explique pourquoi l'application de la journée de dix heures ne s'était pas ou plutôt s'était mal posée dans cette corporation au mois d'avril 1904.

La grève durait depuis un mois et on n'entrevoyait pas de solution prochaine. C'est alors que M. Grillet résolut d'aller à Fougères pour étudier sur place le moyen de solutionner le conflit. Après de fréquentes entrevues, 15, 16 et 17 mars 1906, séparément avec

les patrons et les ouvriers, l'Inspecteur put obtenir des deux parties des concessions réciproques. Le samedi 17 mars 1906 l'entente était enfin réalisée ; il réunit sous sa présidence les délégués des patrons et les délégués des ouvriers pour approuver définitivement les conditions de la reprise du travail. A 8 heures du soir, le contrat préparatoire fut signé en présence de M. Grillet par les deux secrétaires.

Les ouvriers obtenaient la journée de dix heures ; 3 centimes d'augmentation à l'heure, 75 centimes par jour de frais de déplacement et 75 centimes pour prix des heures de nuit.

A la suite de cet accord, les lettres suivantes furent adressées à M. l'Inspecteur du Travail par les syndicats :

« Fougères, le 28 mars 1906.

« Monsieur Grillet, etc.,

« C'est avec regret que je n'ai pu vous écrire plus tôt car, comme vous le savez, après un mois de grève le travail presse bien fort et je suis indisposé.

Je vous félicite de la loyauté que vous avez apportée dans la discussion de la loi de 10 et 11 heures et de l'augmentation de salaire demandée par les ouvriers menuisiers de Fougères.

La solution soumise aux patrons et proposée aux ouvriers a montré votre intelligence et votre connaissance des questions sociales. La réunion du 17 mars a eu une heureuse issue, la grève est enfin terminée et l'accord signé ; tout marche bien,

Permettez, Monsieur l'Inspecteur, avant de termi-

ner cette lettre de vous exprimer de nouveau avec mon respect, mes remerciements les plus sincères.

Signé : A. COEFFÉ, entrepreneur.

Président du Syndicat des Entrepreneurs.

De son côté, le Secrétaire de la Bourse du Travail de Fougères, écrivait le 19 mars 1906 à l'Inspecteur dans les termes suivants :

Fougères, le 19 mars 1906.

.

Les ouvriers plâtriers me prient de vous transmettre tous leurs remerciements pour la transaction que vous avez défendue en leur nom et que les patrons ont accepté.

Signé : JOUSSE.

Nous pourrions citer d'autres exemples, nous nous contentons des précédents qui établissent la preuve que ce rôle de conciliation de l'Inspecteur du Travail n'est pas une utopie. Le second exemple démontre qu'il est possible à un fonctionnaire de l'Inspection, qu'il lui est même plus facile qu'à tout autre fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire d'arriver à une solution efficace en cas de conflit du travail.

CHAPITRE IV

ACTION POUR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE LA RÉGION

Création de la Société industrielle et scientifique de l'Ouest. — Création de l'Ecole d'Ingénieurs de Rennes. — Etude sur la situation économique de la Circonscription de la Chambre de Commerce de Rennes. — Enquête sur les conditions de la vie des travailleurs, etc.

ÉTUDE CRITIQUE

Il nous paraît difficile d'indiquer sur ce point très spécial quel doit être le rôle de l'Inspecteur du travail pour le développement du commerce et de l'industrie.

Ce rôle est variable suivant les régions:

Nul, dans les régions très industrielles, possédant en nombre considérable des industriels, des ingé-

nieurs continuellement à la recherche des affaires nouvelles, il peut être, au contraire, de quelque importance dans les régions où, comme en Bretagne, l'industrie est encore à l'état naissant. Dans ce dernier cas, en raison même de ses fonctions, de ses déplacements fréquents, de ses relations avec les industriels, l'Inspecteur du travail est très probablement le fonctionnaire, nous dirons même plus, l'homme le plus qualifié, pour se livrer à une étude sur le développement économique de la contrée ; soit qu'il étudie plus particulièrement une industrie qui n'existe pas encore, soit qu'au contraire il se livre à une étude plus générale de certaines industries.

Dans tous les cas la création ou le fonctionnement d'une association industrielle peut présenter au point de vue du développement économique le plus grand intérêt.

Il est un second point qui pourrait également retenir particulièrement l'attention de l'Inspection du travail, il s'agit des enquêtes sur la situation matérielle des travailleurs, sur les conditions de la vie de la famille ouvrière.

La question des logements ouvriers est une des plus importantes à l'heure actuelle. Des progrès incontestables ont été réalisés dans l'hygiène des ateliers, au point de vue de l'aération, de la ventilation, du chauffage, de la propreté des locaux de travail, de la tenue des cabinets ; au contraire il n'en a été réalisé aucun, dans certaines régions pour l'habitation ouvrière, peut-être même s'est-il, au cours des cinquantes dernières années produit un recul.

Et cela est d'autant plus frappant que très souvent l'ouvrier quitte un atelier clair, très aéré, bien tenu,

pour entrer dans un local exigü, privé d'air et de lumière, dans lequel 5 ou 6 personnes parfois couchent et prennent leurs repas. L'hygiène des ateliers n'exercera véritablement d'influence sur la santé des travailleurs que lorsque des dispositions analogues s'étendront aux logements des ouvriers.

Assurément l'influence de l'Inspection du Travail ne sera jamais assez considérable pour qu'il puisse obtenir par son action personnelle une amélioration immédiate des conditions ordinaires de salubrité des logements ouvriers.

Néanmoins il peut exercer dans cet ordre d'idées un rôle important.

Il peut exercer une action sur les ouvriers eux-mêmes en leur montrant qu'un logement sain, propre, aéré est la première et la plus importante des conditions de la vie de la famille ouvrière. Des conditions bonnes ou mauvaises de l'habitation ouvrière dépend la santé physique et morale du travailleur et celle de sa famille.

Si le logement est confortable l'ouvrier s'y plaira ; il y restera le soir après son travail au lieu d'aller au cabaret. Peut-être l'Inspecteur pourra-t-il aussi créer autour de lui un mouvement en faveur de l'amélioration des conditions hygiéniques des habitations ouvrières. Il peut en outre au moyen d'enquêtes faites dans les milieux ouvriers sur les conditions de la vie des travailleurs (logement, nourriture, habillement, apprentissage, salaires, chômage, etc.), enquêtes faites avec la collaboration des syndicats ouvriers, préparer des matériaux très précieux pour une étude complète de la situation économique des travailleurs

et sur les améliorations que la législation peut dès à présent y apporter.

Actuellement, ces documents font défaut, et cela est fort regrettable. Nous ne savons rien de la vie des ouvriers et des employés, car les rares documents que nous possédons ne s'appliquent qu'à des cas particuliers ; ils ont été recueillis dans des conditions sur lesquelles en général nous ne sommes qu'imparfaitement renseignés (1).

Dire en effet qu'un ouvrier gagne 0 fr. 40 l'heure dans telle localité et 0 fr. 50 dans une autre, cela ne présente aucun sens précis puisqu'il est très probable que l'argent n'a pas la même valeur relative dans ces deux villes et que sa puissance d'achat est plus grande là où le salaire est le plus bas : mais dans quelle mesure ? Le cours de l'argent est essentiellement variable avec les régions, puisqu'ici un appartement de 40 mètres carrés représente un loyer annuel de 80 francs alors qu'ailleurs le même appartement représente un loyer de 200 francs.

Mais au contraire dire qu'un ménage ouvrier composé du père travaillant en atelier, de la mère travaillant à domicile et de deux enfants en bas âge gagne tant par an et qu'il dépense annuellement tant pour le logement, tant pour l'habillement, la nourriture, etc., donner la composition exacte des dépenses (nom-

(1) A titre d'indication citons comme modèle du genre l'ouvrage suivant publié par le gouvernement anglais : « *Cost of living in french towns. — Report of an enquiry by the Board of Trade inter Working class rents, Housing and Retail prices, togheter with the rates of wages in certain occupations in the principal industriel towns of France* » (Londres 1909).

bre de pièces, dépense de pain, etc.), cela donnera une idée parfaitement exacte des conditions matérielles de son existence.

Nous estimons que des monographies ouvrières précises, par ville, par région, et par profession seraient excessivement intéressantes et qu'elles seraient pour les économistes sociaux et le Parlement une mine importante de documents.

ÉTUDE EXPÉRIMENTALE

A. — *Création de la Société industrielle et scientifique de l'Ouest.* — Au moment de la création de l'Office régional du Travail de Rennes, l'Inspecteur du Travail avait pensé que cet organisme nouveau au fonctionnement duquel devaient collaborer les syndicats ouvriers pourrait jouer un rôle important dans les enquêtes sur le développement industriel et commercial de la région de Bretagne. Les ouvriers et employés sont en effet les premiers intéressés au développement du commerce et de l'industrie qui a pour conséquence immédiate l'emploi d'un plus grand nombre de bras et le relèvement des salaires.

Mais il n'a pas tardé à se rendre compte que les ouvriers et même les syndicats ouvriers n'étaient pas du tout préparés à cette tâche ; seuls les industriels et les commerçants importants pouvaient sur ce point prêter leur concours effectif, car seuls ils connaissent parfaitement les conditions économiques de la région, ses richesses naturelles, les besoins de leur industrie propre, ses conditions de fonctionnement, et les rapports étroits qui existent entre les diverses

industries régionales les tiennent en général dans la dépendance les unes des autres.

Aussi en présence des résultats négatifs obtenus tout d'abord, M. Grillet a-t-il cru qu'il y avait lieu de confier cette tâche à une association d'industriels seule qualifiée pour la mener à bonne fin.

Telle est l'idée première qui l'a amené à créer l'Association industrielle et scientifique de l'Ouest, fondée sous le patronage des Chambres de Commerce de Rennes, Fougères, Saint-Malo, Laval, Saint-Brieuc, Lorient, etc.

Cette création a rencontré auprès du monde industriel comme auprès de l'Administration préfectorale d'Ille-et-Vilaine et de l'Université de Rennes (Recteur, Doyen de la Faculté des Sciences, professeurs, etc.), le meilleur accueil.

Afin de définir le but poursuivi par l'Association, nous donnons quelques extraits de la première circulaire de propagande.

« La mise en valeur des richesses naturelles de la Bretagne et le développement économique de la région de l'Ouest sont des questions de première importance à l'heure présente. Alors que le pays tout entier est secoué par une activité industrielle prodigieuse, que de tous côtés s'élèvent de nouvelles usines, que de nouvelles industries sont créées, il paraît anormal qu'une grande région comme la Bretagne, le Maine, l'Anjou, l'une des plus riches de la France au point de vue minier, comme au point de vue agricole, laisse inexploitées — si l'on excepte le centre de Nantes — des sources de richesses considérables.

L'étude que vient de publier la Chambre de Commerce de Rennes sur le développement industriel et

commercial de la circonscription au cours de ces 10 dernières années a montré que des initiatives intelligentes pouvaient trouver ici un emploi rémunérateur de leurs facultés. Mais ce progrès économique incontestable qu'on peut évaluer à environ 50 % pour l'ensemble des industries pendant cette période est infime si on le compare au développement pratiquement possible le jour où l'on voudra méthodiquement exploiter toutes les sources de richesse de ce pays. Au point de vue industriel notre région — si l'on excepte quelques points d'action où, comme à Fougères (industrie de la chaussure), à Rennes (industrie du cuir, des soies de porcs, des beurres, de l'imprimerie, du chiffon, etc., — à Laval et ailleurs l'action patiente, réfléchie d'industriels éclairés a donné l'essor à des industries florissantes devançant ainsi le mouvement industriel général qui tôt ou tard ébranlera toute cette partie de l'Ouest de la France, notre région est encore un pays neuf qui, tôt ou tard, assurera une très large rémunération des initiatives qui se produiront dans le domaine économique.

Que manque-t-il aujourd'hui pour qu'il en soit ainsi ? Il manque deux choses que l'Association industrielle et scientifique de l'Ouest de la France a l'ambition très légitime et très haute de réaliser.

D'une part, il est indispensable de dresser un répertoire complet de toutes les richesses de ce pays, telles qu'elles sont connues à l'heure actuelle (chutes d'eau existant ou pouvant être créées, gisements miniers de toutes natures, production agricole, animale et végétale) ; de rechercher par une action permanente, les richesses naturelles inconnues à l'heure actuelle, et de créer un mouvement en faveur d'une

transformation de la production agricole dans un sens plus favorable à l'évolution industrielle ; enfin d'indiquer les méthodes les plus parfaites en l'état actuel de la science d'utilisation de ces richesses de toute nature. Ainsi, la culture du lin si développée dans les Côtes-du-Nord (4.687 hectares en 1906) est presque disparue de l'Ille-et-Vilaine (400 hectares en 1907) non pas à raison de conditions économiques particulières, mais par suite de l'impossibilité pour l'exploitant agricole de faire teiller mécaniquement sa production linière. L'installation de teillages mécaniques et le développement de la culture du lin sont donc deux questions connexes qu'une grande association comme la nôtre, à défaut de l'initiative privée peut solutionner dans l'intérêt de l'agriculture et de l'industrie.

En second lieu, il faut amener les industriels eux-mêmes en tant qu'industriels à reconnaître que rien de ce qui touche au développement économique d'une région ne peut leur être étranger car ce développement aura sur leur industrie propre une répercussion inévitable. Il faut aussi les amener en tant que capitalistes, à s'intéresser à d'autres formes de l'activité industrielle que celle qui, jusqu'à ce jour a concentré toute leur activité ; il faut surtout amener les capitalistes, les fonctionnaires, les rentiers, etc., à considérer que l'industrie en dehors de la rémunération convenable qu'elle assurera à leurs capitaux, rémunération assurée d'ailleurs lorsque l'exploitation est créée sous le patronage de l'élite industrielle de la région, est une des formes de l'activité humaine qui procure à tous, les ressources de jouissances les plus nobles. »

Tel est l'esprit dans lequel est constituée notre association. L'association industrielle et scientifique de la région de l'Ouest a donc pour objet :

1° D'établir un répertoire des richesses naturelles de la région ;

2° De publier des monographies d'industries n'existant pas encore dans ce pays mais susceptibles d'y être créées ; étant donné les productions agricoles, les richesses minières, la proximité des lieux de production des matières premières et de vente des produits fabriqués ; etc.

3° De documenter les exploitants des industries régionales sur le fonctionnement des industries similaires dans d'autres régions de la France ou à l'étranger ;

4° De créer ou subventionner à la Faculté des Sciences de Rennes des laboratoires industriels de recherches ayant pour objet particulier l'industrie régionale ;

5° D'organiser un service de conférences de vulgarisation industrielle ;

6° D'établir un service gratuit pour tous les adhérents de consultations juridiques et techniques ;

7° D'organiser des congrès départementaux et un congrès général annuel dans lesquels seront étudiées et discutées toutes les questions économiques intéressant l'Ouest de la France, ainsi que les questions d'un intérêt général pour le développement de la richesse nationale ;

8° De créer à Rennes une école d'enseignement secondaire et supérieur industriel (Ecole d'Ingénieurs), enseignement approprié aux besoins de la région, etc.

Un organe mensuel : « La Revue industrielle et

scientifique de l'Ouest » créera un lien entre tous les membres de l'Association qui permettra d'assurer dans des conditions convenables l'œuvre de documentation industrielle et de développement économique que nous poursuivons. »

B. — *Création de l'Ecole d'Ingénieurs de Rennes.*

— L'un des buts les plus importants qui fut proposé à l'association scientifique de l'Ouest lors de sa fondation, a été la création à Rennes d'une Ecole d'ingénieurs fonctionnant sur le modèle des Ecoles d'ingénieurs de Lausanne, Zurich et des polytechnicums de l'Allemagne (1).

Si l'on tire une ligne de Lille à Paris, Saint-Etienne et Toulouse, on divise la France en deux parties égales, et la partie de l'Ouest qui comprend près d'une soixantaine de départements ne comprend aucune école d'enseignement supérieur industriel. Rennes, centre universitaire très important avec ses facultés de Droit, de Lettres et des Sciences, avec son Ecole de Médecine et de Pharmacie, l'Ecole nationale d'agriculture, son Ecole régionale des Beaux-Arts, son Ecole d'Architecture, a semblé tout désigné pour devenir le siège d'une Ecole supérieure des Sciences appliquées.

Le plan d'études élaboré par M. Grillet a reçu l'approbation du Doyen et des Professeurs de la Faculté des Sciences, du Recteur d'Académie et de toutes les

(1). Des onze polytechnicums d'Aix-la-Chapelle, Berlin (Charlottenbourg), Brunswick, Carlsruhe, Darmstadt, Dresde, Hanovre, Munich, Stuttgart, Dantzig, Breslau, sortent annuellement près de 3000 ingénieurs.

notabilités industrielles. C'est ce projet de création d'Ecole d'ingénieurs qui a amené à l'Association industrielle le plus grand nombre de sympathies. La Bretagne est en effet une région très riche, l'agriculture et l'élevage y sont fort développés, mais c'est surtout un centre minier de première importance qui jusqu'à ce jour a été à peine exploité. A côté de ses carrières de granit, granilute, diorite, etc, elle possède des gisements de plomb argentifère d'une puissance considérable, des minières de fer dont quelques-unes depuis quelques années sont en pleine exploitation, de l'or, du wolfram, de la stibine, du charbon, etc, etc. Elle constitue pour les ingénieurs miniers un centre de recherches et d'exploitation de première importance. Pour en faire un pays très riche, il ne lui manque plus que deux choses, une association des industriels pour l'étude en commun des questions économiques, une école d'ingénieurs pour la formation des spécialistes qui mettront en valeur avec l'appui de l'Association toutes ces richesses inexploitées.

L'Ecole d'Ingénieurs de Rennes qui s'ouvrira très probablement le 1^{er} novembre 1911, comprendra dès la création les quatre sections suivantes : constructions civiles et travaux publics ; mécanique et électricité ; chimie appliquée à l'industrie ; métallurgie et mines. La durée des cours normaux est fixée à trois années d'études précédées d'une année préparatoire à la fin de laquelle est subi le concours d'admission aux cours normaux.

L'admission aura lieu exclusivement au concours. La sanction des études consistera en un diplôme d'ingénieur de l'Ecole de Rennes avec la mention afférente à sa spécialité. Enfin pendant l'année prépara-

toire et les trois premiers semestres des cours normaux d'études, l'enseignement de l'Ecole sera en grande partie commun aux élèves de toutes les sections, la spécialisation définitive n'ayant lieu qu'au commencement du 4^e semestre, de telle sorte que l'Ingénieur de l'une quelconque des sections, l'ingénieur chimiste par exemple ait en constructions civiles, en mécanique et électricité, etc, des connaissances pour établir lui-même plus tard dans son exploitation la partie architecture, constructions mécaniques et électrique, etc, des projets qu'il devra étudier.

En un mot le programme de l'Ecole peut se résumer ainsi : Connaissances générales de l'art de l'Ingénieur, et l'étude approfondie théorique et pratique d'une partie déterminée.

L'Ecole comme l'Association industrielle est placée sous le patronage de toutes les Chambres de Commerce de la région. Les Chambres de Commerce de Rennes, Laval, Fougères, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Lorient, ont été les premières à accueillir favorablement ce projet.

Les ressources comprendront : une subvention annuelle de la Société industrielle ; une subvention annuelle des départements de l'Ouest et des Chambres de Commerce ; une subvention de la ville de Rennes particulièrement intéressée à ce que le centre intellectuel formé par les Facultés et les Ecoles d'enseignement supérieur devienne un centre complet d'études supérieures ; enfin les frais d'études des élèves ingénieurs.

L'enseignement comprendra deux parties : des cours théoriques faits à la Faculté des Sciences par les professeurs ; des cours théoriques et techniques,

faits par d'autres professeurs choisis parmi les industriels de la région ; des travaux de laboratoire et des travaux pratiques faits soit à la Faculté soit à l'Ecole.

L'organisation de l'Ecole est complétée par la création d'une bibliothèque technique et d'un service d'interrogations hebdomadaires. Pendant les deux dernières années d'études les élèves ingénieurs seront astreints à présenter des projets correspondant à leur spécialité.

Sans doute l'expérience pourra faire apporter des modifications à ce plan primitif, mais tel qu'il est conçu, il paraît susceptible de donner une heureuse solution à la question de l'enseignement supérieur industriel régional.

Étude sur la situation économique de la circonscription de la Chambre de Commerce de Rennes (Rennes 1910).

Le 10 mars 1910, le Préfet d'Ille-et-Vilaine transmettait à M. Grillet une demande de la Chambre de Commerce de Rennes en vue d'obtenir que l'Inspecteur du Travail voulut bien établir pour l'Exposition de Bruxelles (1910) un rapport sur la situation industrielle et commerciale de la circonscription de la Chambre de Commerce. Il lui donnait en même temps connaissance d'une circulaire adressée par le Ministre du Commerce à toutes les Chambres de Commerce de France.

M. Grillet accepta cette mission et le 12 mars il présentait un plan de l'ouvrage qui fut accepté.

Le 21 avril 1910, à la réunion de la Chambre de Commerce à Redon, l'ouvrage était distribué à tous les membres présents.

L'étude de l'Inspecteur du Travail est publiée en deux parties.

Un rapport in-4° de 115 pages contenant une soixantaine de tableaux statistiques ;

Un atlas de 19 cartes de la circonscription, comprenant une carte de la répartition des moteurs à vapeur avec la puissance en chevaux vapeur pour les 4 arrondissements de Rennes, Redon, Montfort et Vitré, et 18 cartes industrielles à raison d'une par industrie ou groupe d'industries indiquant pour chacune d'elles la répartition des usines sur le territoire, leur nature et leur importance respective.

Il suffira pour montrer l'importance économique de ce travail de citer l'analyse qu'en a faite M. Henri Sée, professeur d'histoire à la Faculté des Lettres de Rennes, dans les *Annales de Bretagne* (novembre 1910).

« Le très intéressant rapport qui a été établi par M. Grillet, Inspecteur du Travail à Rennes nous donne des renseignements très précis sur le mouvement économique des arrondissements de Rennes, Redon, Montfort et Vitré. Des statistiques très complètes que contient le rapport, il résulte que l'agriculture, l'industrie et le commerce de cette région se sont développés d'une façon remarquable depuis dix ans. Ces progrès semblent dériver en grande partie de l'extension des voies de communication, dont le rapport nous donne une description très complète et notamment de la création d'un réseau de tramways à vapeur qui se perfectionne d'année en année. Les

statistiques recueillies montrent aussi que le trafic général des chemins de fer et des tramways a fait dans la même période des progrès très rapides, tandis que la navigation fluviale est restée à peu près stationnaire. Etudiant à part les transports de houille l'auteur du rapport montre que la consommation industrielle de la houille à Rennes s'est élevée à 32.000 tonnes en 1899, à 48.500 tonnes en 1909. Cet accroissement et aussi l'augmentation du tonnage des colis postaux (qu'on peut évaluer à 35 %) lui semblent les preuves indéniables du développement industriel et commercial de Rennes.

La deuxième est consacrée à l'étude particulière des diverses industries de la région. Des statistiques et des renseignements très précis qu'on trouvera dans le rapport, il résulte que les industries les plus prospères sont celles qui dérivent de l'agriculture et qui sont en relations avec la production agricole. Au premier rang de ces industries se place la fabrication du beurre, l'industrie des soies de porcs, les cuirs et peaux, le triage et le classage des chiffons. On peut noter aussi un progrès remarquable des fabriques de machines agricoles, et surtout de phosphates et de superphosphates. D'une façon générale, l'industrie de la région rennaise a vu en l'espace de dix ans son trafic augmenter d'une façon très notable de 25 à 80 % suivant les diverses industries.

« Les cartes dressées avec beaucoup de soin indiquent l'importance et la répartition de chacune des industries qui ont été étudiées dans le rapport.

« *Signe* · Henri SÉR. »

Enquêtes sur les conditions de la vie des Travailleurs.

Au moment de la création de l'Office régional du Travail de Rennes, M. Grillet avait préparé deux questionnaires destinés, le premier aux syndicats, le deuxième aux chefs de familles ouvrières, et ayant pour but de recueillir des documents sur les conditions de la vie des travailleurs. (1)

Pour les raisons indiquées dans la partie critique de ce chapitre, il n'a pu être donné suite à ces enquêtes qui pourront être faites seulement avec succès par l'Association industrielle et scientifique de l'Ouest. La publication de ces questionnaires, leur envoi, leur vérification et leur dépouillement nécessitent des frais qui ne pouvaient être supportés par un fonctionnaire quel que soit son dévouement.

La publication, en 1903, de l'un de ces questionnaires dans la revue de la Fédération socialiste de Bretagne n'a donné aucun résultat.

(1). Voir ces questionnaires page 81 et suivantes.

CHAPITRE V

FORMATION PROFESSIONNELLE DE L'OUVRIER

(Création des Ecoles techniques de Rennes et de Vitré. — Création de la Société d'Enseignement technique de la 10^e Région militaire).

ETUDE CRITIQUE

Les mêmes raisons qui permettent à l'Inspection du Travail de jouer un rôle intéressant dans le développement économique de la région, lui permettent aussi de s'intéresser d'une façon particulièrement efficace au problème de la formation professionnelle du travailleur manuel.

Peut-être l'Inspecteur du travail est-il mieux placé que tout autre fonctionnaire y compris les fonctionnaires techniques, mieux placé même qu'un industriel ou un commerçant pour se rendre compte des lacunes de la formation technique et manuelle du salarié, des

conséquences pour la nation toute entière de cet état de choses, de ses causes et des méthodes à appliquer pour y remédier.

Périodiquement il visite les établissements industriels et commerciaux de sa section ; il se rend compte des modifications qui se produisent insensiblement ou brusquement dans l'organisation technique de l'atelier, de l'usine ou du chantier, des variations anormales dans le nombre des apprentis et des enfants qui y sont employés et il a certainement une vue d'ensemble plus exacte de l'état économique de la région qu'un industriel qui connaît d'abord son usine et qui est tenté d'étendre à son industrie tout entière ou même aux autres industries les conclusions qu'il a tirées de la situation de son établissement propre.

Et si les causes qui ont déterminé ces modifications, ces variations, ne lui paraissent pas tout d'abord d'une façon lumineuse, il est certain toutefois qu'il lui est plus facile qu'à tout industriel ou économiste de les dégager et les mettre en valeur.

Il est impossible en un mot que l'Inspecteur du Travail ne soit pas frappé tout le premier des changements apportés dans la vie économique d'une région, et il est permis d'affirmer qu'il lui sera plus facile qu'à toute autre personnalité de faire apparaître les causes qui ont tout d'abord provoqué ces changements. N'est-il pas vrai aussi que l'Inspecteur du Travail — si ces études économiques qui touchent de si près ses fonctions, l'intéressent, — est tout qualifié pour rechercher si un fait constaté est spécial à une usine et n'est par suite déterminé que par un fait particulier, ou bien si, au contraire, il s'étend à tous les établissements de même nature et si, par conséquent

il a été provoqué par une cause générale sur laquelle le chef d'établissement reste sans action.

Prenons par exemple la loi de 1900 et le renvoi des apprentis de certains établissements industriels.

Le problème en 1902 et 1904 était ainsi posé. La loi du 30 mars 1900 ayant réduit à 10 heures par jour la durée maxima de la journée de travail pour tout le personnel des établissements à personnel mixte (hommes, femmes et enfants) un nombre important d'industriels ont renvoyé de leurs ateliers les enfants de moins de 18 ans afin de pouvoir continuer à faire exécuter à leur personnel adulte 11 heures ou 12 heures de travail journalier.

Quelles vont être les conséquences économiques de ces renvois ? Quelles mesures doivent être prises pour empêcher que l'industrie française ait à souffrir des renvois d'apprentis et de leurs conséquences ?

Les patrons ayant renvoyé des apprentis n'ont pas tardé à se rendre compte que la conséquence de cette mesure était à brève échéance la suppression de l'apprentissage dans certaines professions, la diminution de la valeur professionnelle des ouvriers, et une atteinte très grave portée à l'industrie française. Mais chacun a pensé que son voisin continuerait à embaucher les enfants de moins de 18 ans, laissant ainsi au hasard la solution de ce redoutable problème du recrutement dans les professions manuelles des ouvriers qualifiés.

Il y avait mieux à faire.

Le renvoi des apprentis et la suppression de l'apprentissage était-il justifié par des faits ?

On a supposé admis que l'emploi des enfants dans

l'industrie n'était pas possible avec la loi de 1900 et on a proposé les palliatifs suivants :

Suppression complète de la partie de la loi de 1900 en tant qu'elle réglemente le travail des hommes adultes, la journée de dix heures étant applicable seulement aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes de tout âge.

Cette solution qui constituait un recul sur la législation ne pouvait être admise par le Parlement. On s'aperçut vite que si des protestations s'élevaient contre la limitation à 10 heures de la durée de la journée de travail des adultes, il était au contraire des industriels qui demandaient l'application de la journée de 10 heures à tous les travailleurs.

Et cette attitude de nombreux patrons était basée sur ce fait indéniable, expérimentalement démontré, que l'application de la journée de 10 heures n'avait pas apporté de diminution sensible dans la production.

Et c'est là qu'apparaît l'erreur des industriels ayant renvoyé des apprentis.

Au lieu de déterminer tout d'abord par la méthode expérimentale ainsi que cela avait été fait à Rennes en 1902 par l'Inspecteur du Travail, quelle avait été l'influence sur la production de la réduction à 10 heures et demie puis à 10 heures de la journée de travail, les patrons avaient continué à faire 11 heures en renvoyant les apprentis.

Les deux attitudes du patronat s'expliquent d'elles mêmes. Là où ils furent laissés à eux-mêmes, ils sont tellement persuadés que la réduction du travail entraînera une réduction dans la production, que pour

eux la question ne se pose même pas ; ils renvoient les apprentis et continuent à faire 11 heures.

Là au contraire, où, comme à Rennes, un économiste social démontre expérimentalement que l'application de la journée de 10 heures, même de 9 heures et demie n'apportera aucune modification dans la production, les patrons appliquent la journée de 10 heures alors même que n'ayant pas d'apprentis ou d'enfants de moins de 18 ans, ils ne sont pas soumis à la loi de 1900.

On voit là d'une façon bien nette quelle peut être dans une région l'influence d'un homme, connaissant parfaitement l'organisation économique, et convaincu que la seule méthode à employer pour la solution des problèmes sociaux et économiques est la méthode expérimentale.

Il en est exactement de même pour l'organisation de l'apprentissage.

L'Inspecteur du travail se rend compte mieux qu'un autre des nécessités de la région et de l'orientation à donner à l'enseignement technique.

Et cette idée est tellement admise aujourd'hui dans les milieux qui s'intéressent au développement de l'enseignement technique que dans toutes les propositions de loi visant son organisation une place importante a été réservée à l'action des Inspecteurs. (1)

Mais pour s'intéresser à l'apprentissage, l'Inspecteur du Travail a d'autres raisons, des raisons professionnelles. Il ne faut pas oublier que si, actuelle-

(1). Voir la proposition de loi déposée le 24 juin 1909 par M. Gustave Dron, député (article 2).

ment, l'Inspecteur du Travail est surtout un fonctionnaire d'ordre technique, chargé de l'amélioration des conditions de sécurité et des conditions d'hygiène du travail il est aussi chargé de l'application de la loi du 2 novembre 1892 et de la protection de l'enfance ouvrière. Il lui est donc impossible de contrôler les conditions physiques du travail des enfants sans se rendre compte des conditions économiques et sociales de ce travail, des modifications qui y sont apportées et de leur répercussion sur l'industrie tout entière.

De là à s'intéresser à la formation technique de l'enfant et aux questions d'apprentissage il n'y a qu'un pas.

Il peut donc paraître intéressant de réserver légalement au service de l'Inspection une part légitime dans l'organisation des cours techniques de perfectionnement.

La légitimité de cette action, les résultats importants qu'elle peut permettre d'obtenir nous sont déjà assurés par les résultats des cours techniques organisés dans les bourses du travail par les Inspecteurs du Travail. Mais il est certain que cette action est variable avec les conditions économiques et le développement industriel de diverses régions ; variable également avec les besoins de la classe ouvrière organisée.

A Rennes, l'Ecole pratique d'Industrie et l'Ecole des Beaux-Arts ont paru rendre moins urgente l'organisation de cours professionnels pour les ouvriers de la ville. C'est certainement une erreur, car il est une foule d'ouvriers qui ne sont pas élèves de l'Ecole pratique d'industrie et qui n'ont jamais fréquenté l'Ecole des Beaux-Arts. Quoiqu'il en soit, les essais ten-

tés par l'Inspecteur du Travail pour organiser des cours professionnels n'ont pas donné de résultat.

Mais par contre, il est une création qu'il est de notre devoir de signaler, aussi bien en raison de son caractère et de la solution nouvelle qu'elle apporte au problème de l'enseignement technique, que des résultats importants obtenus depuis 6 années.

ETUDE EXPERIMENTALE

Le 1^{er} février 1906, l'Inspecteur du Travail de Rennes créait l'Ecole technique d'enseignement professionnel de la Garnison de Rennes. Le 2 décembre 1909, il créait l'Ecole technique de Vitré, fonctionnant sur le modèle de l'Ecole de Rennes.

La création de la Société d'enseignement technique découle des consécutions suivantes :

Il est généralement admis aujourd'hui dans les milieux industriels (ouvriers et patronaux) qu'il y a « décroissance de l'instruction professionnelle de l'ouvrier français ». Cette constatation résulte d'enquêtes nombreuses et notamment de l'enquête faite en 1902 par le Conseil supérieur du Travail. C'est également l'opinion de tous les économistes sociaux qui se sont intéressés à l'éducation professionnelle de la classe ouvrière. Or les diverses solutions expliquées (création des écoles nationales professionnelles et des écoles pratiques d'agriculture, de commerce et d'industrie) ou proposées (création de cours professionnels obligatoires dans les villes où ce sera reconnu nécessaire — projet de loi —) quels que puissent être les importants résultats de leur mise en vigueur, ont le grave inconvénient de laisser en dehors de leur

champ d'application 80 % de la jeunesse française, c'est-à-dire tous les ouvriers des campagnes et des localités de moins de 10.000 habitants environ, la plus grande partie des employés, et tous les agriculteurs. Il y a en effet impossibilité matérielle et budgétaire à créer des cours techniques de perfectionnement en dehors des villes importantes (nombre trop restreint des élèves dans chaque localité, et pour une même profession, impossibilité de recruter des professeurs qualifiés).

Il est néanmoins possible de donner à tous les jeunes français l'enseignement technique qui leur fait défaut, si l'on veut bien considérer que tous passent 2 années de leur adolescence (service militaire) dans un centre intellectuel où les deux conditions nécessaires et suffisantes pour la création de cours professionnels se trouvent réunies (recrutement facile de professeurs de chaque spécialité ; réunion en un même point d'un auditoire suffisant d'ouvriers de chaque profession ou de chaque groupe de professions).

La création et le fonctionnement pendant 4 années scolaires (janvier 1906-juillet 1909) de l'Ecole technique d'enseignement professionnel de la garnison de Rennes (41^e régiment d'infanterie, 7^e et 10^e d'artillerie, 10^e section) a été la démonstration éclatante de l'efficacité de cette solution, puisque pendant l'année scolaire 1908-1909 364 élèves ont suivi régulièrement les cours, 74 ont obtenu le certificat d'études techniques (industrielles, commerciales et agricoles) et 152 ont été jugés dignes de récompenses.

La Société d'enseignement technique de la 10^e Région militaire a donc pour objet :

1^o D'assurer le fonctionnement de l'école technique

de la garnison de Rennes, fondée le 1^{er} février 1906 et d'en permettre le développement rationnel;

2° De créer dans les villes de garnison de la 10^e Région militaire des écoles techniques d'enseignement professionnel organisées sur le modèle de l'école de Rennes et d'en assurer le fonctionnement ;

3° De créer à Rennes une bibliothèque technique (pour les professeurs) ;

4° D'organiser à Rennes une ou plusieurs collections de modèles industriels, modèles de dessin, plâtre, modèles de machines qui seront tenus à la disposition des diverses écoles ;

5° D'organiser à Rennes un laboratoire industriel pour les études expérimentales de mécanique, d'électricité, de technologie ;

6° D'assurer la rédaction et la publication des divers cours professés et la publication des résumés de ces cours, ces cours et ces résumés devant être obligatoirement remis aux auditeurs ;

7° De délivrer aux auditeurs des cours, à la suite d'un examen subi à la fin de la deuxième année de fréquentation, un certificat d'études techniques ;

8° De prêter à l'autorité militaire le concours de ses conférences ;

9° D'organiser pour les auditeurs réguliers des cours, des visites d'usines, d'établissements commerciaux ou d'exploitations agricoles ;

10° D'ouvrir aux apprentis ouvriers et employés de la localité l'école technique d'enseignement professionnel de garnison en dehors des heures où elle est fréquentée par les militaires et créer ainsi des cours de perfectionnement pour les jeunes gens de moins

de 20 ans. Il y aura lieu à cet effet d'installer l'école technique en dehors des locaux militaires;

11° Enfin la Société mettra à l'étude et s'emploiera à faire entrer dans le domaine des réalisations pratiques, la question de l'organisation de l'enseignement technique, à l'école primaire comme œuvre post-scolaire ».

Comment ce programme a-t-il été appliqué ?

Ecole de Rennes fondée le 1^{er} février 1906. — L'Ecole technique de Rennes réunit la première année 56 ouvriers en bois et en fer appartenant tous comme militaires au 41^e régiment d'infanterie. Elle fonctionna régulièrement du 5 février au 25 avril 1906, avec les cours suivants :

- 1° Législation ouvrière et sociale ;
- 2° Tracé de menuiserie et de charpente ;
- 3° Technologie et dessin industriel (fer) ;
- 4° Mécanique appliquée ;

à raison de quatre cours par semaine d'une heure au moins chacun (caserne de l'Arsenal).

Ouverte dans les mêmes conditions le 12 novembre 1906, elle fut transférée le 1^{er} janvier 1907 à la caserne du Colombier et reçut les militaires du 7^e d'artillerie, ouvriers de l'industrie et fut fréquentée par 155 élèves. Du 12 novembre 1906 au 27 mars 1907, il fut fait 76 séances de cours à raison de quatre par semaine.

La troisième année (1907-1908) l'école subit une transformation. A la section industrielle fut annexée une section commerciale pour les employés ce qui porte à 6 le nombre des cours professés, grâce à la création des cours de :

5° Comptabilité technique et pratique ;

6° Sténodactylographie.

Du 11 novembre 1907 au 13 avril 1908, il y eut chaque semaine une moyenne de 237 présents sur un chiffre de 329 inscrits.

Les résultats de cette année ont été les suivants :

126 séances de cours d'une heure au moins chacune ;

83 élèves récompensés dans une distribution solennelle de récompenses ;

57 élèves ayant obtenu le certificat d'études techniques.

Enfin la 4^e année (1908-1909) vit se produire deux transformations importantes dans l'organisation des cours. D'une part les cours furent étendus par décision du Général en Chef et après une demande du Colonel du 10^e d'artillerie au troisième régiment de Rennes et à la section des commis, ouvriers et infirmiers. D'autre part, par suite de l'adjonction d'une section agricole aux deux sections industrielles et commerciales créées précédemment, et le développement des cours, l'organisation des trois premières années fut transformée en une école technique d'enseignement professionnel fonctionnant d'après le programme suivant : (1)

I. — SECTION INDUSTRIELLE

Ouvriers en bois et fer. — 1. — Cours de législation industrielle ouvrière et sociale ; professeur M. Grillet ;

(1) Tableau des cours pour l'année 1910 1911.

Ouvriers en fer. — 2. — Cours de mécanique et d'électricité industrielle ; professeur M. Grillet ;

3. — Cours de technologie et de dessin industriel ; professeur M. Barrier ;

Ouvriers en bois. — 4. — Cours de tracé de menuiserie ; professeurs MM. Raymond et Gislais ;

5. — Cours supérieur de tracé de l'escalier ; professeur M. Gislais.

II. — SECTION COMMERCIALE

Cours commun. — I. — Législation industrielle ouvrière et sociale, professeur M. Grillet ;

6. — Cours de comptabilité, 1^{er} degré, professeur M. Fougères ;

7. — Cours de comptabilité 2^e degré, professeur, M. Claude ;

8. — Cours de sténodactylographie, professeur M. Duval ;

9. — Cours de droit commercial, professeur M. Dominguez.

III. — SECTION AGRICOLE

10. — Cours d'agriculture générale, professeur M. Pic ;

11. — Cours d'hygiène vétérinaire et de maladies des plantes, professeur, M. Ponnay.

Les résultats ci-dessus de chacune des 3 années 1908-1909, 1909-1910 et 1910-1911 montrent l'importance attachée par les auditeurs eux-mêmes, ouvriers, employés et agriculteurs, au fonctionnement régulier de l'Ecole.

Année 1908-1909. — 565 élèves inscrits, 364 ayant

fréquenté régulièrement. — 154 élèves récompensés.
— 74 ont obtenu le certificat d'études techniques.

Du 22 novembre 1909 au 14 mars 1910 il a été fait 152 séances de cours à raison de 3 par semaine (cours numérotés 1, 2, 3, 4, 6, 7, 10 et 11).

Année 1909-1910. — 1.150 élèves inscrits, 550 ont fréquenté régulièrement. — élèves récompensés.
— ont obtenu le certificat d'études techniques.

Du 22 novembre 1909 au 14 mars 1910 il a été fait 176 séances de cours d'une heure au moins chacune, à raison de 11 par semaine.

Année 1910-1911. — 1.100 élèves inscrits, 580 ont fréquenté régulièrement.

Du 7 novembre 1910 au 8 avril 1911 il a été fait 231 cours distincts d'une heure au moins chacun, à raison de 11 par semaine.

Ecole de Vitré. — L'Ecole technique de Vitré fut ouverte le 1^{er} décembre 1909. Dès la première année elle réunit près de 80 auditeurs (1909-1910).

Pendant l'année 1910-1911, elle fonctionna exactement sur le modèle et avec le programme de l'Ecole de Rennes. Dix professeurs assurèrent le fonctionnement régulier des cours du 10 novembre 1910 au 8 avril 1911.

95 élèves ont fréquenté régulièrement.

Action de l'Association. — La Société d'enseignement technique fut fondée surtout pour assurer à l'œuvre des ressources régulières et surtout pour la mettre à l'abri d'une disparition possible le jour où le fondateur serait appelé à une autre résidence.

Le Comité de la Société réunit dans son sein l'élite

industrielle et commerciale de la région. Les Chambres de Commerce de Rennes, Fougères et Saint-Brieuc lui ont accordé, en même temps que leur patronage, une subvention. Enfin elle est subventionnée par le Conseil général d'Ille-et-Vilaine, l'Union du Commerce de Rennes, le Cercle Républicain d'Enseignement laïque d'Ille-et-Vilaine, le Ministère du Commerce. Son budget annuel est d'environ 1.200 francs.

Maintenant qu'une expérience de six années pour le centre de Rennes et de deux années pour la petite garnison de Vitré a montré que la création d'une école technique est possible dans toutes les villes de garnison et qu'elle est assurée d'une fréquentation régulière, la Société va procéder à la création d'écoles de même nature dans toute la région, donnant ainsi pour la Bretagne une solution intéressante du problème de l'enseignement technique.

EXTENSION SOUHAITABLE DU ROLE
DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL
DANS L'APPLICATION DES LOIS SOCIALES

CHAPITRE PREMIER

LE ROLE SOCIAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL A L'ÉTRANGER

L'étude expérimentale que nous venons de terminer et qui forme la première partie de ce travail, se présente comme le résumé de l'action économique et sociale accomplie depuis 10 années à un point de vue strictement privé par l'Inspecteur du Travail de Rennes.

Sans doute ses fonctions officielles lui ont grandement facilité cette action, en le mettant en rapports constants avec les industriels, les commerçants et les travailleurs. Mais il est nécessaire de bien établir et affirmer dès maintenant que l'action de l'Inspecteur de Rennes est une action toute personnelle accomplie en dehors et à côté de son action officielle.

Aussi en cet instant une question se pose.

Cette action économique et sociale doit-elle rester une action purement privée, exercée, ou non, suivant

les régions et selon le tempérament de l'Inspecteur du travail ou de tout autre fonctionnaire.

Ou bien au contraire, y a-t-il intérêt à ce que cette action devienne une action administrative officielle de l'Inspection du travail ou d'un autre corps de fonctionnaire ;

En d'autres termes,

Y a-t-il un intérêt public à organiser méthodiquement cette action sociale et économique,

Y a-t-il en outre un intérêt à en charger plus spécialement le corps des inspecteurs du travail, soit en totalité, soit en partie.

Avant de répondre à cette question il nous paraît opportun de rechercher si dans d'autres pays industriels, la question ne s'est pas posée, et si par suite on n'a pas été amené à développer dans un sens social le rôle des Inspecteurs du Travail, si en France même, à diverses reprises des opinions favorables à cette extension du rôle de l'Inspection du Travail ne se sont pas manifestées.

ALLEMAGNE

Nous trouvons dans les instructions pour la rédaction des rapports annuels du personnel de l'Inspection du travail en Allemagne des données intéressantes qui permettent de qualifier l'œuvre sociale des inspecteurs du travail dans ce pays.

« I. — OBSERVATIONS GÉNÉRALES

« ... Rapports avec les sociétés mutuelles, les patrons et les ouvriers. Participation aux tâches analogues poursuivies par d'autres autorités.

II. — JEUNES OUVRIERS, OUVRIÈRES ET OUVRIERS EN GÉNÉRAL

a. — *Jeunes ouvriers*

« 3° ... Dispositions sur la conduite des mineurs en dehors des fabriques, situation des apprentis, influence du travail industriel sur le développement physique et moral des jeunes ouvriers des deux sexes ; opinions et vœux des patrons et des parents des jeunes ouvriers ;

« 4° Propositions tendant à compléter ou à changer des dispositions en vigueur.

b. — *Ouvrières*

« 3° ... Influence du travail industriel sur le développement physique et la vie morale des ouvrières ; genres d'occupations ; maintien des bonnes mœurs et de la décence, ... opinions et vœux des patrons et des ouvrières.

« 5° Propositions tendant à compléter ou à changer les dispositions en vigueur.

c. — *Ouvriers en général*

« 6° Teneur et promulgation de règlements de travail ;

« 7° Commissions ouvrières ;

« 8° Nombre, causes, étendue et résultats des grèves les plus importantes ; activité des prud'hommes en tant que tribunaux de conciliation ; organisation ouvrière, chômage, bureaux de placement, opinions et vœux des patrons et des ouvriers ;

« 9° Propositions tendant à compléter ou à changer les dispositions en vigueur.

« III. — SITUATION ÉCONOMIQUE ET MORALE DE LA POPULATION OUVRIÈRE. — INSTITUTION D'ASSISTANCE. — DIVERS.

« I. — Alimentation, prix des vivres, chiffres des salaires, vivres, chauffage, etc., fournis par le patron. Sociétés de consommation et institutions similaires.

« II. — Etat des logements. Situation générale des locations, surtout des logements ouvriers. Sous-location, sociétés de philanthropie et sociétés mutuelles pour la construction de logements ouvriers ; octroi de primes de construction, dons gratuits de terrains, etc., par le patron. Subventions accordées par les communes, par les sociétés publiques, aux efforts faits pour l'amélioration des logements ouvriers. Mesures prises pour loger les ouvriers en tournée ou employés temporairement dans telle ou telle localité. Maisons de rapport habitées par les ouvriers, homes pour ouvrières. Vie de famille des ouvriers. Éducation des enfants, efforts tendant à élever le niveau général des ouvriers au point de vue moral et religieux.

« 3, 4 et 5. — Soins donnés aux blessés, aux malades, aux convalescents. Institutions de caisses spéciales et fondation en faveur des ouvriers. Autres institutions d'assistance en dedans et en dehors des fabriques ; participation des ouvriers dans l'administration de ces institutions. »

Il paraît intéressant également de reproduire les prescriptions du règlement de service du 23 mai 1892

pour le personnel de l'Inspection des fabriques en Prusse.

« § 6... Ils (les Inspecteurs du Travail) doivent considérer comme leur tâche principale de constituer un intermédiaire bienveillant et compétent pour la régularisation de l'exploitation et du travail industriels. Les Inspecteurs du Travail doivent prêter un concours égal aux patrons et aux ouvriers pour la défense de leurs intérêts légitimes et essayer par là comme par le caractère général de leur activité officielle d'obtenir la confiance de part et d'autre, confiance qui les met à même de maintenir de bons rapports avec les deux parties entre lesquelles ils se trouvent placés.

« En ce qui concerne le patron, ils doivent aussi, le cas échéant, favoriser l'introduction d'institutions qui ont pour but d'améliorer la situation des ouvriers, soit en dedans soit en dehors de la fabrique.

« ... Il est désirable qu'ils profitent de l'occasion offerte par l'exercice de leurs fonctions, de se renseigner sur les conditions d'existence de la population ouvrière de leur zone d'inspection, et qu'ils se tiennent au courant des changements qui peuvent s'y produire. »

Dans quelles mesures ont été exécutées ces instructions. L'Inspecteur du Travail est-il devenu en Allemagne un organe important de la politique sociale ? Pour répondre à cette question il nous suffira de citer quelques passages du rapport présenté au congrès international pour la protection légale des travailleurs, tenu à Paris au Musée social, du 25 au 28 juillet 1900 par M. Fuchs, inspecteur des fabriques du grand-duché de Bade et rédigé en collaboration avec

le chef de l'Inspection du travail du grand-duché de Bade Gr. Oberregierungsath Dr Worrishoefer.

« Une sphère d'activité étendue et très importante a été créée par les Inspecteurs du Travail parce qu'on les chargeait de donner à leurs rapports, par exemple, le caractère d'une étude sociale. L'intérêt suscité par les rapports annuels des Inspecteurs des fabriques allemandes dans les milieux qui, au point de vue scientifique, politique et philanthropique s'occupent de la question sociale, nous paraît être une preuve de ce que, en général, nos Inspecteurs du Travail ont bien compris le côté de leur tâche qui consiste à renseigner et à informer le public... Le Ministre de l'Intérieur fait remettre à tous les inspecteurs du travail des instructions pour servir à la rédaction des rapports annuels (1). Ces instructions demandent que l'Inspecteur du travail ne se borne pas à constater l'application des dispositions légales mais lui enjoignent encore d'indiquer les diverses lois, leur développement possible, ainsi que les grèves les plus importantes et les tentatives des ouvriers dans la voie de l'organisation syndicale. On demande, en outre, l'examen minutieux de tous les côtés de la condition ouvrière et de la situation sociale des classes des travailleurs. De cette façon l'Inspecteur du travail peut étendre son influence féconde sur les questions suivantes : salaires, durée du travail, organisations ouvrières, alimentation et logement ouvriers, situation générale de la population ouvrière, etc...

« C'est là la tâche la plus difficile et en même temps

(1). Voir plus haut le texte de ces instructions.

la plus importante de l'Inspection des fabriques en Allemagne. Elle doit être, pour ainsi dire, un poste d'observation au point de vue de la politique sociale, du haut duquel on suit attentivement la marche du développement social et l'on communique ses observations à ceux qui y ont intérêt. Il va de soi que le personnel de l'Inspection du travail ne comprend pas au même degré l'importance de cette tâche ni ne suit la même méthode dans l'exécution. Ajoutons toutefois qu'il n'est nullement nécessaire que chaque employé individuellement fasse de l'observation sociale. On finirait évidemment, par distinguer dans l'organisation de l'inspection du travail entre cette double fonction des employés, et si on ne l'a pas fait jusqu'ici, ce n'est nullement un défaut du système allemand.

... L'Allemagne est l'unique pays qui permette à ses inspecteurs du travail de mettre leurs connaissances professionnelles spéciales au service de la politique sociale. »

Et à la fin de son étude M. Fuchs donne les conclusions suivantes que nous ne saurions passer sous silence :

« L'organisation de l'Inspection du Travail n'a évidemment pas encore atteint tout son développement, et avant de toucher son but final elle devra réaliser encore bien des réformes... L'on sait que l'Angleterre a mis plusieurs dizaines d'années à développer son inspection du travail. On peut donc dire que le développement analogue en Allemagne, a été beaucoup plus rapide, d'autant plus que l'inspection du travail avait à résoudre, en Allemagne, des problèmes de

politique sociale bien plus complexes (1). Le but élevé qu'on a proposé d'une façon plus étendue aux seuls inspecteurs allemands explique que pour l'atteindre, on ait parfois pu prendre bien des précautions et suivre des chemins qui ne paraissaient pas toujours les plus directs. Ce n'est pas le côté technique et policier de la surveillance du travail (ces problèmes là ont été, dès le début, résolus en Allemagne aussi parfaitement que dans aucun pays) c'est au contraire l'intervention des questions de politique sociale dans l'activité de nos inspecteurs du travail qui rend indispensable les améliorations indiquées plus haut. Les résultats obtenus jusqu'ici, dans ce domaine, peuvent remplir l'Allemagne d'un légitime orgueil. Elle y verra d'autre part, un stimulant durable à de nouveaux efforts et des réformes continuelles. »

AUTRICHE

Nous trouvons dans l'ouvrage publié par M. Cyr van Overbergh, commissaire d'arrondissement à Cointrai :

(1). Ces idées sont celles également de la « Social démocratie allemande ». Parlant de l'entrée dans l'inspection du travail des ex-officiers, le *Vorwärts*, organe socialiste de Berlin, écrivait ceci : « Les postes d'inspecteurs des fabriques conviennent moins qu'à tout autre à des officiers las du service ou incapables de le continuer. . . . L'Inspection demande une idée des rapports sociaux et économiques. . . d'ailleurs l'Inspecteur devant gagner la confiance des ouvriers, ne peut atteindre ce but qu'à force de douceur, de bonté, d'humanité, d'impartialité, de prudence, et non pas à force de brutalité « soldatesque », de commandement rude d'assaut et d'autres manières militaires semblables qui n'en n'imposent plus du tout aux travailleurs de notre temps ». (Cité par Cyr van Overbergh : *Les Inspecteurs du Travail*, pages 232, 233).

(Les Inspecteurs du travail dans les fabriques et les ateliers) des renseignements fort intéressants sur la mission pacificatrice des Inspecteurs du travail.

« La législation autrichienne dit M. Van Overbergh attache une grande importance à la mission pacificatrice de l'Inspecteur de l'Industrie. L'article 12 de la loi du 17 juin 1883 (1) a toujours inspiré l'action du pouvoir exécutif. On peut dire que l'Autriche est le pays où l'inspection des fabriques a revêtu « ce caractère social avec le plus de force et de perfection. De ce chef l'expérience tentée doit nous arrêter pendant quelque temps. »

« § I. — *L'Inspection et les ouvriers*

Nous demandions un jour à Victor Adler quelle attitude avait pris le parti ouvrier à l'égard des Inspecteurs du travail.

« Les ouvriers, nous répondit-il, leur ont toujours été favorables. Ils les ont soutenus de toutes leurs forces. Les journaux démocratiques les ont appuyés avec énergie en toute occasion dès le début. Ce sont les seuls fonctionnaires qu'ils aient loués et encouragés. » Ces affirmations de l'honorable sociologue ne correspondent pas exactement aux faits qu'il nous a été donné d'étudier.... Au commencement les Inspecteurs ont été l'objet de défiances multiples notamment de la part des travailleurs...

« La situation était pénible. Les ouvriers se tenaient à l'écart, défiants. Une crise éclata. Parmi les mal-

(1). Loi à laquelle l'Inspection du Travail en Prusse a servi de modèle.

heureux poussés par la faim, l'un ou l'autre, plus hardi ou plus misérable, risqua le recours à l'Inspecteur comme une chance désespérée (2)...

Ailleurs l'Inspecteur obtint à une victime d'accident une gratification-pension de 20 florins par mois. Et ainsi de suite.

« Les succès se multipliaient. Les ouvriers les voyaient et les comprenaient. Ils gagnaient confiance. Pourquoi se méfier encore d'un fonctionnaire qui leur obtenait des faveurs signalées ? On prit l'habitude d'aller le trouver dans les cas difficiles. En 1885, les inspecteurs furent consultés dans 526 cas : l'année suivante le nombre des consultations s'éleva à 1,359, en 1889 à 4.348, en 1890 à 5.023, en 1891 à 5.313, en 1892 à 5.254.

« Pour favoriser la tendance qui se faisait jour dans la classe populaire, les inspecteurs ont fixé des *spechtage*. Souvent un jour entier ou deux demi jours par semaine ne suffisent plus. Dès que le fonctionnaire est chez lui, il doit recevoir les solliciteurs. Dans les endroits où l'inspecteur a un aide le bureau de consultations reste ouvert tous les jours ouvrables...

« Ils consultent sur toutes espèces d'objets... Question de salaires, de contrat de travail, de congés, d'apprentissage, de repos, d'heure de travail, d'assurance contre les maladies, d'assurance en cas d'accidents, de livrets ouvriers, de truck-system, de sweet-system, de nourriture, d'habitation, de ventilation, de compétence judiciaire, etc...

(1). Van Ovenbergh cite à titre d'exemples, plusieurs cas d'intervention d'Inspecteurs en faveur d'ouvriers blessés, etc., qui eurent une solution favorable. Voir pages 386-387.

« Les inspecteurs aident les solliciteurs de toutes manières. Non seulement ils leur indiquent la voie à suivre pour obtenir justice, mais ils leur procurent parfois gratuitement des hommes de lois qui défendent leurs intérêts. Non seulement ils leur donnent des conseils appropriés, mais ils leur fournissent les moyens les plus pratiques d'atteindre le but désiré...

« Toutefois la principale raison de ce succès git dans le dévouement des fonctionnaires. Parfois ils affrontent des difficultés sérieuses pour remplir leur mission pacificatrice. Dans certaines grèves ils ont risqué leur sécurité. En dénonçant certains abus ils ont joué leur position (1)...

« Leur courageuse attitude leur attire toujours davantage la sympathie des masses. M. Bebel peu suspect de partialité les qualifie de « Procureurs des Ouvriers » et sous ce rapport, il les propose comme « modèles aux Inspecteurs du monde entier ». Un ministre M. Baquehem a pu nommer l'inspectorat de l'industrie « la plus populaire des institutions de la monarchie. »

§ 2. — *Les Inspecteurs et les Patrons*

« ... On ne peut nier les services rendus par les Inspecteurs. En cas de grève notamment, ne sont-ils pas désignés pour amortir le choc des rencontres ! En nos temps troublés ce sont les artisans de la paix sociale et souvent ils l'ont prouvé. On ne s'explique pas l'attitude des industriels hostiles à l'institution nou-

(1). Voir discours du comte Kauric au Reichstath (2 décembre 1891).

velle. Ils ont tout à y gagner et rien à y perdre. Aussi bien, constate-t-on que ce ne sont pas les patrons qui observent la loi qui montrent cette hostilité aux fonctionnaires chargés d'en assurer l'application. Ainsi argumente M. Fr. Migerka (2) depuis plusieurs années déjà. L'opinion publique partage cette manière de voir. Peu à peu la classe patronale récalcitrante se laisse entraîner...

« Quand on parcourt les rapports officiels on est étonné de la variété des consultations produites : « adresses de certains producteurs et de certains articles. — Questions douanières. — Impôts directs ou indirects. — Police industrielle. — Appareils protecteurs de machines. — Modèles de règlements de fabriques. — Statuts de caisses de secours et d'invalides. — Comités arbitraux. — Règlements corporatifs. — Explications des diverses dispositions de la Gewerbeordnung. — Temps de travail. — Prolongation à la journée normale. — Accidents. — Constructions et réparations des ateliers. — Contestations pour salaires. — Concurrence déloyale... »

Mais là ne s'est pas arrêtée l'action des Inspecteurs du Travail autrichiens et M. Van Ovenbergh insiste tout particulièrement par l'étude qu'il leur consacre sur les multiples fondations d'utilité générale créées ou encouragées par eux. Et à titre d'exemple il insiste particulièrement sur la création des Bourses du Travail, de la Bourse du Travail de Vienne en 1885, de celle de Brunn en 1889, etc.; la création de la société d'éducation populaire (bibliothèques populaires, con-

(1). Dr Franz Migerka, Inspecteur en Chef.

férences, auditions musicales ou littéraires) enfin sur la création du musée industriel et hygiénique de Vienne.

Il est un point que M. Van Ovenbergh a passé sous silence et qui pourtant tient une place importante dans la préoccupation des Inspecteurs de l'Industrie : il s'agit de l'enseignement professionnel donné aux ouvriers mineurs et aux apprentis. L'Autriche est très probablement le seul pays industriel où cette question de l'organisation de l'apprentissage soit une des fonctions officielles de l'Inspecteur.

Nous trouvons dans le rapport présenté au Congrès international pour la protection légale des travailleurs (1) par le docteur Ernest Mischler, professeur à l'Université de Gratz, la confirmation complète de ce caractère social de la mission des Inspecteurs autrichiens. Nous nous contenterons de citer quelques extraits de ce rapport.

« Par le fait de la surveillance exercée dans les établissements industriels l'Inspecteur des fabriques devient l'intermédiaire naturel entre les intérêts du patron et ceux des ouvriers. Par suite, les Inspecteurs du travail sont les conseillers techniques des patrons, et les amis, les conseillers surtout au point de vue juridique des ouvriers, enfin les médiateurs tout indiqués en cas de grève. De ce côté il est impossible de spécifier exactement les devoirs et les compétences des Inspecteurs. Ils doivent en user selon leur discrétion et selon les exigences de chaque cas particulier. Mais on peut affirmer que cette activité, pour ainsi

(1), Paris, 1900.

dire facultative, constitue le travail le plus grand mais en même temps le plus socialement utile des inspecteurs du travail...

« L'Inspection du travail est une institution modèle et, l'étranger plus encore peut-être que le pays lui-même, reconnaît que les rapports des inspecteurs sont absolument classiques... C'est à l'établissement de l'Inspection du Travail que nous sommes redevables en fait de ce nouvel esprit de politique sociale inauguré vers 1885 dans la législation ouvrière de l'Autriche. »

SUISSE

En Suisse tous les partis politiques, comme la plupart des autorités sociologiques rendent hommage au zèle, au tact, à l'énergie des inspecteurs suisses. Les ouvriers ne cachent pas leur satisfaction. Les patrons invoquent leurs conseils. Les gouvernements cantonaux les reconnaissent comme leurs consultants. Le monde scientifique s'habitue à considérer leurs rapports comme des sources sûres de documentation économique et sociale. » (1)

Les inspecteurs des fabriques et les gouverneurs cantonaux publient régulièrement tous les deux ans, des rapports détaillés sur l'inspection. Le seul paragraphe qui traite des questions sociales est le paragraphe VII : Institutions pour le bien-être des ouvriers.

En somme malgré l'opinion de M. Decurtuis, député des Grisons qui déclarait il y a une vingtaine

(1). Cyr van Overbergh, *loc. cit.*

d'années : « Notre inspectorat est un objet d'orgueil national, c'est le premier du monde, nous avons le droit d'en être fiers », il n'est pas possible d'affirmer que l'action sociale tiennne une grande place dans les préoccupations des Inspecteurs du Travail de la République helvétique.

FRANCE

Il en est de même pour l'inspectorat français qui, par la législation elle-même voit son activité limitée au contrôle des conditions du travail et à l'action technique pour l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène. Voici à ce sujet l'opinion de M. Victor Mataja publiée dans la Revue d'Economie politique, 1891, page 3 (1). Parlant des rapports des Inspecteurs divisionnaires du travail, M. Mataja déclare :

« En tant que comptes-rendus de fonctionnaires sur leurs fonctions, les rapports, nous paraît-il, sont excellents. Cependant il nous semble qu'il leur manque certain caractère qui donne un attrait tout particulier aux rapports analogues de maints autres pays et qui concourent à les répandre plus encore dans le public... Que l'Inspecteur du travail soit un organe de l'Etat destiné à empêcher des conflits et des luttes sociales que risque de faire naître l'arrangement libre des conditions du travail ; qu'il ait pour mission d'être un homme de confiance des deux parties, du patron comme de l'ouvrier, qu'il cherche à mettre à profit son rôle pour leur servir de médiateur ; qu'il

(1). L'action officielle de l'Inspection du travail n'a pas subi de modifications depuis cette époque.

soit appelé à éclairer les esprits sur la situation des classes ouvrières et à porter à la connaissance du public les abus dont elles ont à souffrir, voilà un ensemble de desiderata qui ne ressortent que faiblement ou font entièrement défaut dans les rapports des inspecteurs divisionnaires en France, ne s'occupant guère que des règlements existants ou des réformes légales en suspens. »

En France pourtant nous devons signaler une circulaire du Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine, M. Chéron, prescrivant (1909) aux administrateurs de l'Inscription maritime de s'entremettre pour éviter ou pour solutionner les conflits entre armateurs et marins.

ROYAUME-UNI

Les Inspecteurs et les fonctionnaires de l'Inspection du Travail en Angleterre se sont jusqu'à ce jour limités à leur occupation technique et à leur mission de contrôle. Il semblerait néanmoins, d'après l'Inspecteur M. Redgrave que depuis une vingtaine d'années le service de l'Inspection se soit préoccupé de questions sociales :

« Mon but a été que l'inspection fut subsidiaire à ce grand objet ; que les inspecteurs fussent les amis des manufacturiers et des ouvriers : appelant leur estime par leur rôle sérieux et par l'impartialité de leur conduite. Par ces moyens, ils ont obtenu une influence qui leur permet d'aider de beaucoup de manières à l'amélioration sociale du peuple, et de combattre les idées erronées qui, si on les laisse fructifier, militent contre toute amélioration.

Toutefois il n'est pas possible, dans cet ordre d'idées, d'indiquer que les Inspecteurs du Travail aient joué un rôle important dans les améliorations qui ont été apportées aux conditions matérielles, intellectuelles, morales, sociales de la vie des travailleurs. »

NOUVELLE-ZÉLANDE ET AUSTRALIE

En Nouvelle-Zélande le caractère de l'Inspection du travail est profondément modifié par ce fait que le département du travail est une immense Bourse du Travail, une immense agence de placement et le rôle qui en découle pour les inspecteurs leur prend une plus grande part de leur activité que l'inspection proprement dite.

Il nous paraît inutile pour le but que nous poursuivons de passer en revue l'organisation de l'inspection du travail et ses caractères dans les autres pays étrangers. En dehors des exemples que nous venons de citer nous ne trouverions pas en général place pour une action sociale des inspecteurs du travail dans la législation ouvrière des divers pays. Mais ces exemples suffisent.

Le rôle des inspecteurs du travail allemands et surtout des inspecteurs du travail autrichiens nous montre que ce n'est pas une utopie de vouloir mettre l'action sociale au premier plan des préoccupations des Inspecteurs du travail français.

Ces exemples vont nous permettre d'utiliser les données de l'étude expérimentale qui précède pour en déduire un plan d'organisation méthodique de l'intervention administrative de l'Etat pour l'application des lois sociales.

CHAPITRE II

ESSAI D'UNE ORGANISATION MÉTHODIQUE DE L'INTERVENTION ADMINISTRATIVE DE L'ÉTAT POUR L'APPLICATION DES LOIS SOCIALES

Arrivé à ce point de notre étude, il nous paraît utile de jeter un regard en arrière et de dégager de l'ensemble des phénomènes sociaux que nous avons rapportés dans la première partie et de l'étude sommaire de quelques législations étrangères que nous avons faites dans le chapitre précédent, quelques principes d'ordre général qui nous guideront dans notre essai d'une organisation méthodique de l'intervention administrative de l'Etat pour l'application des lois sociales.

I. — Tout d'abord, il est un fait incontestable et incontesté, c'est que dans tous les pays industriels, il est un domaine dans lequel l'intervention adminis-

trative de l'Etat pour l'application des lois sociales s'est produite, de la même façon, à peu près à la même époque et avec des caractères qui présentent entre eux la plus grande analogie ; elle s'est produite sous la forme désormais historique de l'Inspection du Travail : ce domaine, c'est celui des lois qui réglementent le travail industriel et commercial, c'est celui des lois de sécurité et d'hygiène. Très promptement on a reconnu que l'intervention législative seule était un leurre et dans tous les pays industriels on a été amené à compléter l'intervention législative par une intervention administrative chargée de veiller à l'application des lois. Dans tous les principaux pays industriels l'inspection du travail qui est la forme actuelle de l'intervention administrative de l'Etat a donc un double caractère : un caractère technique (mesures de sécurité et d'hygiène), un caractère de contrôle et de police administrative de l'industrie.

De ces deux fonctions il est difficile de dire laquelle est la plus importante. Si la maison de contrôle a pour but d'éviter des journées de travail d'une durée exagérée, l'emploi abusif d'enfants à un travail excédant leurs forces, le travail de nuit des enfants et des femmes, le travail plus de six jours par semaine, etc., la mission technique a pour objet bien défini d'améliorer les conditions de sécurité et d'hygiène du travail lui-même. Ces deux fonctions si distinctes en apparence ont entre elles le plus grand rapport et on concevrait mal qu'elles soient séparées.

Il est donc logique de conserver à l'inspection du travail ce double caractère dont les effets ont été consacrés en France par une expérience de plus de 20 années.

Nous verrons plus loin comment, dans l'intérêt du service de l'inspection du travail lui-même il serait utile de répartir ces deux fonctions entre les divers agents du service de l'Inspection.

Il est prouvé par l'étude des chapitres I (Consultations ouvrières et conférences pour l'application des lois apportant un avantage certain aux ouvriers) ; II (Education sociale des patrons pour l'application équitable des lois réglementant le travail) , III (Conciliation et arbitrage dans les conflits du travail) que l'intervention administrative est nécessaire si l'on veut que ces lois sociales produisent leur maximum d'effets, si l'on veut qu'en particulier les intéressés puissent bénéficier totalement des avantages que leur apportent les lois positives, si l'on veut que les lois de réglementation du travail soient appliquées dans leur esprit, si l'on veut qu'enfin la conciliation ou l'arbitrage soient d'une application générale dans les conflits sociaux ; il est en outre prouvé aussi bien par l'étude critique qui précède chacun de ces trois chapitres que par l'étude expérimentale que seule l'inspection du travail telle quelle est organisée actuellement est qualifiée pour exercer dans ces trois domaines distincts l'action administrative indispensable : il est enfin établi qu'en Allemagne mais surtout en Autriche où cette intervention administrative est une des charges principales de l'Inspection du travail, cette intervention a produit d'excellents résultats et qu'elle est hautement appréciée des ouvriers comme des industriels.

Nous tirerons donc de ces faits la conclusion suivante : C'est que pour ces trois cas particuliers ;

Service des consultations ouvrières et application des lois positives,

Education sociale des patrons pour l'application des lois de contrôle,

Conciliation et arbitrage,

c'est l'Inspection du travail qui doit être l'organe de l'intervention administrative de l'Etat.

Notre conclusion ne saurait être aussi formelle en ce qui concerne la formation professionnelle de l'ouvrier. Quelque importants qu'aient été les résultats obtenus dans la section de l'inspection de Rennes par l'Inspecteur du travail et quelque utilité que puisse présenter pour l'organisation dans chaque département de l'enseignement professionnel aux adultes et aux enfants de plus de treize ans la collaboration d'un homme au courant, comme l'Inspecteur du Travail, des nécessités économiques, et des besoins de chaque région, il paraît difficile d'établir qu'en règle générale l'Inspection du Travail sera seule chargée de l'organisation et du contrôle de l'enseignement technique.

Mais ce que l'on peut déclarer c'est qu'il est utile que l'Inspecteur du Travail eut dans cette sorte d'organisation de l'enseignement professionnel post-scolaire un rôle prépondérant. Nous étudierons plus loin comment il sera possible d'associer à cette action éducative le service de l'Inspection.

L'action pour le développement économique d'une région industrielle ne peut être une œuvre dont puisse être efficacement chargé le service de l'Inspection : cette conclusion découle d'ailleurs précisément de l'étude critique et de l'étude expérimentale du chapitre IV ; en Bretagne, les circonstances ont rendu possible une action économique de l'inspecteur, et cette

action a produit des résultats intéressants que nous avons signalés ; cette action eut été nulle, elle n'eut même pas eu l'occasion de se produire dans une région industrielle où toutes les activités économiques se fussent déjà concentrées, groupées pour le développement économique régional.

Toutefois, il serait peut-être utile que de pareils efforts fussent coordonnés et fussent encouragés par l'action administrative ; mais il n'apparaît pas immédiatement que là l'inspection ait à remplir un rôle de premier plan.

Tels sont les principes d'ordre général qui nous paraissent découler des chapitres qui précèdent. Peut-être alors nous être amenés par des raisons de fait à les modifier légèrement. En tout cas ce sont eux qui vont nous guider dans l'essai d'organisation que nous nous proposons d'exposer.

*
* *

La partie critique des 5 chapitres de la première partie nous a montré comment pouvait se produire l'action de l'inspection du travail dans chacun des divers cadres où sont classés les objets divers sur lesquels peut s'exercer son activité.

Il paraît évident tout d'abord qu'il y a intérêt à transformer cette action officieuse de l'inspection du travail en une action officielle, accomplie non plus par une individualité et à titre purement privé, mais avec l'autorité qui s'attache au caractère des fonctionnaires de l'Inspection du travail.

Mais à notre avis la solution ne serait pas atteinte

si l'on se contentait d'étendre les attributions de l'inspection du travail.

Les obligations professionnelles d'un corps de fonctionnaires ne peuvent être que des obligations purement matérielles ; par exemple, pour les inspecteurs du travail, obligation de visiter les établissements soumis à leur contrôle ; les jours de travail, le jour de repos, la nuit ; obligation d'examiner en détail chaque local de travail, chaque salle de couchage, chaque machine et de prescrire l'exécution des mesures de sécurité et d'hygiène imposées par les règlements d'administration, obligation d'établir des rapports annuels conformément à un cadre dressé par l'administration, etc. ; mais quand il s'agit de mesures d'ordre plus morales que matérielles, il ne semble pas possible d'en charger purement et simplement un corps ordinaire de fonctionnaires. S'il s'agit de conciliation et d'arbitrage par exemple, on pourra imposer à l'inspecteur de mettre en action la procédure de conciliation puis d'arbitrage, mais il ne sera pas possible de l'obliger d'arriver coûte que coûte à une solution, à plus forte raison ne sera-t-il pas possible de lui tenir rigueur s'il n'a pas su prévoir les conflits ni prendre des mesures propres pour les éviter.

Il en serait de même de l'œuvre d'éducation sociale des patrons : on peut lui prescrire un nombre annuel de conférences mais on ne saurait le rendre responsable en l'état actuel de l'organisation de l'inspection du travail, du peu de résultats de ses conférences. Il en serait également de même du service des consultations ouvrières et de l'organisation de l'enseignement professionnel aux adultes.

Et c'est pourquoi il nous apparaît que la seule solu-

tion possible se trouve dans une transformation complète du caractère de la fonction des Inspecteurs, et par suite dans une réorganisation complète du service de l'Inspection du Travail. Revenons à la procédure de conciliation et d'arbitrage confiée actuellement aux Juges de Paix. A quoi est dû l'échec à peu près complet de la loi du 27 décembre 1892 ? Il est dû à deux causes. Nous avons indiqué la première dans la partie critique du chapitre III de la première partie en montrant que le rôle de conciliateur et d'arbitre ne pouvait être rempli que par un homme parfaitement au courant de l'organisation industrielle régionale et des conditions particulières d'exercice de chaque industrie. Mais la seconde n'est pas moins importante. Elle tient à ce fait indiqué plus haut que l'extension des attributions des Juges de Paix ne pouvait mettre à leur charge que des obligations purement matérielles définies par la loi. La plupart des Juges de Paix peu préparés à remplir ce rôle nouveau et fort difficile ont rempli ces obligations matérielles et ont considéré avoir rempli les devoirs de leur charge ; quelques autres, au contraire, hautement pénétrés de l'importance du devoir social dont on venait de les charger ont étudié les causes des conflits susceptibles de prendre naissance dans une industrie déterminée et se sont ingénié à les faire disparaître, en cas de conflits ils n'ont arrêté leur action qu'avec la solution définitive ; dans ce cas, ce n'était plus, à proprement parler l'œuvre imposée par la loi du 27 décembre 1892 qui était accomplie, c'était une action sociale patiente, persévérante, préparée et poursuivie par un économiste social et à titre purement privé. Et dans cet ordre d'idées des résultats importants ont été obtenus non

seulement par quelques Juges de Paix, mais par des fonctionnaires de tout ordre, des élus, des administrateurs.

C'est en particulier cette action patiente, méthodique qu'a accomplie de janvier 1910 à avril 1910 le Préfet d'Ille-et-Vilaine, M. Lucien Saint, en réunissant successivement les délégués des divers syndicats patronaux et ouvriers de la ville de Rennes, et en leur faisant signer par corporation une convention collective de travail valable pour quatre années. Est-il possible d'exiger cette action d'un fonctionnaire ordinaire ; nous ne le croyons pas. On ne pourra l'exiger qu'en modifiant le caractère de l'Inspection du Travail.

A un besoin nouveau doit correspondre un organe nouveau. Transformons la fonction de l'Inspecteur du travail en une charge d'administrateur social, d'Ingénieur social, responsable totalement de l'application intégrale, dans sa circonscription administrative, de l'application des lois sociales.

L'administrateur social ou l'ingénieur social quel que soit le nom que l'on voudra bien lui donner sera tout d'abord Inspecteur du Travail au sens actuel de ce mot, et comme tel chargé de l'application rigoureuse des mesures de sécurité et d'hygiène dans les établissements industriels et commerciaux, et de l'application des lois réglementant le travail.

Il devra créer en outre un service de consultations ouvrières (application des lois positives) complété par une organisation de conférences pour la vulgarisation des lois sociales. Et là, l'organisation des conférences ne sera pas une action suffisante ; il sera nécessaire que ces conférences produisent des résultats : une

conférence sans résultats positifs est un arbre sec qui ne produit ni fleurs ni fruits. Actuellement le professeur départemental d'agriculture remplit un peu un rôle de cette nature et ceux qui ont compris leur mission de cette façon ont obtenu dans un ordre un peu différent toutefois (améliorations des méthodes culturales) des résultats décisifs.

Il aura à entrer en relations régulières avec les syndicats patronaux de commerçants et d'industriels et contribuer grâce à leur concours à la formation sociale du patronat français. Ses moyens d'action, dans cet ordre d'idées, seront les expériences pour déterminer les résultats matériels de l'application des lois sociales et les conférences pour la vulgarisation des résultats de ces expériences, dans des conditions analogues à celles qui sont indiquées dans le chapitre II de la première partie.

Enfin, pour tout ce qui concerne la conciliation et l'arbitrage, ou plutôt la solution des conflits économiques, il aura à prévoir, par une étude minutieuse et continue des conditions économiques de l'industrie, les conflits qui peuvent se produire, à prendre les mesures propres à les éviter et s'ils éclatent, prendre les mesures nécessaires pour faciliter leur solution.

Et pour tout ce domaine d'action sociale, l'Inspecteur du Travail, l'Administrateur social, sera rendu responsable même des résultats négatifs de son action. Il ne lui suffira pas d'avoir fait tout le possible. Il devra réussir.

Les sanctions en cas d'échecs répétés dans sa mission seraient son remplacement comme administrateur social et sa nomination à un poste de fonctionnaire chargé d'obligations surtout matérielles.

Comment pourra être organisée à côté de cette fonction d'administrateur social l'œuvre de formation professionnelle des adultes ?

Il nous paraît nécessaire pour obtenir des résultats sérieux de créer dans chaque département une direction départementale de l'enseignement technique chargée particulièrement de l'organisation de l'enseignement professionnel aux adultes.

Comme partout dans le département dans les ordres de faits les plus divers on a créé des directions départementales pour coordonner les efforts de tous les fonctionnaires ayant une tâche analogue à remplir, pour susciter les bonnes volontés pour faire en faveur de tels services une propagande judicieuse et continue, il n'en serait pas de même pour l'enseignement technique aux adultes.

On a créé dans le département un service départemental de désinfection, un service départemental d'hygiène vétérinaire et de prophylaxie des maladies contagieuses des animaux ; un service départemental des Enfants assistés, une direction départementale chargée de la protection des enfants du premier âge ; un service départemental de vaccination, une direction départementale des retraites ouvrières, un service départemental d'organisation de conférences agricoles et de champs d'expériences, etc... on a créé enfin une direction départementale de l'enseignement primaire dont est chargé sous l'autorité du Préfet, l'Inspecteur d'académie, et on ne ferait rien pour l'enseignement professionnel des adultes. Il y a là une lacune qui mérite d'être comblée et l'utilité d'une telle création éclate aux yeux de tous les esprits non prévenus. Les départements dépensent sans compter

lorsqu'il s'agit de sauver le bétail, de lutter contre les maladies contagieuses, de protéger l'enfance malheureuse, de dispenser à tous l'enseignement général, et jusqu'à présent on ne fait rien ni pour l'éducation sociale la formation du citoyen, ni pour la formation professionnelle de l'ouvrier, ni pour la disparition des crises de production, la suppression du chômage ou la solution des conflits sociaux. Le rôle important réservé dans le projet de M. le député Dron sur l'enseignement technique au Conseil de l'enseignement paraît bien répondre à ces préoccupations, mais nous estimons qu'il faut à ce conseil, une direction, ou plutôt qu'il faut à côté de ce conseil rendu départemental, un agent d'exécution chargé de recueillir les documents nécessaires pour provoquer ses décisions, chargé aussi de prendre des mesures pour leur exécution.

Admettons l'existence de cette direction départementale de l'enseignement technique, rien ne serait plus facile que de la charger de l'œuvre de vulgarisation des lois sociales.

Et comme nous avons confié la mission de vulgarisation des lois sociales à l'Inspecteur du travail, devenu administrateur social ou Ingénieur social, il paraît opportun de le charger également de la direction départementale de l'enseignement technique aux adultes (enseignement professionnel post-scolaire).

Est-ce la dépense qui, jusqu'à ce jour, a empêché cette œuvre sociale ? Non, bien certainement.

Toute l'action sociale a été accomplie au jour le jour, au fur et à mesure des nécessités du moment, des réclamations, des protestations des intéressés, et sans plan d'ensemble.

L'œuvre sociale de la troisième république, pour si importante qu'elle soit, est encore à l'état inorganique, parce que à côté de l'intervention législative nécessaire, on n'a trouvé qu'une place trop modeste à l'intervention administrative chargée d'assurer l'efficacité et la continuité de la première.

Il est indispensable de réagir pour lutter contre la concurrence étrangère et conserver à l'industrie française ce caractère artistique qui fait que malgré notre retard dans l'organisation de l'enseignement professionnel elle est encore invincible, pour diminuer les conflits sociaux, enfin pour assurer le maximum de rendement à l'œuvre législative d'une si haute portée sociale élaborée depuis 20 années.

Si ces idées générales étaient adoptées et mises en pratique, nous aurions donc dans le département :

Un *administrateur social* remplissant dans le département les fonctions multiples mais d'une connexité indiscutable :

Chargé des fonctions actuelles de l'Inspecteur du travail, il serait en outre :

Le *Directeur* départemental social,

Et le *Directeur* de l'enseignement technique aux adultes.

Les résultats obtenus à Rennes depuis 10 années sont une preuve de l'intérêt de ces créations.

En tant qu'administrateur social, il serait chargé de l'œuvre des consultations patronales et ouvrières (service des consultations ouvrières pour l'application des lois positives) ; (service technique et juridique de consultations patronales, etc.), il serait aussi chargé de l'œuvre d'éducation sociale dans les syn-

dicats patronaux et de l'œuvre d'éducation sociale générale.

En tant que directeur de l'enseignement technique aux adultes, il serait chargé d'étudier les besoins de chaque région et de provoquer dans chaque ville, dans chaque région, la création d'une œuvre d'enseignement professionnel pour les jeunes et les ouvriers.

Il serait chargé en outre du service des enquêtes sur la situation matérielle et morale des ouvrières. et des enquêtes sur le développement économique.

Et à ce moment une question se pose.

Est-il préférable de créer un Directeur départemental d'enseignement technique ayant pour mission unique de prendre ou de provoquer des mesures pour le développement des œuvres d'enseignement professionnel, ou bien doit-on confier cette mission à l'administrateur social, inspecteur du travail ?

Les deux opinions sont défendables. Mais nous penchons pour la deuxième, pour la raison suivante :

L'Inspecteur du Travail, de par ses fonctions actuelles et plus tard de par ses fonctions d'administrateur social est très renseigné sur la situation de l'industrie, la valeur professionnelle de l'ouvrier, et les besoins de la région. Il peut par suite prendre en toute connaissance de cause des mesures propres à faciliter l'enseignement professionnel. Il n'en sera pas de même d'une autre personnalité qui se mettra difficilement au courant des nécessités industrielles, par le seul fait qu'elle ne dispose pas comme l'Inspecteur du Travail des moyens d'investigation permanente.

Il ne faut pas oublier en outre, qu'on ne saurait comparer l'action administrative du Directeur de l'enseignement professionnel agissant surtout en susci-

tant les bonnes volontés, à celle de l'Inspecteur d'académie directeur de l'enseignement primaire qui exerce sur un nombre important de fonctionnaires, les instituteurs, une action continuelle. La seule assimilation possible serait la suivante : comparer l'action du Directeur départemental d'enseignement technique à celle de l'Inspecteur d'académie en tant qu'il provoque dans le département la création de cours d'adultes, de patronages et d'œuvres diverses d'éducation populaire.

Il semble inutile pour cette action de faire appel à un fonctionnaire nouveau, étant donné surtout qu'il ne disposera pas des moyens d'investigation dont dispose l'Inspecteur du travail, et dont disposera l'administrateur social.

Le rôle du Directeur d'enseignement technique sera en somme le suivant :

Etudier les ressources de la région et les besoins locaux, examiner les localités où il est utile et possible de créer des cours de perfectionnement ou des Ecoles techniques de garnison, susciter des bonnes volontés, recruter des professeurs qualifiés, provoquer l'inscription de ressources pour ces cours et ces écoles aux budgets départemental et communaux, s'assurer du concours matériel des Chambres de Commerce, des syndicals patronaux, etc., le tout sous l'autorité immédiate du Préfet représentant le Gouvernement.

Par la réunion sur la même tête et sous la haute autorité du Préfet des trois fonctions principales :

D'Administrateur social,

De Directeur départemental d'enseignement technique aux adultes et d'éducation sociale,

D'Inspecteur technique chargé aussi du contrôle des conditions du travail, nous aurions en définitive créé la

Direction départementale du travail, de l'Enseignement technique et de l'éducation sociale avec les attributions que nous avons sommairement indiquées plus haut.

Il paraît évident que cet accroissement considérable des fonctions actuelles de l'Inspecteur du travail, et le développement important de sa responsabilité morale, rendra nécessaire une division des fonctions attribuées à la Direction départementale telles que nous venons de les indiquer.

Il paraît tout d'abord naturel de décharger le chef du service, le Directeur départemental de la partie purement matérielle de sa tâche : correspondance, convocations, relevés statistiques, devis, etc. Cela sera possible en plaçant à côté de lui un secrétaire chargé, sous sa responsabilité, de toute cette partie de ses attributions.

Il faut reconnaître ensuite que toute la partie : contrôle et police administrative des fonctions actuelles de l'Inspecteur du Travail n'est pas faite pour lui faciliter sa tâche d'éducateur social, de conciliateur et d'arbitre dans les conflits du travail. Dans la grande majorité des cas, l'action d'un contrôleur est nulle auprès du patronat, au point de vue social.

Dans l'Inspecteur du travail, le patron voit toujours l'agent de répression et c'est très difficilement qu'il lui donnera sa confiance, il faudra du temps et des soins au fonctionnaire de l'Inspection pour conquérir la confiance de l'industriel surtout s'il veut continuer à remplir avec énergie sa mission de contrôle. A Ren-

nes, par exemple, si l'Inspecteur du travail a conquis dès la première année la confiance des ouvriers, grâce à son activité professionnelle, grâce aussi aux services rendus à la classe ouvrière par les conférences et le service des consultations, il n'en a pas été de même pour la classe patronale et en 1904 encore, la Chambre de Commerce de Rennes, l'Union du Commerce, gardaient à son égard une attitude hostile.

Ce n'est que progressivement que la confiance est venue et que les industriels se sont rendus compte que l'action de l'Inspecteur n'était nullement tracassière, que c'était une action sociale pour laquelle on demandait leur collaboration.

Mais l'autorité actuelle de l'Inspecteur de Rennes est une autorité purement personnelle, et ce nous est une raison de plus pour demander que le Directeur départemental tel que nous l'avons défini, soit déchargé personnellement de cette mission de contrôle. En fait il n'en sera pas déchargé puisque le fonctionnaire du contrôle, contrôleur ou inspecteur agira sous ses ordres et d'après ses instructions, mais par le seul fait que le Directeur départemental ne sera pas surtout un agent de répression, son influence sera plus grande et son action sociale plus efficace.

Ces points étant admis, l'organisation du service départemental se présente dans les conditions suivantes :

A la tête du service, sous l'autorité du Préfet, un Fonctionnaire à la fois administrateur ou ingénieur social (1), Directeur départemental d'enseignement

(1) La vulgarisation des faits sociaux recueillis dans des enquêtes à l'étranger ou en France même (méthodes nouvelles de paiement des

technique et d'éducation sociale et Inspecteur du travail ;

Puis, sous les ordres de ce Directeur départemental, un ou plusieurs Inspecteurs techniques et contrôleurs du travail industriel selon les besoins : un seul en Ile-et-Vilaine et dans beaucoup de départements, deux ou davantage dans les départements où, comme dans la région de Paris, le Nord, l'Est, l'industrie est plus développée.

*
* *

Ce programme de transformation est-il une utopie. Nous ne le croyons pas. Nous n'en voulons comme preuve que ce fait que cette transformation a été réclamée à diverses reprises par des ingénieurs, des économistes, etc.; par ce fait aussi qu'en Autriche cette mission sociale est la partie importante de la tâche de l'Inspecteur du travail.

Dans une thèse de doctorat soutenue devant la Faculté de Droit de Rennes et qui fut à cette époque fort remarquée (1907), M. Benjamin Beck. indiquait sommairement quel devait être le rôle social de l'Inspection du Travail (1).

« ... Toutes les lois votées au cours de ces dernières années ont pour but principal d'améliorer les conditions matérielles et morales de la vie des travail-

salaires et résultats, conditions de la vie des ouvriers, salaires, etc.) serait naturellement une des charges importantes du Directeur départemental.

(1) La législation de l'Inspection du travail 4^e partie, chapitre II. — Le rôle social de l'Inspection du travail, pages 161 à 163.

leurs, de resserrer les liens de la famille ouvrière et de réduire sinon de supprimer les conflits du travail ; il est bien évident qu'elles ne pourront donner les résultats attendus que si les ouvriers en connaissent l'existence et que si les patrons en comprennent les motifs et en acceptent le bien fondé.

« Or, le plus souvent, l'industriel et le commerçant, préoccupés avant tout de la marche de leurs affaires, n'ont ni le temps, ni les connaissances nécessaires pour se livrer à l'étude des questions sociales ; ils ne recherchent pas si les mesures prescrites peuvent avoir une influence heureuse sur la productivité, sur la qualité des produits ou sur l'activité du personnel ; ils ne voient qu'un fait brutal, la gêne et la dépense qu'elles leur occasionnent. C'est à l'Inspecteur du travail qu'incombe tout naturellement la tâche de leur fournir les renseignements indispensables et de leur démontrer par exemple que la réduction des heures de travail et l'établissement du repos hebdomadaire n'ont pas pour conséquence fatale une diminution de la production et qu'il est de leur intérêt bien entendu de se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité.

« C'est également à ce fonctionnaire que revient le soin de commenter aux travailleurs la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage, la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels, la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, et en général toutes les lois qui édictent des avantages positifs en leur faveur.

« Personne mieux que lui n'est qualifié pour remplir le rôle de l'éducateur social, il doit tendre à devenir le conseiller officieux des ouvriers et des patrons,

accueillir et même provoquer les demandes de renseignements, et aider à la constitution de sociétés de secours mutuels et des caisses de retraites ; le faisant il améliorera la situation matérielle et élèvera le niveau moral et intellectuel des ouvriers...

« C'est à l'Inspecteur du travail et non au Juge de Paix que devrait être confiée l'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage car lui seul est assez documenté et assez désintéressé pour concilier les parties en présence sans risquer de léser gravement les intérêts de l'une ou de l'autre ; sa présence dans les comités de conciliation et d'arbitrage empêcherait les prétentions exagérées de se produire ce qui rendrait l'entente plus facile ..

« L'Inspecteur du Travail pourrait aussi de concert avec l'Office du travail, étudier dans sa région les conditions de la vie ouvrière ; cette enquête lui permettrait d'exercer une influence heureuse sur les intéressés en ce qui concerne les conditions de salubrité de leurs habitations et de renseigner le législateur sur les améliorations qu'il convient d'apporter à la situation économique des travailleurs. »

Le programme tracé par M. Beck est en définitive l'ébauche du programme que nous avons établi nous-même et il le justifie par des considérations analogues.

Il nous apparaît donc qu'un tel programme doit retenir l'attention des Economistes sociaux, l'attention de tous ceux qui croient utile de ne pas laisser inutilisée la grande force d'action sociale qui réside dans l'Inspection du Travail.

*
* *

Quelle méthode doit-on employer pour faire passer cette conception nouvelle de l'organisation de l'Inspection du travail dans le domaine des réalisations pratiques ?

A notre avis, la méthode expérimentale seule est capable de donner des résultats précis et décisifs.

Il serait peu opportun d'organiser actuellement ce service de Direction départementale sociale, etc., dans toute la France à raison des échecs certains qui ne manqueraient pas de se produire, soit par suite du recrutement actuel des Inspecteurs, soit pour toute autre cause.

Sans contester la valeur morale, la bonne volonté, le dévouement, les connaissances techniques des Inspecteurs du travail, il apparaît que tous ne sont peut-être pas préparés à remplir le rôle nouveau que nous croyons désirables de leur confier.

Pour l'instant il suffira de faire appel à une dizaine ou une douzaine d'entre eux et de demander pour cette action le concours financier des Conseils généraux.

Pour une œuvre de cette importance il est indéniable que le concours des Conseils généraux sera de la plus haute importance et nous sommes convaincus, que cet appel sera entendu de tous les membres des Assemblées départementales. Il faudrait choisir des départements formant une seule section d'inspection afin de ne pas diviser l'expérience, afin d'en permettre l'unité pour chaque région et de rendre comparable les résultats.

Pour ce qui concerne l'œuvre de consultations ouvrières l'œuvre d'éducation patronale, et l'œuvre d'or-

ganisation de l'enseignement technique, une simple décision ministérielle suffit ; au contraire, pour ce qui est de la conciliation et de l'arbitrage peut-être une addition à la loi du 27 décembre 1892 indiquant que les Inspecteurs du travail sont chargés concurremment avec les Juges de Paix de l'application de la loi, serait-elle utile bien qu'actuellement tout citoyen ait le droit d'intervenir pour solutionner les conflits du travail.

Enfin en ce qui concerne les enquêtes économiques ouvrières et le service des conférences, de simples instructions du Ministre paraissent suffisantes. La Direction départementale dans les départements choisis aurait son siège à la préfecture, elle fonctionnerait avec l'appui de l'autorité préfectorale ; un rédacteur de la préfecture détaché d'une division, assurerait le service journalier de correspondance, du dépouillement des enquêtes, etc. Le bureau de consultations ouvrières serait situé à la Préfecture dans les locaux de la Direction. Les jours et heures de consultations seraient portés à la connaissance du public ainsi que de tous les syndicats ouvriers et patronaux.

Autant que possible un jour par semaine, le bureau de consultations ouvrières serait ouvert le soir pour permettre aux ouvriers et employés de venir consulter le Directeur après leur travail.

Enfin à l'Inspecteur du travail serait adjoint l'Inspecteur directeur départemental pour le service officiel de l'Inspection, tous deux pour ce service se trouvent placés sous la dépendance immédiate de l'Inspecteur divisionnaire. Il est bien évident que l'Inspecteur

divisionnaire exercerait auprès du Directeur départemental, les mêmes fonctions officielles qu'il exerce auprès de l'Inspecteur du Travail.

Comme actuellement les déplacements du Directeur départemental seraient motivés par les inspections régulières du service de l'Inspection du travail et des enquêtes d'accidents ; ils seraient motivés en outre par l'organisation des cours de perfectionnement et d'écoles de garnison, par les conflits du travail, par les conférences de toute nature, enfin par le service des enquêtes ouvrières.

Un tel essai loyalement tenté ne peut manquer de donner des résultats. Il aura pour avantages considérables de montrer les lacunes, les imperfections de l'œuvre accomplie à Rennes depuis dix années par l'Inspecteur du Travail, et sur laquelle nous appelons l'attention des économistes sociaux dans l'intérêt du développement économique, dans l'intérêt de l'instruction professionnelle de nos ouvriers, dans l'intérêt enfin de la paix sociale.

ANNEXES

La réparation des Accidents du travail.

(Commentaire de la loi du 9 avril 1898, et des lois la modifiant ou la complétant)

NUMÉROS d'ordre	DATE de la conférence	LOCALITÉS	Personnalités ou associations à la demandes desquelles la confé- rence a été faite et lieu de la réunion
2	9 mars 1901.	Fougères	Bourse du Travail. — Marché couvert.
3	10 mars 1901.	Louvigné-du-Désert	Syndicat des granitiers. — Mairie.
4	24 nov. 1901..	Saint-Brieuc .	Ligue d'Action républicaine. Hôtel-de-Ville.
6	24 janv. 1902	Rennes	Université populaire.
7	26 fév. 1902..	Rennes	Société d'Instruction populaire Présidial.
9	12 mars 1902.	Brest	Université populaire et Syndi- cats bretons
11	18 mars 1902.	Rennes	Chambre syndicale des Entre- preneurs d'Ille-et-Vilaine.
14	16 mai 1902..	Morlaix	Syndicats et coopératives. — Hôtel-de-Ville.
17	10 juillet 1902	Saint-Brieuc.	Syndicats patronal et ouvriers. — Hôtel-de-Ville.
25	13 juin 1903..	Rennes	Syndicat des Imprimeurs-con- ducteurs.
32	8 octob. 1903.	Rennes	Bourse du Travail. — Création de l' <i>Office du Travail</i> .
33	28 février 1904	Saint-Servan.	Université populaire. — Col- lège.
47	19 juillet 1905	Rennes	Bourse du Travail.
53	10 déc. 1905..	Rennes	Le 41 ^e régiment d'infanterie.
55	24 déc. 1905..	Vern	Association des Anciens élèves.
56	5 février 1906	Rennes	Société d'Enseignement tech- nique (1 ^{re} année).
57	12 Id.	Rennes	Id.
58	19 Id.	Rennes	Id.
59	20 Id.	Rennes	Id.
60	5 mars 1906.	Rennes	Id.
71	12 nov. 1906..	Rennes	Société d'Enseignement tech- nique (2 ^e année).
	19 Id.	Rennes	Id.
72	Id. Id.	Rennes	Id.
73	26 Id.	Rennes	Id.

NUMÉROS d'ordre	DATE de la conférence	LOCALITÉS	Personnalités ou associations à la demande desquelles la confé- rence a été faite et lieu de la réunion.
74	3 déc. 1906...	Rennes.....	Société d'Enseignement tech- nique.
75	10 Id. .	Rennes.....	Id.
98	11 nov. 1907 .	Rennes.....	Société d'Enseignement tech- nique (3 ^e année).
99	18 Id. ..	Rennes.....	Id.
100	25 Id. ..	Rennes.....	Id.
101	2 déc. 1907..	Rennes.....	Id.
102	9 Id. ..	Rennes.....	Id.
125	26 janvier 1908	Muel.....	Cercle républicain d'Ille-et- Vilaine.
138	12 juillet 1908	Dol.....	Fédération des Syndicats ou- vriers de Saint-Malo.
140	25 octob. 1908.	Saint-Servan.	Id.
144	30 nov. 1908..	Rennes	Société d'Enseignement tech- nique (4 ^e année.
145	7 déc. 1908..	Rennes.....	Id.
146	14 Id.	Rennes.....	Id.
147	21 Id. ..	Rennes.....	Id.
148	28 Id. ..	Rennes.....	Id.
	22 nov. 1909 .	Rennes.....	Société d'Enseignement tech- nique (5 ^e année).
	29 Id. ..	Rennes.....	Id.
	6 déc. 1909..	Rennes.....	Id.
	13 Id. ..	Rennes.....	Id.
	20 Id. ..	Rennes.....	Id.
	11 nov. 1910..	Rennes.....	Bourse du Travail.
	14 Id. ..	Rennes.....	Société d'Enseignement tech- nique (6 ^e année).
	21 Id. ..	Rennes.....	Id.
	28 Id. .	Rennes.....	Id.
	5 déc. 1910..	Rennes.....	Id.
	12 Id. ..	Rennes.....	Id.
	13 janvier 1911	Vitré.....	Ecole technique de Vitré.

Cette étude expérimentale a été publiée au bulletin de l'Inspection du travail (année 1902, n° 5 et n° 6). — En raison de l'intérêt qu'elle présente pour éclairer l'action sociale de l'Inspecteur du travail de Rennes, au moment de l'application de la loi du 30 mars 1900 et des journées de 10 heures et demie, puis de 10 heures, nous publions, en annexe, un extrait de cette étude, tout ce qui a trait à la partie expérimentale, à l'explication des phénomènes produits et aux conclusions qui s'en dégagent.

De l'influence de la réduction de la durée du travail sur le rendement industriel

« D'une manière générale, il est possible d'affirmer que le délai de quatre années accordé par la loi du 30 mars 1900 aux industriels pour l'entière application de la journée de 10 heures a eu pour résultat de leur permettre de prendre des mesures pour réduire progressivement la durée de la journée sans jeter de perturbation dans leur industrie.

« Mais nous croyons que le résultat à la fois le plus frappant et le plus heureux de cette réduction en deux étapes (10 heures et demie, puis 10 heures) a été de faire admettre plus facilement par la plus grande majorité des industriels le principe de la limitation de la journée de travail de l'ouvrier adulte, de faciliter l'application générale et uniforme d'une journée réduite (10 heures et demie) et de permettre, par cela même aux industriels consciencieux et de bonne foi de constater que cette diminution d'une demi-heure dans la durée de la journée n'a pas causé de diminution sensible dans la production.

« Il est un fait certain, c'est qu'à mesure que la durée du travail journalier augmente, la production à l'heure diminue ; que demande l'industriel à ses ouvriers ? Ce sont des heures de travail et non des heures de présence.

« Que désire-t-il ? C'est d'arriver à la meilleure utiliza-

tion possible des facultés de cet ouvrier. Or il faut, pour cela que les repos soient assez longs pour que l'ouvrier puisse complètement réparer ses forces.

« Il est d'ailleurs très facile, en se plaçant au seul point de vue industriel, d'exposer les inconvénients d'une durée de travail exagérée.

Si on fait travailler des ouvriers 8 heures par jour pendant une période assez longue (deux mois par exemple), puis 9 heures pendant une période égale, puis dix, onze, douze, treize, quatorze heures, on constate que la production à l'heure est d'abord à peu près constante (pour six, sept, huit ou neuf heures de travail journalier, par exemple) et que par conséquent la production journalière est directement proportionnelle à la durée de la journée.

Puis à mesure que cette durée s'élève, on remarque que la production à l'heure diminue et par suite que la production journalière croît moins vite que la durée du travail.

D'autre part on constate que la production journalière de l'ouvrier diminue progressivement à partir du commencement de chacune de ces périodes pour devenir stationnaire après les huit ou quinze premiers jours écoulés.

Il est naturel qu'il en soit ainsi.

Dans une seule journée, après un certain nombre d'heures de travail, la fatigue survient (plus tard, si l'ouvrier est dispos, plus tôt, s'il est déjà fatigué par un travail antérieur) et la faculté de production de l'ouvrier décroît, le rendement à l'heure diminue vers la fin de la journée, en même temps que la durée du travail augmente ; aussi, lorsque le lendemain l'ouvrier reprend son travail, sa fatigue de la veille n'est pas encore disparue. La production journalière pour un même temps de présence à l'atelier, est donc, chaque jour, un peu inférieure à ce qu'elle était la veille jusqu'à ce que, au bout d'un certain temps, un équilibre s'établisse.

Il en résulte évidemment que le contraire se passera si l'on diminue la durée du travail journalier.

Le rendement à l'heure augmentera jusqu'à ce que encore cette fois s'établisse un équilibre.

Il en résulte que lorsque un industriel accroit la durée du travail d'une façon notable, et pour une période de quelque importance, les dernières heures de chaque jour lui font subir une perte variable évidemment avec chaque industrie.

L'intérêt personnel du patron est donc de ne pas dépasser la journée maximum, la journée limite pour laquelle la faculté de production de l'ouvrier est la plus considérable, pour laquelle, pour cela même, son travail peut être le plus intensif.

Mais dans cet ordre d'idées, le point le plus difficile consiste précisément à fixer pour chaque industrie cette journée maximum. Jusqu'à présent les sociologues se sont fort peu appesantis sur ce sujet un peu spécial, il est vrai; il nous manque, par conséquent pour établir des règles précises, incontestables, les résultats d'expériences sincères et décisives qui, jusqu'à présent, n'ont pas, à notre connaissance été tentées.

Néanmoins, dès aujourd'hui, et en attendant que des industriels de bonne volonté consentent à expérimenter, dans leurs industries respectives, les effets de l'application d'une journée réduite, qui serait inférieure en tout cas à ce qu'elle a été jusqu'à la loi de 1900, il est possible de donner quelques résultats et de poser quelques principes.

Il est évidemment, dans toutes les parties de la France, des industries qui, à un moment déterminé, ont eu à subir des crises passagères, crises qui se sont manifestées soit par un chômage, partiel plus ou moins prolongé, soit par une réduction plus ou moins forte dans la durée de la journée.

Dans ces conditions, il suffit de profiter de ces expériences qui se sont faites naturellement, à l'occasion de périodes de crises et sans avoir été intentionnellement provoquées pour rechercher ou plutôt pour établir l'influence

de ces journées réduites sur la production. C'est ce que nous avons fait en Bretagne (en 1901 et 1902) où nous nous sommes attachés à rechercher les industries dans lesquelles s'étaient produites des variations périodiques ou accidentelles dans la durée du travail, principalement dans le cours des quatre dernières années.

Nous avons été autorisé par les industriels chez lesquels ces variations s'étaient produites, à rechercher sur les registres de paye les salaires d'ouvriers payés aux pièces, occupés depuis longtemps dans l'établissement aux différentes époques pendant lesquelles la durée de la journée avait été de huit, neuf, dix, onze et même douze heures. C'était la seule méthode qu'il nous était possible d'employer.

Il est évident, en effet, que ces expériences, que cette recherche des résultats doivent porter sur le travail aux pièces et cela pour deux raisons :

1° En raison des conditions mêmes du travail aux pièces, c'est seulement dans ce cas que l'on peut affirmer avec certitude que le travail produit pendant un temps déterminé par un ouvrier est une fonction de sa faculté de production avec laquelle il a les relations les plus étroites (les résultats obtenus s'appliqueront d'ailleurs aux ouvriers travaillant à la journée, sous la seule réserve à peu près inutile d'ailleurs, de leur volonté).

2° Le calcul du salaire reçu par l'ouvrier payé aux pièces est la méthode la plus simple et à la fois la plus rapide qui permette d'évaluer avec exactitude le travail produit pendant une heure, un jour, ou toute autre période déterminée.

Ces recherches et les résultats qu'elles ont donnés, nous ont permis tout d'abord de convaincre un certain nombre d'industriels importants de l'utilité, de la nécessité même, au point de vue industriel, comme au point de vue social, de la réglementation et de la réduction de la durée du travail de l'ouvrier adulte, et cela à l'aide d'arguments qu'eux-

mêmes nous avaient fournis sans le savoir. Ces résultats montrent comment après nos explications dans des conférences spéciales, les deux plus importantes associations patronales de la région, dont l'une est certainement parmi les premières de France dans le monde du bâtiment, ont été amenées, en assemblée, à accepter franchement le principe de la réduction de la durée du travail, et, devant le législateur, à faire appliquer par leurs membres, la journée de dix heures et demie, puis la journée de dix heures dans tous les établissements industriels sans exception (qu'il y ait ou non des enfants de moins de 18 ans).

Enfin, ils nous ont permis en outre, de constater que : à condition de ne pas descendre au dessous d'une certaine limite dans la durée de la journée (huit, neuf ou dix heures par jour, selon les diverses industries) la réduction de la journée de travail n'avait amené aucune diminution sensible dans la production, et que, d'autre part, il en était résulté une amélioration, parfois notable, de la qualité des produits obtenus.

Et ces résultats n'ont pas seulement été obtenus dans des industries où le travail se fait entièrement à la main, et où ; par conséquent, l'ouvrier a une influence directe sur la production ; ils ont été obtenus aussi, dans cette même région, dans des usines où tout le travail se fait mécaniquement et où, par conséquent, l'ouvrier a plus spécialement un rôle de surveillant, de conducteur de machine. D'ailleurs, le raisonnement que nous avons fait plus haut, et qui est surtout vrai pour les travaux s'exécutant manuellement, peut s'appliquer aussi aux installations mécaniques.

L'ouvrier, plus dispos, en raison de la moindre durée de son séjour à l'usine, est plus agile, plus alerte, il perd moins de temps dans le réglage de son métier, lorsqu'un travail déterminé doit être remplacé par un travail un peu différent, il va plus vite dans l'alimentation de sa machi-

ne-outil et cela sans s'en rendre compte, tout simplement parce qu'il est plus dispos.

Et d'autre part, n'est-il pas rationnel de croire que la réduction de la durée du travail jouera un rôle important dans le perfectionnement des mécanismes et de l'outillage. On conçoit assez facilement qu'une machine qui fait actuellement 1500 tours à la minute pourra, l'année suivante, ensuite d'une modification légère, faire 1.800 ou 2.000 tours, augmentant ainsi d'un quart ou d'un tiers la production, en tout cas d'une quantité supérieure à la perte produite par la diminution de la journée.

Les exemples et les résultats suivants choisis dans les industries de la région vont confirmer les principes et les déductions précédentes.

1^{er} exemple. — En 1901, MM. Rollin (président de la Chambre de Commerce) et Morel, fabricants de chaussures à Fougères (atelier mécanique), avaient obtenu l'autorisation de faire travailler leur personnel (environ 250 ouvriers et ouvrières) douze heures par jour, du 15 février au 15 mars inclus (décret du 15 juillet 1893 modifié). — Le 11 mars, jour de visite de l'Inspecteur départemental, la durée du travail journalier n'était que de 11 heures. Nous en demandons la raison, et voici la réponse de M. Rollin :

« Les commandes, nous dit-il, sont aussi urgentes, seulement en examinant attentivement la production, voici ce que j'ai constaté. Les 4 ou 5 premiers jours de la dérogation, la production a augmenté d'une façon sensible (peut-être 1/11 correspondant à l'augmentation de la durée du travail), mais à partir du vendredi suivant, 22 février, malgré les 12 heures de travail, la production a diminué pour redvenir sensiblement la même que la semaine précédente avec la journée de 11 heures. J'ai donc établi la journée de 11 heures. »

Nous avons fait d'abord remarquer à M. Rollin que les ouvriers n'avaient aucun intérêt à faire 12 heures puisque

étant payés aux pièces, et la production étant redevenue la même, ils gagnaient seulement le même salaire, en travaillant une heure de plus, et que lui, personnellement avait intérêt à ne pas maintenir cette journée de 12 heures puisqu'elle l'obligeait à une heure de plus de présence à l'usine, et que d'autre part, ses frais généraux quotidiens étaient augmentés dans une notable proportion (éclairage, un quart en plus, chauffage et force motrice 1/11 en plus, indemnité du personnel du bureau, 1/11 en plus, etc.).

Cette expérience l'a convaincu que les dérogations, pour être utiles à l'industriel au point de vue de la production, ne devaient pas excéder 4 ou 5 jours consécutifs, une semaine au maximum, sinon par un nombre au moins égal de jours de travail avec durée normale (sans parler des jours de repos qui doivent évidemment être conservés). La conséquence fut que quinze jours tard, la maison Rollin et Morel demandait et obtenait les dérogations suivantes :

Du 26 au 29 mars 1904 (4 jours).

Du 2 au 5 avril 1904 (4 jours).

Afin de laisser aux ouvriers le temps de réparer leurs forces entre deux périodes de travail avec journée maximum.

Depuis deux années un nombre important d'industriels des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine ont adopté cette manière de faire, et demandent des autorisations temporaires de prolonger la durée du travail journalier pour les trois ou quatre derniers jours de la semaine.

Cet exemple eut sa répercussion dans les fabriques de chaussures de Fougères (au nombre de 35).

M. Rollin nous ayant autorisé à citer le fait précédent, nous en avons donné connaissance à ses confrères de Fougères que nous avons tous visités sans exception vers la même époque en les engageant à vérifier si, dans leurs usines respectives, les mêmes causes ne produisaient pas les mêmes effets. Nous avons reconstruit chez la plupart (30 au moins) la plus grande bonne volonté, aussi la journée

de dix heures et demie fut-elle acceptée dès la première quinzaine d'avril, et sans diminution de salaire. Convaincus également que les dérogations pour être profitables devaient embrasser une courte période : MM. Hautebert et Pitois, à Feugères, obtenaient l'autorisation de faire travailler 12 heures par jour, 12 ouvriers les 23, 28, 29, 30 mars et les 2, 3, 4, 5, 6 avril 1901.

2^e exemple. — A R... M. Paul C... emploie une vingtaine d'ouvriers scieurs. Le 11 avril 1902, son neveu, M. Jules C... directeur des ateliers nous donnait en présence de M. l'Inspecteur primaire ses impressions sur la loi de 1900. Il faudrait, disait-il, qu'elle s'appliquât à tous les établissements industriels sans exception, qu'ils occupent ou non des enfants de 18 ans.

— Cette journée de dix heures et demie vous cause-t-elle un préjudice ? Comment sont payés vos ouvriers ? Aux pièces ou à la journée ?

— Aux pièces, nous répondit-il.

— Donc l'application de la loi ne vous atteint pas ?

— Non, pas pour l'instant, mais quand nous serons pressés d'ouvrage.

— En attendant, quelle est la durée du travail dans vos ateliers ?

— Dix heures en hiver, onze heures en été.

— Trouvez-vous que vos ouvriers produisent plus en été qu'en hiver ?

— C'est étonnant, nous répond M. Jules C... en été, avec la journée de onze heures, nos ouvriers gagnent par quinzaine un salaire qui reste à peu près le même pour chaque ouvrier pendant les 7 mois d'été. Dès que la journée de dix heures (hiver) a remplacé celle de 11 heures le salaire fléchit pendant la première quinzaine (il diminue de 4, 5 ou 6 francs) mais à partir de la deuxième quinzaine il redevient ce qu'il était avec la journée de 11 heures. L'ouvrier qui était habitué pendant l'été à emporter, à la fin de la quinzaine, une certaine somme, veut empor-

ter la même en hiver, bien que travaillant une heure de moins, il y arrive.

Cet exemple tendrait à prouver :

1° Que l'ouvrier moins fatigué, a une plus grande puissance de production, et que cette puissance de production diminue quand on passe de la journée de dix heures à celle de onze heures, puisque le salaire n'augmente pas :

2° Que l'intérêt du patron, au point de vue strictement industriel est de toujours remplacer la journée de onze heures par celle de dix heures, puisque la production reste la même et que, d'autre part, les frais généraux quotidiens sont diminués de 1/11 (force motrice, etc.).

9° *exemple.* — M. Presle-Couhaud est un très important industriel de Saint-Brieuc qui emploie 10 hommes et 57 femmes au triage des chiffons et 8¹/₂ personnes des deux sexes à la préparation des soies de porcs.

Le 11 juin 1902, il nous affirmait que ses ouvrières payées aux pièces gagnaient autant en dix heures l'hiver qu'en onze heures l'été (travail à la main).

Pour nous en rendre compte, nous avons relevé, avec l'assentiment de M. Presle, qui a mis à notre disposition son livre de paye, le salaire de l'une des plus anciennes ouvrières pendant les deux périodes :

NOM DE L'OUVRIÈRE : M^{me} MARIE BIANNIC

Hiver. — Dix heures

Semaines	Salaires
Du 9 au 14 décembre 1901 ..	12 fr. 20 pour 6 jours.
Du 16 au 21 décembre 1901..	10 fr. 90 —
Du 23 au 28 décembre 1901 ..	9 fr. 70 pour 5 jours. Noël.
Du 6 au 11 janvier 1902	10 fr. 20 pour 6 jours.
Du 13 au 18 janvier 1902	11 fr. 30 —
Du 20 au 25 janvier 1902	12 fr. 10 —
TOTAL.....	66 fr. 20 pour 35 jours,

Soit : 1 fr. 89 par jour.

Eté. — Dix heures et demie

Semaines	Salaires
Du 12 au 17 mai 1902.....	11 fr. 20 pour 6 jours.
Du 21 au 26 avril 1902	10 fr. 40 —
Du 25 au 31 mai 1902.....	11 fr. 80 —
TOTAL.....	33 fr. 40 pour 18 jours.

Soit : 1 fr. 85 par jour.

C'est-à-dire un gain sensiblement égal à celui réalisé pendant la journée de dix heures (4 centimes de moins).

Nous avons d'ailleurs pris une ouvrière quelconque parmi les plus anciennes.

4^e exemple. — A Guingamp dans les ateliers de M. Tanvez-Lever et fils, constructeurs mécaniciens, voici quel est l'horaire adopté pour tout le personnel : travail de 6 heures du matin à 6 heures du soir avec repos de huit heures à 8 heures et demie, de 11 heures trois quarts à 1 heure du soir et de 4 heures à 4 heures et demie, ce qui fait 9 heures trois quarts de travail effectif.

De plus, le lundi et le samedi, la sortie s'effectuant à 5 heures et demie au lieu de 6 heures, la durée du travail n'est que de neuf heures 15 bien que le salaire soit le même que pour les autres jours de la semaine, salaire égal sinon supérieur à celui des ouvriers similaires de la localité. MM. Tanvez-Lever que nous avons visités le 21 août 1902 nous ont affirmé que cet horaire leur donnait complète satisfaction sous tous les rapports.

5^e exemple. — A R... chez Charles O... très important manufacturier employant 150 ouvriers des deux sexes, nous avons relevé les salaires de 7 ouvriers travaillant aux pièces et choisis parmi les plus anciens de l'usine, parmi ceux dont le travail est le plus régulier.

Il est à remarquer que depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 31 décembre le travail de ces ouvriers (travail à la main) est identiquement le même. Il serait trop long de donner pour ces 7 ouvriers le montant du salaire reçu chaque semaine

pendant les trois périodes de deux mois chacune que nous avons choisies :

Août et septembre 1899, 11 heures et demie. •

Février et mars 1902, 10 heures et demie.

Mai et juin 1902, 9 heures et demie.

Nous allons simplement donner le montant des sommes reçues pendant chaque période en donnant seulement le salaire semaine par semaine pour une équipe de trois ouvriers.

Mme Belluster, peigneuse de soies mouillées : août et septembre 1899, journée de 11 heures et demie, salaire, 117 fr. 50 pour 52 jours consécutifs, soit 2 fr. 25 par jour ;

Février et mars 1902, journée de dix heures et demie, salaire 126 fr. 90 pour 51 jours consécutifs, soit 2 fr. 48 par jour ;

Mai et juin 1902, journée de 9 heures et demie, salaire 135 fr. 95 pour 52 jours consécutifs, soit 2 fr. 61 par jour.

De sorte que le salaire journalier de cette ouvrière a augmenté chaque fois que la durée de la journée a diminué d'une heure, la première fois de 0 fr. 23 par jour, la seconde fois de 0 fr. 13. •

2^e Equipe de trois ouvriers. — 1 homme, M. Poissonnet, 1 femme, 1 enfant, occupés au paquetage de la soie sèche.

Salaires reçus pendant les mêmes périodes que ci-dessus :

Journée de 11 heures et demie : salaire de 389 fr. 45 pour 52 jours consécutifs, soit 7 fr. 48 par jour ;

Journée de 10 heures et demie : salaire de 396 fr. 60 pour 53 jours consécutifs soit 7 fr. 48 par jour ;

Journée de 9 heures et demie : salaire de 329 fr. 50 pour 46 jours consécutifs, soit 7 fr. 16 par jour.

En résumé la réduction de deux heures dans la durée de la journée a entraîné pour une équipe de trois ouvriers une diminution de salaire de 0 fr. 32 par jour et la diminution d'une heure n'a entraîné aucune diminution. Il faut

remarquer que la deuxième période (journée de 9 heures et demie) n'était commencée que depuis deux mois lorsque nous avons obtenu ces renseignements et nous sommes persuadés que cette moyenne s'est relevée (sans avoir pu cependant le vérifier).

3° Equipe de 3 ouvriers : 1 homme, M. Chollet, 1 femme et 1 enfant, employés au paquetage de la soie sèche :

a. — *Journée de 11 heures et demie*

Août 1899, 1 ^{re} semaine, paye du 5	.	41 fr. 60	pour 6 jours.
— 2 ^e	—	12.. 36 fr. 80	—
— 3 ^e	—	19.. 18 fr. 80	pour 4 jours.
— 4 ^e	—	26.. 30 fr. »	6
Septembre, 1 ^{re}	—	2.. 41 fr. 20	—
— 2 ^e	—	9.. 34 fr. 40	—
— 3 ^e	—	16.. 34 fr. 80	—
— 4 ^e	—	23.. 30 fr. 10	—
— 5 ^e	—	30.. 31 fr. 20	—

TOTAL 298 fr. 90 pour 52 jours.

Soit 5 francs 74 par jour.

b. — *Journée de dix heures et demie*

Février 1902, 1 ^{re} semaine, paye du 1 ^{er} ..	30 fr. 40	pour 6 j.
— 2 ^e	8 ... 36 fr. »	—
— 3 ^e	15 ... 32 fr. »	—
— 4 ^e	22 ... 30 fr. »	—
Mars 1902 1 ^{re}	1 ^{er} ... 36 fr. »	—
— 2 ^e	8 ... 36 fr. »	—
— 3 ^e	15 ... 36 fr. »	—
— 4 ^e	22 ... 36 fr. »	—
— 5 ^e	29 ... 36 fr. »	—

TOTAL 310 fr. 40 pour 54 j.

Soit : 5 fr. 75 par jour.

c. — *Journée de neuf heures et demie*

Mai 1902, 2 ^e semaine, paye du 10..	38 fr. 40 pour 5 jours.
— 3 ^e — — 17..	36 fr. » —
— 4 ^e — — 24..	30 fr. » —
— 5 ^e — — 31..	36 fr. » pour 6 jours.
Juin 1902 1 ^{re} — — 7..	37 fr. 20 —
— 2 ^e — — 14..	32 fr. » —
— 4 ^e — — 28..	34 fr. » —

TOTAL..... 270 fr. 10 pour 46 jours.

Soit : 5 fr. 87 par jour.

En résumé la diminution de deux heures dans la durée de la journée a entraîné pour cette équipe de trois ouvriers une augmentation de 0 fr. 13 dans le salaire journalier. Il est évidemment impossible de faire état de cette augmentation (minime en somme) pour en conclure qu'un ouvrier produit plus en neuf heures et demie qu'en onze heures et demie de même que dans le cas précédent il était impossible de faire état de la diminution de 0 fr. 32 qui n'avait aucune proportion (1/21) avec la diminution de la journée (1/3 environ).

L'étude des tableaux qui précèdent (équipe Chollet) nous montre en outre qu'avec une journée réduite, la production est plus régulière (36 francs environ par semaine en mars, mai e. juin 1902).

Nous ajouterons qu'au commencement de mai 1902, M. Charles O... comptant restreindre sa production sans renvoyer de personnel (période de morte saison) avait spontanément remplacé la journée de 10 heures et demie par celle de 9 heures et demie (de sept heures à 6 heures du soir, au lieu de sept à sept, avec une heure et demie de repos à midi). Il fut stupéfait de voir, au bout de quelques jours, que la production de l'usine restait la même, malgré cette diminution d'une heure dans la durée de la journée.

Il dut donc se résoudre à renvoyer des ouvriers, les moins anciens.

6° exemple. — A D..., M. Benedit B..., employé dans un atelier de bonneterie 50 à 55 ouvriers (atelier mécanique) travaillant au métier. Après avoir appliqué successivement dans ses ateliers la journée de douze heures puis celle de 10 et de 11, M. Bénédit B... s'est arrêté définitivement à la journée de huit heures comme à celle qui lui assure non seulement le meilleur rendement à l'heure, mais encore le même rendement quotidien.

Nous en avons la preuve dans ce fait que depuis que, progressivement la journée de huit heures a remplacé celle de douze, les salaires des ouvrières (toutes payées aux pièces) sont restées les mêmes et cela bien que le prix de fabrication de l'unité n'ait pas varié.

M. Bénédit B... nous avait promis de nous adresser les relevés des salaires d'un certain nombre d'ouvrières pendant les périodes où elles avaient travaillé respectivement 12, 11, 10, 9 et 8 heures. Il ne l'a pas fait, et nous le regrettons vivement, car ces chiffres auraient éclairé d'un nouveau jour cette question de la journée de huit heures.

Assurément, nous disaient Mme B... et le contremaître M. Herbelin une de nos ouvrières produira plus en 9 ou 10 heures mais à condition que ce soit momentanément.

De l'avis de M. Bénédit B... il existe dans son industrie (pour des ouvrières qui n'ont pas de travail physique, et qui, toutes ne font qu'œuvre de surveillance du métier) une journée maximum qu'on ne doit pas dépasser. Pour lui, cette journée est de 8 heures.

Lorsqu'il a des commandes très urgentes, M. Bénédit B... fait travailler ses ouvrières 9 heures par jour (de 8 à 7 avec deux heures de repos au milieu du jour) ; elles produisent davantage, à condition : 1° que la surveillance soit efficace ; 2° que ce mode de travail ne dure pas.

7° exemple. — Pendant les années qui précédèrent son entrée au Parlement français, M. Baudin, ancien député

du Cher, actuellement faïencier d'art à Saint-Briac, eut l'occasion d'exercer en Angleterre sa profession d'ouvrier céramiste.

Il fut frappé du fait suivant. Les salaires des ouvriers céramistes étaient plus élevés en Angleterre qu'en France, par contre, la journée de travail qui était de 12 heures en France n'était que de 9 heures en Angleterre, et malgré ces circonstances en apparence défavorables, malgré aussi les droits de douane les produits anglais venaient concurrencer nos propres produits sur les marchés français.

Que conclure de ce fait ? Sinon que le prix de revient des produits anglais était moins élevé que le prix de revient des produits français de même nature, malgré la réduction de la durée du travail et l'augmentation du salaire, et que, par conséquent, pour l'industrie céramique, la production totale journalière avec la journée de 9 heures était au moins égale, sinon supérieure à la production avec la journée de 12 heures. Il ne faut pas oublier que pour cette industrie, la main-d'œuvre entre pour la plus grande part dans la valeur des produits fabriqués et qu'il n'est pas possible, par suite, de faire état d'une différence dans le prix des matières premières, différence qui n'est d'ailleurs qu'hypothétique.

A l'appui des faits qui précèdent nous pouvons citer l'opinion d'un certain nombre d'industriels (entrepreneurs de maçonnerie, de menuiserie, charrons, forgerons, etc.), qui ont reconnu qu'actuellement la journée de 10 heures donne le meilleur rendement, mais chez lesquels il est impossible de faire des expériences, en raison de la diversité des travaux.

1° M. Janvier, entrepreneur de plâtrerie à Rennes, emploie 20 ouvriers. Il a toujours remarqué que chaque fois, que pour faire plaisir à un propriétaire pressé il a fait exécuter à ses ouvriers 12 heures de travail journalier, ou davantage, au bout de quelques jours la production quotidienne redevenait sensiblement la même qu'avec la jour-

née de 11 heures. Pour lui la journée de 10 heures est la meilleure.

La journée de dix heures et demie a été appliquée dans ses chantiers dès 1902. Il a augmenté immédiatement le salaire à l'heure de ses ouvriers pour que le salaire quotidien reste constant.

MM. Jobbé (peintre), 40 ouvriers : Jamet, serrurier (60 à 70), Cado, serrurier, etc., ont fait de même dès le 1^{er} avril 1902.

2° M. Magnan, François, menuisier en bâtiment à Rennes, nous dit qu'en 1895, travaillant à des réparations urgentes chez un imprimeur, il avait fait faire 13 heures de travail à ses ouvriers. Il a constaté qu'à partir du quatrième ou cinquième jour, la production était redevenue ce qu'elle était avec la journée de 11 heures (déclaration du 30 juin 1902).

C'est le propriétaire, dit-il, qui se figure qu'en augmentant la durée du travail ses travaux seront terminés plus tôt et c'est lui qui demande au patron que la journée soit prolongée.

3° M. Louis Crespel, charron-forgeron à Saint-Méen, a remarqué que la journée de 10 heures (de 6 heures à 6 heures, avec deux heures de repos à midi) donnait le plus fort rendement. Il l'a adoptée, bien que tous les autres industriels de la localité fassent 12 heures, 11 heures et quelques-uns 10 heures et demie actuellement. Il estime, d'autre part, qu'il faut au moins à l'ouvrier un repos de deux heures au milieu du jour, la production devient plus forte.

C'est aussi l'avis des industriels qui appliquent la journée de 10 heures (1 heure et demie ou 2 heures de repos).

4° M. Macé (maison Rolland et Macé, menuiserie, 30 ouvriers à Dinan) nous dit qu'à son avis (c'est le résultat de ses remarques, puisque lui-même a été ouvrier) le maximum de la production journalière est atteint par les menuisiers et charpentiers qu'il a spécialement étudiés, avec

la journée de dix heures (6 heures et demie à 7 heures, avec 2 heures et demie de repos actuellement).

5° M. Moussard, contremaître dans l'atelier de carrosserie de M. L... à D..., nous a fait la déclaration suivante (20 juillet 1902). Dans notre atelier, en 10 heures de travail, l'ouvrier produit autant sinon plus, que dans 12 heures ; il se fatigue et travaille mollement, avec la journée de 10 heures, au contraire, il travaille sérieusement.

III. . . *De l'unification de la durée du travail dans tous les établissements industriels et pour tous les travailleurs*

Dans les premières pages de cette étude nous avons montré les inconvénients graves occasionnés pour l'industrie, par l'application de la loi du 2 novembre 1892, combinée avec le décret-loi des 9-14 septembre 1848.

Le progrès incontestable réalisé par la loi du 30 mars 1900 consiste en ce que :

Dans un même établissement la durée de la journée est la même pour tous les travailleurs qui y sont employés quelque soit leur sexe ou leur âge.

Si l'on se rapporte aux statistiques de l'Inspection du Travail (année 1900 et 1901), on constate que par application de la loi de 1900 :

- 1° 481.107 enfants de moins de 18 ans,
- 667.835 filles au dessus de 18 ans et femmes,
- et 1.162.366 hommes adultes, soit au total :

2.311 308 ouvriers sont soumis à la journée de 10 heures.

2° 34.531 usines et manufactures peuvent faire effectuer à leur personnel 12 heures de travail.

3° Enfin 111.093 ateliers ou chantiers ne sont soumis à aucune limitation.

Remarquons toutefois que ces derniers établissements sont, en général peu importants (moulins à farine, ateliers

ruraux de forgerons, menuisiers, cordonniers, etc.), puisque le personnel des deux dernières catégories d'établissements s'élève seulement au total, à 597.550 ouvriers adultes, soit un peu plus de 3 ouvriers en moyenne par établissement alors que cette moyenne est de 14 ouvriers environ pour la première catégorie.

En résumé, avec la législation actuelle, et toutes réserves faites sur les modifications continuelles qui se produisent dans l'importance et la composition du personnel dans les établissements industriels, 2.311.308 ouvriers de l'industrie sont astreints à faire au maximum 10 heures de travail, alors que 597.550 peuvent effectuer soit douze heures de travail soit une durée illimitée.

Pour les 4/5 des ouvriers français la journée de 10 heures est donc depuis le 30 mars 1904 la journée normale.

Est-ce à dire que pour le dernier cinquième la durée du travail journalier atteigne et dépasse 12 heures ?

— Non. — On a remarqué, au contraire, avant le vote de la loi du 30 mars 1900, que la durée du travail était la plus courte dans les établissements à personnel exclusivement masculin et adulte.

Actuellement encore, dans les établissements où le travail est organisé par double équipe la durée du travail effectif dépasse rarement 10 heures à 10 heures et demie avec 1 heure et demie ou 2 heures de repos pris alternativement par les ouvriers d'une équipe.

Néanmoins l'application de la journée de 10 heures et demie aux seuls établissements à personnel simple (31 mars 1902) et plus encore l'application de la journée de 10 heures (31 mars 1904) aux mêmes établissements ont donné naissance à plusieurs objections formulées par plusieurs chefs d'industrie visés par la loi. Ces objections ont été provoquées non pas comme l'ont cru à tort certains économistes, à raison de la limite de 10 heures fixée par la loi, mais bien plutôt parce que cette loi n'avait pas une application générale.

En effet, dans une partie importante des industries, dans celles, notamment, où l'emploi d'un personnel enfantin et féminin n'est pas obligatoire, les établissements visés par la loi de 1900 sont néanmoins placés dans ces conditions d'infériorité au point de vue du recrutement de leur personnel, surtout si les ouvriers sont payés à l'heure, vis-à-vis des établissements à personnel exclusivement masculin et adulte, dans lesquels les ouvriers peuvent faire le cas échéant douze heures de travail effectif et même davantage.

Le salaire à l'heure étant uniforme dans tous les ateliers analogues d'une même région, il en résulte que l'ouvrier sera tenté de chercher du travail dans les ateliers où la durée du travail est la plus longue tout en pestant intérieurement contre une durée exagérée de la journée.

De leur côté, certains patrons, qui croient encore à tort bien évidemment, les expériences précédemment rapportées en sont une preuve, que leur intérêt est de travailler le plus longtemps possible, augmenteront ou seront tentés d'augmenter la durée du travail jusqu'à la limite légale.

Si l'on ajoute à cet inconvénient grave du départ possible des meilleurs ouvriers des établissements à personnel mixte, la crainte des renvois d'apprentis, compromettant ainsi l'apprentissage dans certaines professions, on reconnaîtra que l'unification de la durée du travail de tout le personnel des établissements industriels, réclamée par une partie importante des chefs d'industries, par plusieurs commissions du travail, etc., réalisée enfin en dehors de toute intervention légale par deux chambres syndicales patronales dont l'une est certainement parmi les plus importantes de France dans le monde du bâtiment, est une mesure qui doit nécessairement retenir l'attention de tous ceux qu'intéressent à la fois le bien-être de la classe ouvrière et le développement normal de notre industrie.

II. — Un gros inconvénient pour l'application de la

journée de dix heures dans l'industrie du bâtiment notamment, était le suivant :

Les ouvriers sont payés également à l'heure par le patron (0 fr. 40 par exemple), qui lui est payé également à l'heure par tous les propriétaires pour tous les ouvriers qu'il emploie (0 fr. 65 par exemple). Il en résulte que dans l'exemple choisi le patron a un bénéfice de 0 fr. 25 par heure et par ouvrier.

La journée de dix heures et demie (actuellement celle de 10 heures) présente dans ces conditions un inconvénient, qu'avec un peu d'entente entre les patrons il est facile de faire disparaître (exemple syndicats des Côtes-du-Nord et d'Ille-et-Vilaine).

Le salaire de l'ouvrier étant le même pour dix heures que pour onze heures (si la loi de 1900 est appliquée et dans sa lettre et dans son esprit : application à tous les établissements et par suite augmentation du prix à l'heure payé à l'ouvrier) il en résulte que :

1° Le bénéfice à l'heure du patron diminue pour chaque ouvrier, le prix payé par le propriétaire étant resté le même ;

2° Le bénéfice horaire du patron ne porte que sur dix heures au lieu de onze, d'où deux causes de diminution des bénéfices.

Dans l'exemple qui précède, le salaire journalier de l'ouvrier était de $0 \text{ fr. } 40 \times 11 = 4 \text{ fr. } 40$ soit 0 fr. 40 à l'heure avec la journée de 11 heures, et $0 \text{ fr. } 40 \times 11 = 0 \text{ fr. } 44$ avec la journée de 10 heures.

Avec la journée de 11 heures ce même bénéfice n'est plus que de $(0 \text{ fr. } 65 - 0 \text{ fr. } 40) \times 11 = 2 \text{ fr. } 75$.

Avec la journée de 10 heures ce même bénéfice n'est plus que $(0 \text{ fr. } 65 - 0 \text{ fr. } 44) \times 10 = 2 \text{ fr. } 10$.

C'est-à-dire diminution du bénéfice à l'heure du nombre d'heures pendant lesquelles ce bénéfice est réalisé.

Or, cette question qui ne se pose d'ailleurs que pour les travaux de réparation, ravalement, crépissage, etc., à l'ex-

clusion de tous les travaux neufs traités à forfait ou d'après un devis, est résolue facilement par une entente des patrons tendant à faire établir de nouvelles séries de prix et à fixer une durée uniforme de la journée de travail.

Il est bien évident, en effet, que si les industriels du bâtiment convaincus que la production journalière est la même avec la journée de 10 heures qu'avec celle de 11 ou 12 heures, appliquent généralement la journée de 10 heures sans réduction de salaire, les séries de prix doivent être revisées.

La production journalière étant la même pour 10 heures que pour 11 heures il en résulte que si l'ouvrier reçoit de son patron le même salaire journalier, le patron, à son tour, doit recevoir du propriétaire le même prix pour une journée d'ouvrier.

Que cette journée soit de 11 ou de 10 heures cela n'a qu'une minime importance, puisque le même travail est effectué.

Dans l'exemple qui précède, le prix payé à la journée par le propriétaire étant de 0 fr. 65 $\times$ 11 = 7 fr. 15.

Avec la journée de 10 heures le prix payé à l'heure par le propriétaire sera de : 0 fr. 65 $\times$ 11 = 0 fr. 715.

Dans ces conditions le bénéfice du patron, par jour et par ouvrier n'aura subi aucune diminution ce qui est juste.

Nous devons faire observer que les salaires qui ont été pris comme base dans l'exemple qui précède sont absolument théoriques, il n'est donc pas possible de s'en servir pour apprécier le bénéfice d'un industriel.

III. — Une troisième critique a été formulée contre l'une des conséquences de l'application de la loi du 30 mars 1900, c'est qu'elle enlève toute souplesse à l'industrie en ne permettant jamais aux adultes de dépasser la limite légale de la durée du travail même en cas de travaux urgents.

Dans les industries dites de saison seulement qui sont

inscrites à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 modifié, le personnel peut, 60 jours par an, prolonger la durée du travail.

Or, il est beaucoup d'industries (la carrosserie, les ateliers de constructions mécaniques ou de réparations de machines, etc., pour n'en citer que quelques-unes) dans lesquelles sans qu'il se produise, à proprement parler de morte saison, il existe néanmoins des périodes de plus grande activité.

Il est indispensable, disent plusieurs industriels que l'on donne à ces industries le moyen d'exécuter en temps utile les commandes qu'elles reçoivent sans les obliger à violer la loi, soit à renvoyer les apprentis ou les ouvriers de 18 ans.

Il est évident, en effet, qu'une industrie qui a des périodes de plus grande activité (et toutes ou presque toutes les industries sont dans ce cas) ne peut pas toujours au moment des commandes urgentes, trouver sur place ou même ailleurs, le personnel complémentaire qui lui est nécessaire puisque ce besoin de bras nouveau se produit en même temps dans toutes les industries de même nature, d'où impossibilité de satisfaire aux commandes si l'industriel ne bénéficie pas du droit d'obtenir des dérogations.

Et nous ne croyons même pas, dans l'intérêt des ouvriers, qu'il fut désirable que le patron put trouver instantanément et complètement ce personnel. Une telle solution supposerait en effet l'existence d'un personnel chômeur plus ou moins considérable.

Les ouvriers sans travail, d'une même profession, ceux qui composent ce que nous pourrions appeler le personnel flottant de cette profession sont en nombre trop considérable. Des bras sont ainsi immobilisés dans l'attente de chances de travail plus ou moins hypothétiques qui seraient mieux employés dans des industries différentes.

Par l'impossibilité, ou tout au moins par la difficulté dans laquelle se trouve l'ouvrier (l'ouvrier homme surtout

une fois parvenu à l'âge mur) de changer de profession, cet état de choses qui voue à la misère tout un personnel industriel intéressant, il serait évidemment bien préférable dans ces conditions qu'on put arriver à conserver sensiblement le même personnel, même dans les périodes de chômage et arriver ainsi à diminuer sinon à supprimer presque complètement ce personnel flottant.

C'est dans cet esprit qu'ont été certainement comprises les dérogations qui permettent, d'autre part à l'industriel de pouvoir toujours satisfaire aux besoins de sa clientèle.

En fait, dans beaucoup d'industries, non inscrites au décret du 15 juillet 1893 modifié, et ne bénéficiant pas par suite du droit d'effectuer après autorisation deux heures supplémentaires chaque jour les dispositions diverses prises par certains industriels, heureusement assez rares, au moment de l'application de la loi du 30 mars 1900 (renvois du personnel protégé, installation de locaux différents pour les diverses catégories de travailleurs, etc.), ont été déterminées en général non pas par le désir d'élever, d'une façon habituelle la limite de 10 heures fixées par la loi, mais plutôt par le besoin de pouvoir augmenter la durée du travail en cas de travaux urgents.

L'un des résultats qu'il importe de signaler à l'attention des ouvriers, plus spécialement de ce manque de souplesse de l'organisation du travail dans les établissements à personnel mixte (loi de 1900) est le suivant : il peut déterminer si les fluctuations dans la production sont assez importantes la formation d'un personnel de chômeurs dans une industrie où il n'en existait pas précédemment.

Prenons comme exemple une construction de machines agricoles faisant effectuer à ses ouvriers 10 heures de travail journalier. De juin à septembre le travail augmentant d'une façon notable dans les établissements de cette catégorie l'industriel devra :

Ou bien augmenter de une ou deux heures la durée normale de la journée de travail.

Ou bien augmenter son personnel si son installation le lui permet en recrutant des ouvriers supplémentaires.

Si légalement ce constructeur ne peut faire effectuer à ses adultes des heures supplémentaires il n'aura pour résoudre la difficulté que le moyen suivant funeste au dernier point pour la classe ouvrière :

Il fera appel pour augmenter son personnel à des manœuvres et il leur fera exécuter les travaux les moins difficiles, ceux qui ne réclament, pour être accomplis convenablement qu'un court apprentissage (manutention de fardeaux, conduites de certaines machines, outils, polissage à la meule émeri, etc.). Le coup de feu passé, il remerciera ce personnel complémentaire pour l'embaucher à nouveau l'année suivante et ainsi de suite.

Au bout de quelques années ce personnel chômeur ainsi créé se considérera comme appartenant définitivement à la profession. Il pourra même arriver que pour des raisons spéciales et diverses, les renvois d'ouvriers au commencement des périodes de morte saison portent également sur l'ancien personnel.

L'impossibilité d'effectuer des heures supplémentaires aura donc eu pour résultat de déterminer la création d'un personnel flottant d'autant plus important que les fluctuations dans la production sont elles-mêmes plus importantes et comme conséquence de réduire le salaire journalier par suite de l'abondance de la main-d'œuvre.

Nous devons reconnaître que nous nous sommes placés dans des conditions très spéciales pour exposer cette conséquence future et possible de la loi de 1900. Nous avons supposé qu'il n'existait pas de chômeurs. Or actuellement, ce personnel flottant existe en proportions diverses dans toutes ou presque toutes les professions.

L'application stricte de la journée de 10 heures permet-

tra donc d'abord de réduire progressivement le nombre des chômeurs.

Il est bien évident, en effet, que ce bénéfice de déroger aux règles générales fixant les conditions de travail n'est plus nécessaire, si le nombre des chômeurs permet à l'industriel de trouver immédiatement le personnel complémentaire dont il a besoin et si de plus il dispose d'un espace suffisant dans son établissement pour les employer.

Dans cette circonstance l'obtention des dérogations causerait aux ouvriers sans travail le plus grave préjudice en prolongeant au delà de toute proportion la durée de leur chômage et cela sans donner satisfaction complète à l'industriel puisqu'il est maintenant démontré et admis que pour lui être profitable les dérogations ne doivent s'exercer que pendant un petit nombre de jours consécutifs (une semaine au plus), les périodes de travail à journée maximum étant séparées par des périodes de travail à journée normale et d'importance au moins égale.

Il en résulte que l'intérêt bien entendu de l'industriel en cas de commandes urgentes, de travaux pressés, sera toujours, lorsque cela sera possible, d'embaucher un personnel supplémentaire.

Le seul moyen, croyons-nous de donner satisfaction aux desiderata de l'industrie française sans léser les intérêts de la classe ouvrière serait d'accorder pour les adultes hommes seulement — et en dehors des dérogations fixées par le décret du 15 juillet 1893 modifié — l'autorisation d'effectuer annuellement un certain nombre d'heures supplémentaires à fixer pour chaque industrie par un règlement d'administration publique.

*
* *

Des considérations qui précèdent, il semble bien résulter que le seul moyen de supprimer ces multiples inconvé-

nients serait d'unifier à 10 heures par jour (ce qui existe depuis 1904 pour tous les établissements visés par la loi de 1900) la durée de la journée pour tout le personnel de toutes les industries (sous réserve des dérogations qui pourraient être et qui sont déjà apportées à cette règle générale) et en attendant cette réforme si impatiemment désirée par de nombreux industriels, d'étendre l'application du décret-loi de 1848 à tous les établissements industriels.

*
* *

La journée de dix heures dont nous venons d'exposer les effets et qui devait être un maximum dans l'industrie représentée à notre avis une durée de travail que l'on ne doit pas d'une manière habituelle, d'une façon normale, dépasser dans aucune industrie.

Au contraire il est beaucoup d'industries dans lesquelles cette journée ne peut être atteinte et pour lesquelles la journée maxima telle que nous la définissons précédemment sera inférieure à cette durée légale de 10 heures.

Aussi serait-il désirable que dans chaque industrie cette journée maximum (inférieure alors à la journée maximum légale de 10 heures) fut fixée à l'amiable par les patrons et les ouvriers. Le meilleur moyen à employer pour ce résultat serait dans chaque industrie l'institution de Commissions mixtes formées par moitié de patrons et d'ouvriers. Commissions analogues à la Commission mixte de l'industrie du Livre qui a donné des résultats si féconds.

On nous objectera peut-être que nous nous sommes un peu étendu dans les pages qui précèdent sur la réduction uniforme à dix heures de la durée de la journée de travail, mais nous trouvons notre excuse dans la conviction profonde que nous avons de son utilité et même de sa nécessité. Et c'est cette conviction que nous voudrions faire passer dans l'esprit de nos lecteurs.

Il ne faut pas oublier, en effet, que pour que cette loi du 30 mars donne de bons résultats et serve de point de départ à une réglementation plus complète, il est nécessaire que tous (ouvriers et patrons) soient convaincus de son utilité comme nous le sommes nous-mêmes et l'appliquent consciencieusement.

NUMÉROS d'ordre	DATE de la conférence	LOCALITÉS	Personnalités ou associations à la demande desquelles la confé- rence a été faite
Première série : SIX CONFÉRENCES			
8	25 février 1902	Rennes.....	Bourse du Travail et Syndicats.
10	18 mars 1902	Rennes.....	Chambre syndicale des Entre- preneurs de Rennes.
12	25 avril 1902	Dinard.....	Municipalité et Chambre syn- dicale des Entrepreneurs de Saint Malo.
15	23 mars 1902	Fougères....	Bourse du Travail et syndicats ouvriers.
13	16 mai 1902..	Morlaix.....	Syndicats ouvriers (Hôtel-de- Ville).
16	10 juillet 1902	Saint-Brieuc.	Syndicats des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord et Syndi- cats ouvriers de St-Brieuc.
Deuxième série : ONZE CONFÉRENCES			
22	13 mai 1903..	Rennes.....	Syndicat des Plâtriers.
23	23 Id. ..	Rennes.....	Syndicat du Livre.
24	28 Id. ..	Dol.....	Municipalité et Syndicat des Entrepreneurs.
26	10 juillet 1903.	St-Brieuc....	Syndicat des Entrepreneurs des Côtes-du-Nord.
27	11 Id.	St-Brieuc...	Union des Syndicats ouvriers.
28	17 Id.	Rennes.....	Bourse du Travail.
29	26 Id.	Saint-Malo...	Chambre syndicale des Entre- preneurs d'Ille-et-Vilaine et Fédération du Nord-Ouest.
30	29 août 1903..	Fougères....	Bourse du Travail.
34	24 avril 1904..	Saint-Malo ..	Syndicat des Peintres,
35	5 juin 1904..	Rennes.....	Bourse du Travail.
38	7 août 1904..	Combourg...	Municipalité,

NUMÉROS d'ordre	DATE de la conférence	LOCALITÉS	Personnalités ou associations à la demande desquelles la confé- rence a été faite
Troisième série : CONFÉRENCES			
61	12 mars 1906.	Rennes.....	Société d'Enseignement tech- nique.
62	19 Id. .	Rennes.....	Id.
76	17 déc. 1906..	Rennes.....	Id.
77	24 Id. ..	Rennes.	Id.
103	16 déc. 1907..	Rennes.....	Id.
104	23 Id. ..	Rennes.....	Id.
132	17 février 1908	Rennes.....	Id.
141	25 nov. 1908.	Martigné-Ferchaud. .	Amicale des Anciens élèves.
149	11 janvier 1909	Rennes... .	Société d'Enseignement tech- nique.
156	18 janvier 1909	Rennes.....	Id.

Vu : Le Président de la Thèse,
HITIER.

Vu : Le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	9
CHAPITRE PREMIER. — Groupe des Lois apportant un avantage certain aux ouvriers (Loi de 1898. — Loi sur les Retraites ouvrières et paysannes)....	35
Application de la Loi du 9 août 1898 dans les Côtes- du-Nord et l'Ille-et-Vilaine.....	42
Création, fonctionnement et résultats de l'office régio- nal du travail de Rennes, fondé le 28 octobre 1903.	61
Service des enquêtes industrielles et ouvrières.....	80
CHAPITRE II. — Groupe des Lois réglementant le travail industriel et commercial (lois du 30 mars 1900, du 13 juillet 1906, etc.).....	87
Du Rôle de l'Inspection du travail dans l'application de la loi de 1900.....	94
Conférences sur la journée de 10 heures et résultats obtenus dans la région de Bretagne.....	99
La Loi du 30 Mai 1900 et la journée de 10 heures au Palais-Bourbon	150
Du Rôle de l'Inspection du travail dans l'application de la loi de 1906.....	155
CHAPITRE III. — Conciliation et arbitrage dans les conflits du travail.....	165
CHAPITRE IV. — Action pour le développement écono- mique de la région	177
Création de la Société industrielle et scientifique de l'Ouest	181

Création de l'Ecole d'ingénieurs de Rennes	186
Étude sur la situation économique de la circonscription de la Chambre de Commerce de Rennes (Rennes 1910)...	189
Enquêtes sur les conditions de la vie des travailleurs	192
CHAPITRE V. — Formation professionnelle de l'ouvrier..	193
Création des écoles techniques de Rennes et de Vitré,	
Création de la Société d'enseignement technique de la 10 ^e région militaire.....	199

Extension souhaitable du rôle de l'Inspecteur du travail dans l'application des lois sociales.

CHAPITRE PREMIER. Le rôle social de l'Inspection du travail à l'étranger	209
Allemagne	210
Autriche.	216
Suisse.	222
France	223
Royaume-Uni	224
Nouvelle-Zélande et Australie.....	225
CHAPITRE II — Essai d'une organisation méthodique de l'intervention administrative de l'Etat pour l'application des lois sociales.....	227
Annexes.....	249

IMPRIMERIE L. CAILLOT ET F. L^S, RENNES
